





2.1

23

114. A. 17

D U
GOUVERNEMENT
CIVIL,

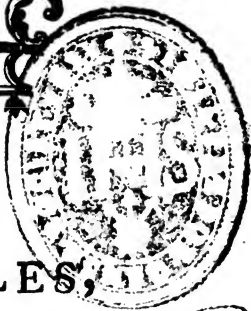
Où l'on traite

DE L'ORIGINE, DES FONDEMENTS
DE LA NATURE,
DU POUVOIR, ET DES FINS
DES SOCIÉTÉZ POLITIQUES.

Traduit de l'Anglois de Mr. LOCKE.

NOUVELLE EDITION,

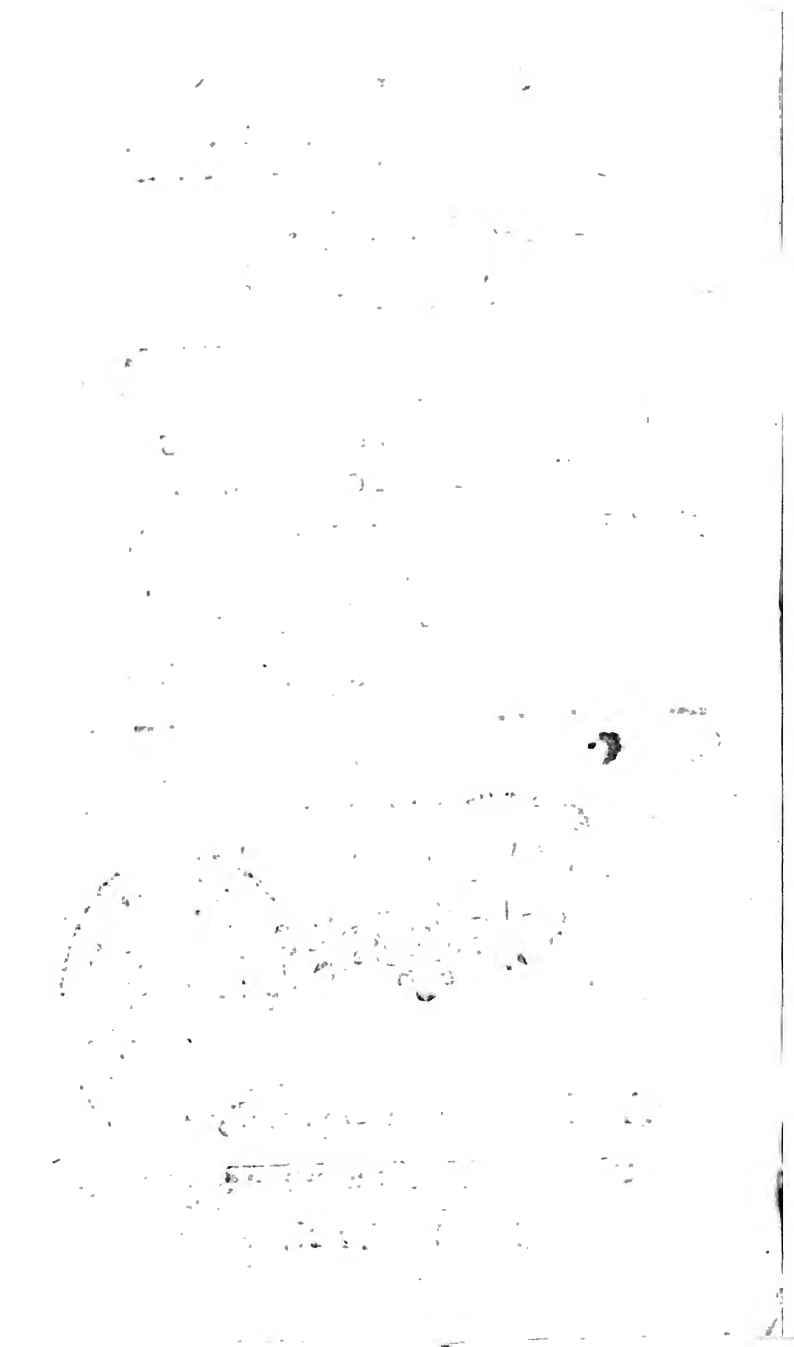
Revue & corrigée.



A BRUXELLES,

MDCCXLIX,





AVERTISSEMENT

de l'Édition de 1724.

NL n'y a guère de questions, qui ayent été agitées avec plus de chaleur, que celles qui regardent les fondemens de la Société Civile, & les Loix, par lesquelles elle se conserve. Ceux qui ont écrit dans des Etats purement Monarchiques, où le Souverain fouhaitoit que ses Sujets fussent persuadés qu'il étoit maître absolu de leurs vies & de leurs biens, ont entrepris de prouver, avec beaucoup de passion, ce que le Prince vouloit que l'on crût. Les Souverains, selon eux, tirent de Dieu immédiatement leur autorité, & ce n'est que lui seul, qui ait droit de leur demander raison de leur conduite, de sorte que quelques

IV AVERTISSEMENT.

excès qu'ils pussent commettre , quand ils vivroient plus en bêtes qu'en hommes , il faudroit que leurs Sujets les souffrissent patiemment , si après de très - humbles remontrances , les Souverains refusoient de reconnoître les Loix de la Nature. Quand plusieurs millions d'Ames consentiroient unanimément à condamner la tyrannie d'un Prince qui ne seroit soutenuë que de quelques flatteurs ; il faudroit que des millions de familles ouvrirent leurs maisons à ses Satellites, lors qu'il trouveroit à propos d'enlever leurs Femmes & leurs Enfans pour en abuser : & répandissent à ses pieds les fruits de leur industrie, sans en réserver rien pour elles , s'il vouloit qu'elles lui livrassent tout leur bien. Si un Prince se mettoit en tête, qu'il n'y a que lui , & quelque peu de personnes avec lui , qui en-

AVERTISSEMENT. v

entendissent la véritable manière de servir Dieu , & qu'il voulut envoyer des Soldats chez ceux qui ne seroient pas dans ses sentimens , pour les maltraiter , jusqu'à ce qu'ils feignissent d'en être , il faudroit bien se garder de faire la moindre résistance à ces Bourreaux. Tout un Royaume se devroit entièrement livrer à la fureur de quelques scélérats , quoi qu'ils pussent faire , parce qu'ils seroient munis de l'autorité royale. Que si des Sujets oposoient la violence à ces inhumanitez , en quelque cas que ce fût , & parloient de réprimer , ou de chasser un Tyran , non seulement ils seroient dignes de souffrir toutes les horreurs , que la guerre la plus cruelle entraîne après soi , à l'égard de ceux qui sont vaincus ; mais encore le Juge de tous les hommes , dont ces Tyrans font l'image la

VI AVERTISSEMENT.

plus sacrée, les condamneroit, à cause de cela, aux flammes éternelles. Les Peuples de leur côté n'ont aucun droit, que le Prince ne puisse violer impunément, de quelque manière qu'il le veuille faire; parce que Dieu les a, pour ainsi dire, livrés à lui, pieds & poings liés. Le Prince seul est une personne sacrée, à laquelle on ne peut jamais toucher, sans s'attirer l'indignation du Ciel & de la Terre; de sorte que se défaire du Tyran le plus dangereux est un crime infiniment plus grand, que les actions les plus détestables qu'il puisse commettre: & un inconvénient infiniment plus terrible, que de voir de vastes Royaumes rougis du sang de leurs habitans, & un nombre infini de personnes innocentes réduites aux extrémités les plus étranges.

Voilà quels sont les sentimens de
ceux

AVERTISSEMENT. VII

ceux qui ont écrit dans des lieux, où les Puissances fouhaitoient que le Peuple se crût entièrement esclave. D'un autre côté, lors que les Peuples ont fait voir que ce nouvel Evangile n'avoit fait aucune impressiion sur eux, & ont secoué un joug, qui leur devenoit insupportable; on s'est mis à soutenir, dans les lieux où cela est arrivé, que l'on peut déposer les Souverains, pour des raisons assez légères; & l'on a parlé contre la Monarchie, comme contre une forme de Gouvernement tout à fait insupportable. On a établi des Principes propres à entretenir des séditions éternelles, en voulant prévenir la Tyrannie: comme de l'autre côté, on a consacré la plus affreuse Tyrannie, pour étouffer pour jamais les soulèvemens populaires. La passion a empêché une infinité d'Ecrivains de trouver un milieu

VIII AVERTISSEMENT.

milieu entre ces extrémités ; lequel il n'étoit pas néanmoins difficile de trouver, si l'on eût envisagé les choses de sang froid.

C'est ce que l'on pourra reconnoître par cet Ouvrage, où l'Auteur a découvert, avec beaucoup de pénétration, les premiers fondemens de la Société Civile, avant que d'en tirer les conséquences, qui peuvent décider les Controverses, que l'on a sur ces matières. On peut dire que le Public n'a pas encore vu d'Ouvrage, où l'on ait proposé ce qu'il y a de plus délié sur ce sujet, avec plus d'ordre, de netteté, & de brièveté que dans celui-ci. On y verra même quelques sentimens assez nouveaux, pour beaucoup de gens ; mais appuyés sur des preuves si fortes, que leur nouveauté ne les peut rendre suspects qu'à ceux qui préfèrent la prévention à la Raison.

SUP-

SUPPLEMENT

à l'Avertissement précédent.

MR. LOCKE , qui ne mit point son nom à la tête de ce Livre , le publia en Anglois en 1690. à la suite d'un autre sur la même matière. En voici le Titre Original : *Two Treatises of Government in the former the false Principles and Fondation of Sr. Robert FILMER and his Followers are detected and overthrown : The latter is an Essay concerning the true Origine, Extent and End of Civil Government* : Vol. in 8. pp. 213.

L'Auteur de ces deux Traitez , dit M^r. Le Clerc dans l'Extrait qu'il en donna † , a entrepris de refuter le Chevalier *Filmer* ,

x AVERTISSEMENT.

mer *, qui a fait quelques Ouvrages en Anglois , où il a prétendu montrer que les Sujets naissent esclaves de leur Prince. Il fait voir la fausseté de ses raisonnemens , que l'on trouve dans deux Livres Anglois , dont l'un est intitulé *Patriarcha* , & l'autre contient des *Remarques sur Hobbes , Milton &c.* Mais comme (suivant la remarque de M^r. *Le Clerc* à la fin de l'Extrait du premier Traité de M^r. *Locke* ,) dans les matières d'importance , ce n'est pas assez de faire voir qu'un autre se trompe , parce que les Lecteurs veulent après cela qu'on fasse mieux , & que l'on donne des Principes meilleurs , que ceux que l'on reprend ; c'est ce qui a obligé l'Auteur

* C'est celui que Mr. *Locke* désigne dans plusieurs endroits par les Lettres Initiales *le Ch. . . F.*

AVERTISSEMENT. xi

teur de composer un second Livre qu'il intitule *An Essay &c.* Vol. in 8. pp. 254. C'est donc ce dernier qui parut peu de temps après en François à *Amsterdam*, & qui fut réimprimé en Anglois en 1694 & en 1698. Mr. *Le Clerc*, qui nous apprend cela dans l'Eloge Historique de notre Auteur, publié en 1705, * ajoute ce qui suit : „Nous en aurons bientôt „une Edition Angloise beaucoup „plus correcte que les précédentes, aussi-bien qu'une meilleure „Version François. Mr. *Locke* „n'y avoit pas mis son nom, parce que les principes, qu'il y établit, sont contraires à ceux que „l'on soutenoit communément en „Angleterre avant la Révolution, „& qui alloient à établir le Pou-
voir

* *Biblioth. Choisie* Tom. VI. Cet Eloge se trouve aussi à la tête des *Oeuvres diverses de Mr. Locke*, imprimées à *Amsterdam* en 1734. in 12. 2 vol.

XII AVERTISSEMENT.

„voir arbitraire, sans avoir égard
„à aucunes Loix. Il renverrie
„entièrement cette Politique Tur-
„que, que bien des gens soute-
„noient sous des prétextes de Re-
„ligion, pour flater ceux qui as-
„piroient à un pouvoir qui est au-
„dessus de la nature humaine,




GOVERNEMENT CIVIL.

De sa véritable Origine , de son
Etendue , & de sa Fin.

CHAPITRE I.

De l'Etat de Nature.

I.  Our bien entendre en quoi consiste le Pouvoir Politique , & connoître sa véritable origine ; il faut considérer dans quel état tous les hommes sont naturellement. C'est un état de parfaite liberté , un état dans lequel , sans demander de permission à personne & sans dépendre de la volonté d'aucun autre homme , ils peuvent faire ce qu'il leur plait , & disposer de ce qu'ils possèdent & de leurs personnes comme ils jugent à propos , pourvû qu'ils se tiennent dans les bornes de la Loi de la Nature.

Cet état est un état aussi d'égalité ;

A

enforte

enforte que tout pouvoir & toute juridiction est reciproque , un homme n'en ayant pas plus qu'un autre. Car il est très évident que des Créatures d'une même espèce & d'un même ordre , qui sont nées sans distinction , qui ont part aux mêmes avantages de la Nature , qui ont les mêmes facultez , doivent pareillement être égales entre elles , sans nulle subordination ou sujettion ; à moins que le Seigneur & le Maître de ces Créatures n'ait établi , par quelque manifeste déclaration de sa volonté , quelques-unes sur les autres , & leur ait conféré , par une évidente & claire ordonnance , un droit irréfragable à la Domination & à la Souveraineté.

II. C'est cette égalité où sont les hommes naturellement , que le judicieux *Hooker* regarde comme si évidente en elle-même & si hors de contestation , qu'il en fait le fondement de l'obligation où sont les hommes de s'aimer mutuellement : il fonde sur ce Principe d'égalité tous les devoirs de charité & de justice auxquels les hommes sont obligés les uns envers les autres. Voici ses paroles.

* Le même instinct a porté les hommes à reconnoître qu'ils ne sont pas moins tenus d'aimer les autres, qu'ils sont tenus de s'aimer eux-mêmes. Car voyant toutes ces choses qui sont égales entr'eux, ils ne peuvent que comprendre qu'il doit y avoir aussi entr'eux tous une même mesure. Si je ne puis que désirer de recevoir du bien, même par les mains de chaque personne, autant qu'aucun autre homme en peut désirer pour soi; comment puis-je prétendre de voir en aucune sorte mon désir satisfait, si je n'ai soin de satisfaire le même désir qui est infailliblement dans l'esprit d'un autre homme, lequel est d'une seule & même nature avec moi? S'il se pratique quelque chose qui soit contraire à ce désir, que chacun a, il faut nécessairement qu'un autre en soit aussi choqué, que je puis l'être. Tellement que si je nuis & cause du préjudice, je dois me disposer à souffrir le même mal; n'y ayant nulle raison qui oblige les autres à avoir pour moi une plus grande mesure de charité, que j'en ai pour eux. C'est pourquoi le désir que j'ai d'être aimé, autant qu'il est possible, de ceux qui me sont égaux

A 2

dans.

* Eccl. Pol. lib. 1.

4 *Le Gouvernement Civil.*

dans l'état de nature, m'impose une obligation naturelle de leur porter & témoigner une semblable affection. Car enfin, la relation d'égalité entre nous-mêmes & les autres hommes, qui sont d'autres nous-mêmes, les règles & les Loix que la Raison Naturelle a prescrites pour la conduite de la vie, il n'y a personne qui les ignore.

III. Cependant, quoi que l'état de Nature soit un état de liberté, ce n'est nullement un état de licence. Certainement, un homme en cet état a une liberté incontestable, par laquelle il peut disposer comme il veut, de sa personne ou de ce qu'il possède : il n'a pas néanmoins la liberté & le droit de se détruire lui même, non plus que de faire tort à aucune autre personne, & de la troubler dans ce dont elle jouit; il doit faire de sa liberté le meilleur & le plus noble usage que sa propre conservation demande de lui. L'état de Nature a la Loi de la Nature, qui le doit régler, & à laquelle chacun est obligé de se soumettre & d'obéir : La Raison, qui est cette Loi-là, enseigne à tous les hommes, s'ils veulent bien
la

la consulter , qu'étant tous égaux & indépendans , nul ne doit nuire à un autre , au regard de sa vie , de sa santé , de sa liberté , de son bien : car les hommes étant tous l'ouvrage d'un Ouvrier tout-puissant & infiniment sage , les Serviteurs d'un Souverain Maître , envoyé au monde par lui & pour ses intérêts , ils lui apartiennent en propriété , & son Ouvrage doit durer autant qu'il lui plaît , non autant qu'il plaît à aucun autre ; & étant doüé des mêmes facultez , & participant aux mêmes avantages dans la communauté de nature , on ne peut supposer aucune subordination entre nous , qui puisse nous autoriser à nous détruire les uns les autres , comme si nous étions faits pour les usages les uns des autres , de la même manière que les Créatures d'un rang inférieur au nôtre sont faites pour nôtre usage. Chacun donc est obligé de se conserver lui-même , & de ne quitter point volontairement son poste , pour ainsi dire : & lors que sa propre conservation n'est point en danger , il doit , selon ses forces , conserver le reste des hommes ; & à moins

que ce ne soit pour faire justice de quelque coupable , il ne doit jamais ôter la vie à un autre , ou préjudicier à ce qui tend à la conservation de sa vie , par exemple , à sa liberté , à sa santé , à ses membres , à ses biens.

IV. Mais afin que personne n'entreprenne d'envahir les droits d'autrui , & de faire tort à son prochain , & que les Loix de la Nature, qui ont pour but la tranquillité & la conservation du Genre Humain , soient observées, la Nature a mis chacun en droit de punir la violation de ses Loix : ceux qui les violent doivent pourtant être punis seulement dans un degré qui puisse empêcher qu'on ne les viole plus. Les Loix de la Nature, aussi bien que toutes les autres Loix qui regardent les hommes en ce monde , seroient entièrement inutiles, si personne, dans l'état de Nature, n'avoit le pouvoir de les faire exécuter, de protéger & conserver l'innocent , & de reprimer ceux qui lui font tort. Que si dans cet état, un homme en peut punir un autre à cause de quelque mal qu'il aura fait ; chacun peut pratiquer le même.

Car

Car en cet état de parfaite égalité, dans lequel naturellement nul n'a de supériorité ni de juridiction sur un autre, ce qu'un peut faire en vertu des Loix de la Nature, tout autre doit avoir nécessairement le droit de le pratiquer.

V. Ainsi, dans l'état de Nature chacun a, à cet égard, un pouvoir incontestable sur un autre : mais ce pouvoir néanmoins n'est point absolu & arbitraire, en sorte que lors qu'on a entre ses mains un coupable, l'on ait droit de le punir par passion & de s'abandonner à tous les mouvemens, à toutes les fureurs d'un cœur irrité & vindicatif. Tout ce qu'il est permis de faire en cette rencontre, c'est de lui infliger les peines que la raison tranquille & la pure conscience dicte & ordonne naturellement, de lui infliger des peines proportionnées à sa faute, & qui ne tendent qu'à réparer le dommage qui a été causé, & qu'à empêcher qu'il n'en arrive un semblable à l'avenir. En effet, ce sont les deux seules raisons qui peuvent rendre légitime le mal qu'on fait à un autre, & que nous appellons punition. Quand quelqu'un viole les Loix

de la Nature, il déclare par là qu'il se conduit par d'autres règles que celles de la Raison & de la commune Equité, qui est la mesure que Dieu a établie pour les actions des hommes, afin de procurer leur mutuelle sûreté : & ainsi il devient dangereux au Genre-Humain ; le lien formé des mains du Tout-Puissant pour empêcher que personne ne reçoive nulle injure, & qu'on n'use envers lui de nulle violence, étant foulé aux pieds & rompu par un semblable homme. De sorte que sa conduite offensant toute la Nature Humaine, & étant contraire à cette tranquillité & à cette sûreté à laquelle il a été pourvû par les Loix de la Nature, chacun, par le droit qu'il a de conserver le Genre-Humain, peut reprimer, ou s'il est nécessaire, détruire ce qui lui est nuisible : en un mot il peut infliger à une personne qui a enfreint ces Loix, des peines qui soient capables de produire en lui du repentir, & de lui inspirer une crainte qui l'empêche d'agir une autrefois de la même manière, & qui même fassent voir aux autres un exemple qui les détourne d'une conduite pareille à celle
qui

qui les a attirées. En cette occasion donc, & sur un fondement de cette sorte, chacun a droit de punir les coupables, de punir ceux qui violent les Loix de la Nature.

VI. Je ne doute point que cette doctrine ne paroisse à quelques-uns fort étrange : mais avant que de la condamner, je souhaite qu'on me dise par quel droit un Prince ou un Etat peut faire mourir ou punir un Etranger, qui aura commis quelque crime dans les terres de sa domination. Il est certain que les Loix de ce Prince ou de cet Etat, par la vertu & la force qu'elles reçoivent de leur publication & de l'autorité législative, ne regardent point cet Etranger. Ce n'est point à lui qu'un Souverain parle ; ou s'il le faisoit, l'Etranger ne seroit point obligé de l'écouter & de se soumettre à ses Ordonnances. L'autorité législative, par laquelle des Loix ont force de Loix au regard des sujets d'une certaine République & d'un certain Etat, n'a assurément nul pouvoir & nul droit au regard d'un Etranger. Ceux qui ont le pouvoir Souverain de faire des Loix en Angleterre, en France,

en Hollande, sont au regard d'un Indien, aussi bien qu'au regard de tout le reste du monde, des gens sans autorité. Tellement que si en vertu des Loix de la Nature chacun n'a pas le pouvoir de punir, par un jugement modéré & conformément au cas qui se présente, ceux qui les enfreignent, je ne vois point comment les Magistrats d'une Société & d'un Etat peuvent punir un Etranger; puis qu'au regard d'un tel homme ils ne peuvent avoir plus de droit & de juridiction, que chaque personne en peut avoir au regard d'une autre.

VII. Lors que quelqu'un viole la Loi de la Nature, qu'il s'éloigne des droites règles de la raison, & fait voir qu'il renonce aux Principes de la Nature Humaine, & qu'il est une Créature nuisible & dangereuse; chacun est en droit de le punir : mais celui qui en reçoit immédiatement & particulièrement du dommage & du préjudice, outre le droit de punition, qui lui est commun avec tous les autres hommes, a un droit particulier en cette rencontre, par lequel il peut demander que le dommage qui lui a été fait, soit réparé. Et si quelque
autre

autre personne le croit juste, elle peut se joindre à celui qui a été offensé personnellement, & l'assister dans le dessein qu'il a de tirer satisfaction du coupable, en sorte que le mal qu'il a souffert, puisse être réparé.

VIII. De ces deux sortes de droits, dont l'un est de punir le crime pour le reprimer & pour empêcher qu'on ne continuë à le commettre, & qui est le droit de chaque personne; l'autre, d'exiger la réparation du mal souffert : le premier passe & est conféré au Magistrat, qui, en qualité de Magistrat, a entre les mains le droit commun de punir, & qui, toutes les fois que le bien Public ne demande pas absolument qu'il punisse & châtie la violation des Loix, peut, de sa propre autorité, pardonner les offenses & les crimes : mais il ne peut point disposer en la même manière de la satisfaction dûë à une personne privée, à cause du dommage qu'elle a reçu. La personne qui a souffert en cette rencontre, a le pouvoir & le droit de s'approprier les biens ou le service de celui qui l'a offensée & lui a fait du mal : elle a ce pouvoir par

A 6 le

le droit qu'elle a de pourvoir à sa conservation ; tout de même que chacun , par le Droit qui a de conserver le Genre-Humain & de faire raisonnablement tout ce qui est possible sur ce sujet , a le pouvoir de punir le crime , pour empêcher qu'on ne le commette encore. Et c'est pour cela que chacun dans l'état de Nature est en droit de tuer un meurtrier , afin de détourner les autres d'une semblable offense , que rien ne peut réparer ni compenser , en les épouvantant par l'exemple d'une punition à laquelle sont sujets tous ceux qui commettent le même crime , & ainsi mettre les hommes à l'abri des attentats d'un criminel , qui ayant renoncé à la raison , à la règle , à la mesure commune que Dieu a donnée au Genre-Humain , a , par une injuste violence & par un esprit de carnage , dont il a usé envers une personne , déclaré la guerre à tous les hommes , & par conséquent doit être détruit comme un Lion , comme un Tigre , comme une de ces Bêtes féroces avec lesquelles il ne peut y avoir de société ni de sûreté. Aussi est-ce sur cela qu'est fondée cette grande Loi de la Nature

Nature ; Si quelqu'un répand le sang d'un homme , son sang sera aussi répandu par un homme. Et Caïn étoit si pleinement convaincu , que chacun est en droit de détruire & exterminer un coupable de cette Nature , qu'après avoir tué son Frère , il crioit : *Quiconque me trouvera , me tuera.* Tant il est vrai que ce Droit est écrit dans le cœur de tous les hommes.

IX. Par la même raison , un homme , dans l'état de Nature , peut punir la moindre infraction des Loix de la Nature. Mais peut-il punir de mort une semblable infraction ? demandera quelqu'un. Je répons , que chaque faute peut être punie dans un degré , & avec une sévérité qui soit capable de causer du repentir au coupable & d'épouvanter si bien les autres , qu'ils n'ayent pas envie de tomber dans la même faute. Chaque offense commise dans l'état de Nature , peut pareillement dans l'état de Nature être punie autant , s'il est possible , qu'elle peut être punie dans un Etat & dans une République. Il n'est pas de mon sujet d'entrer dans le détail , pour examiner les degrés de châtimement que
les

les Loix de la Nature prescrivent : je dirai seulement qu'il est très certain qu'il y a de telles Loix, & que ces Loix sont aussi intelligibles & aussi claires à une Créature raisonnable, & à une personne qui les étudie, que peuvent être les Loix positives des Sociétez & des Etats ; & même sont-elles, peut-être, plus claires & plus évidentes. Car enfin, il est plus aisé de comprendre ce que la raison suggère & dicte, que les fantaisies & les inventions embarrassées des hommes, lesquels suivent souvent d'autres règles que celles de la raison, & qui dans les paroles dont ils se servent en leurs ordonnances peuvent avoir dessein de cacher & enveloper leurs vûes & leurs intérêts. C'est le véritable caractère de la plûpart des Loix municipales des païs, qui après tout ne sont justes, qu'autant qu'elles sont fondées sur les Loix de la Nature, selon lesquelles elles doivent être réglées & interprétées.

X. Je ne doute point qu'on n'objecte à cette opinion, qui pose que dans l'état de Nature chaque homme a le pouvoir de faire exécuter les Loix de la Nature, & d'en punir les infractions ; je ne dou-

doute point, dis-je, qu'on n'objecte que c'est une chose fort déraisonnable, que les hommes soient juges dans leurs propres causes; que l'amour propre rend les hommes partiaux, & les fait pencher vers leurs intérêts & vers les intérêts de leurs amis; que d'ailleurs un naturel mauvais, la passion, la vengeance, ne peuvent que les porter au delà des bornes d'un châtement équitable; qu'il ne s'ensuivroit de là que confusion, que désordre; & que c'est pour cela que Dieu a établi les Puissances Souveraines. Je ne fais point de difficulté d'avouer que le Gouvernement Civil est le remède propre aux inconvéniens de l'état de Nature, qui sans doute ne peuvent qu'être grands par-tout où les hommes sont juges dans leur propre cause. Mais je souhaite que ceux qui font cette objection, se souviennent que les Monarques absolus sont hommes, & que si le Gouvernement Civil est le remède des maux qui arriveroient nécessairement, si les hommes étoient juges dans leurs propres causes, & si par cette raison l'état de Nature doit être abrogé, on peut dire le même de l'autorité
des

des Puissances Souveraines. Car enfin , je demande, le Gouvernement Civil est-il meilleur, à cet égard, que l'état de Nature ; un Gouvernement où un seul homme commandant une multitude, est juge dans sa propre cause, & peut faire à tous ses Sujets tout ce qu'il lui plaît, sans que personne ait droit de se plaindre de ceux qui exécutent ses volontez, & de former aucune opposition ? Ne faut-il point se soumettre toujours à tout ce que fait & veut un Souverain, soit qu'il agisse par raison, ou par passion, ou par erreur ? Or c'est ce qui ne se rencontre pourtant point, & qu'on n'est point obligé de faire dans l'état de Nature au regard l'un de l'autre : car si celui qui juge, juge mal & injustement dans sa propre cause, ou dans la cause d'un autre, il en doit répondre, & on peut appeler au reste des hommes.

XI. On a souvent demandé, comme si on proposoit une puissante objection, en quels lieux, & quand les hommes sont, ou ont été dans cet état de Nature ? A quoi il suffira pour le présent de répondre, que les Princes & les Magistrats des Gouvernemens indépendans, qui se
trou-

trouvent par tout le monde , étant dans l'état de nature , il est clair que le monde n'a jamais été , & ne sera jamais sans un certain nombre d'hommes qui ont été , & qui seront dans l'état de nature. Quand je parle des Princes , des Magistrats & des Sociétez indépendantes , je les considère précisément en eux-mêmes , soit qu'ils soient alliez , ou qu'ils ne le soient pas. Car ce n'est pas toute sorte d'accord qui met fin à l'état de nature ; mais seulement celui par lequel on entre volontairement dans une Société , & on forme un Corps Politique. Toutes autres sortes d'engagemens & de traitez , que les hommes peuvent faire entr'eux , les laissent dans l'état de nature. Les promesses & les conventions faites par exemple pour un troc , entre deux hommes , dans l'Isle déserte dont parle *Garcilasso de la Vega* , en son Histoire du Perou ; ou entre un Suisse & un Indien , dans les déserts de l'Amérique , sont des liens qu'il n'est pas permis de rompre , & sont des choses qui doivent être ponctuellement exécutées , quoi que ces sortes de gens soient en cette occasion dans l'état de nature au

re-

regard l'un de l'autre. En effet, la sincérité & la fidélité sont des choses que les hommes sont obligés d'observer religieusement, entant qu'ils sont hommes, non entant qu'ils sont membres d'une même Société.

XII. Quant à ceux qui disent, qu'il n'y a jamais eu aucun homme dans l'état de nature; je ne veux leur opposer que l'autorité du judicieux *Hooker*. *Les Loix dont nous avons parlé*, dit-il, entendant les Loix de la Nature, † *obligent absolument les hommes à les observer, même entant qu'ils sont hommes, quoi qu'il n'y ait nulle convention & nul accord solennel passé entr'eux pour faire ceci ou cela, ou pour ne le pas faire. Mais parce que nous ne sommes point capables tout-seuls de nous pourvoir des choses que nous désirons naturellement, & qui sont nécessaires à notre vie, laquelle doit être convenable à la dignité de l'homme; c'est pour cela qu'afin de suppléer à ce qui nous manque, quand nous sommes seuls & solitaires, nous avons été naturellement portés à rechercher la société & la compagnie les uns des autres; & c'est ce qui a fait que les*

† Eccl. Pol. Lib. I. Sect. 10.

les hommes se sont unis les uns avec les autres & ont composé, au commencement & d'abord, des Sociétez Politiques. J'affure donc encore, que tous les hommes sont naturellement dans cet état que j'appelle *état de nature*, & qu'ils y demeurent jusques à ce que, de leur propre consentement, ils se soient faits membres de quelque Société Politique : & je ne doute point que dans la suite de ce traité cela ne paroisse très-évident.

CHAPITRE II.

De l'Etat de Guerre.

I. **L'**Etat de guerre est un état d'inimitié & de destruction. Celui qui déclare à un autre, soit par paroles, soit par actions, qu'il en veut à sa vie, doit faire cette déclaration, non avec passion & précipitamment, mais avec un esprit tranquille : & alors cette déclaration le met dans l'état de la guerre avec celui à qui il l'a déclarée. En cet état, sa vie est exposée, & peut être ravie par le pouvoir de l'autre, ou de
qui-

quiconque voudra se joindre à lui pour le défendre & épouser sa querelle : étant juste & raisonnable que j'aye droit de détruire ce qui me menace de destruction ; car, par les Loix fondamentales de la Nature, l'homme étant obligé de se conserver lui-même, autant qu'il est possible, lors que tous ne peuvent pas être conservés, la sûreté de l'innocent doit être préférée, & un homme peut en détruire un autre qui lui fait la guerre, ou qui lui donne à connoître son inimitié & la résolution qu'il a prise de le perdre : tout de même que je puis tuer un Lion ou un Loup, parce qu'ils ne sont pas soumis aux Loix de la Raison, & n'ont d'autres règles que celles de la force & de la violence. On peut donc traiter comme des bêtes féroces ces gens dangereux, qui ne manqueroient point de nous détruire & de nous perdre, si nous tombions en leur pouvoir.

II. Or de là vient que celui qui tâche d'avoir un autre en son pouvoir absolu, se met par-là dans l'état de guerre avec lui, lequel ne peut regarder son
pro-

procédé que comme une déclaration & un dessein formé contre sa vie. Car j'ai sujet de conclure qu'un homme qui veut me soumettre à son pouvoir sans mon consentement, en usera envers moi, si je tombe entre ses mains, de la manière qu'il lui plaira, & me perdra sans doute, si la fantaisie l'en prend. En effet, personne ne peut désirer de m'avoir en son pouvoir absolu, que dans la vue de me contraindre par la force à ce qui est contraire au droit de ma liberté, c'est-à-dire, de me rendre esclave. Afin donc que ma personne soit en sûreté, il faut nécessairement que je sois délivré d'une telle force & d'une telle violence; & la Raison m'ordonne de regarder comme l'ennemi de ma conservation, celui qui est dans la résolution de me ravir la liberté, laquelle en est, pour ainsi dire, le rempart. De sorte que celui qui entreprend de me rendre esclave, se met par-là avec moi dans l'état de guerre. Lors que quelqu'un, dans l'état de nature, veut ravir la liberté qui appartient à tous ceux qui sont dans cet état, il faut nécessairement supposer qu'il a dessein de ravir toutes les



les autres choses , puis que la liberté est le fondement de tout le reste ; tout de même qu'un homme , dans un état de Société , qui raviroit la liberté qui appartient à tous les membres de la Société , doit être considéré comme ayant dessein de leur ravir toutes les autres choses , & par conséquent comme étant avec eux dans l'état de guerre.

III. Ce que je viens de poser , montre qu'un homme peut légitimement tuer un voleur qui ne lui aura pourtant causé le moindre dommage , & qui n'aura pas autrement fait connoître qu'il en voulut à sa vie , que par la violence dont il aura usé pour l'avoir en son pouvoir , pour prendre son argent , pour faire de lui comme il lui plairoit. Car ce voleur employant la violence & la force , lors qu'il n'a nul droit de me mettre en son pouvoir & en sa disposition ; je n'ai nul sujet de supposer , quelque prétexte qu'il allègue , qu'un homme qui entreprend de ravir ma liberté , ne me veuille ravir toutes les autres choses , dès que je serai en son pouvoir. C'est pourquoi , il m'est permis de le traiter comme un homme qui s'est mis
avec

avec moi dans un état de guerre, c'est-à-dire, de le tuer, si je puis : car enfin ; quiconque introduit l'état de guerre, & est l'agresseur en cette rencontre, s'expose certainement à un traitement semblable à celui qu'il a résolu de faire à un autre, & risque sa vie.

IV. Et ici paroît la différence qu'il y a entre l'état de nature, & l'état de guerre, lesquels quelques-uns ont confondus, quoi que ces deux sortes d'états soient aussi différens & aussi éloignés l'un de l'autre, que sont un état de paix, de bienveillance, d'assistance & de conservation mutuelle, & un état d'inimitié, de malice, de violence & de mutuelle destruction. Lors que les hommes vivent ensemble conformément à la Raison, sans aucun Supérieur sur la terre, qui ait l'autorité de juger leurs différens, ils sont précisément dans l'état de nature : mais la violence ou un dessein ouvert de violence, d'une personne à l'égard d'une autre, dans une circonstance où il n'y a sur la terre nul Supérieur commun, à qui l'on puisse appeller, produit l'état de guerre, & faute d'un juge devant lequel on puisse
faire

faire comparoître un aggresseur , un homme a sans doute le droit de faire la guerre à cet aggresseur , quand même l'un & l'autre seroient membres d'une même Societé & sujets d'un même Etat. Ainsi , je puis tuër sur le champ un voleur , qui se jette sur moi , se fait des rênes de mon cheval , arrête mon carrosse ; parce que la Loi qui a été faite pour ma conservation , si elle ne peut être interposée pour assurer , contre la violence & un attentat présent & subit , ma vie , dont la perte ne sauroit jamais être réparée , me permet de me défendre , me met dans le droit de la guerre , me donne la liberté de tuër mon aggresseur , lequel ne me donne point le tems de l'appeller devant notre commun Juge , & de faire décider par les Loix un cas dont le malheur peut être irréparable. La privation d'un commun Juge revêtu d'autorité , met tous les hommes dans l'état de nature : & la violence injuste & soudaine , dans le cas qui vient d'être marqué , produit l'état de guerre , soit qu'il y ait , ou qu'il n'y ait point de commun Juge.

V. Mais quand la violence cesse , l'é-

tat

tat de guerre cesse aussi entre ceux qui sont membres d'une même Société ; & ils sont tous également obligés de se soumettre à la pure détermination des Loix : car alors ils ont le remède de l'appel pour les injures passées , & pour prévenir le dommage qu'ils pourroient recevoir à l'avenir. Que s'il n'y a point de Tribunal devant lequel on puisse porter les causes , comme dans l'état de nature , s'il n'y a point de Loix positives & de Juges revêtus d'autorité ; l'état de guerre ayant une fois commencé , la Partie innocente y peut continuer avec justice, pour détruire son ennemi toutes les fois qu'il en aura le moyen , jusques à ce que l'agresseur offre la paix & désire se réconcilier sous des conditions qui soient capables de réparer le mal qu'il a fait , & de mettre l'innocent en sûreté pour l'avenir. Je dis bien plus: si on peut appeller aux Loix , & s'il y a des Juges établis pour régler les différens , mais que ce remède soit inutile , soit refusé par une manifeste corruption de la justice , & du sens des Loix , afin de protéger & indemniser la violence & les injures de quelques uns.

& de quelque parti , il est mal-aisé d'envisager ce désordre que comme un état de guerre : car lors que même ceux qui ont été établis pour administrer la justice , ont usé de violence , & fait des injustices ; c'est toujours injustice ; c'est toujours violence , quelque nom qu'on donne à cela , & quelque prétexte , quelques formalitez de justice qu'on allègue ; puis qu'après-tout le but des Loix est de protéger & soutenir l'innocent , & de prononcer des jugemens équitables au regard de ceux qui sont soumis à ces Loix. Si donc on n'agit pas de bonne foi en cette occasion , on fait la guerre à ceux qui en souffrent , lesquels ne pouvant plus attendre de justice sur la terre , n'ont plus pour remède , que le droit d'appeller au Ciel.

VI. Pour éviter cet état de guerre , où l'on ne peut avoir recours qu'au Ciel , & où les moindres différens peuvent être si soudainement terminés , lors qu'il n'y a point d'autorité établie qui décide entre les contendans , les hommes ont formé des Sociétés , & ont quitté l'état de nature. Car quand il y
a une

donc l'on demande, Qui jugera ? on n'entend point, qui jugera si un autre est en état de guerre avec moi, & si je dois faire comme Jephthé, appeler au Ciel ? Moi seul alors puis juger de la chose en ma conscience, & conformément au compte que je suis obligé de rendre, en la grande journée, au Juge Souverain de tous les hommes.

C H A P I T R E III.

De l'Esclavage.

I. **L**A liberté naturelle de l'homme, c'est de ne reconnoître aucun pouvoir Souverain sur la terre, & de n'être point assujetti à la volonté ou à l'autorité législative de qui que ce soit ; mais de suivre seulement les Loix de la Nature. La liberté, dans la Société Civile, consiste à n'être soumis à aucun pouvoir législatif, qu'à celui qui a été établi, par le consentement de la Communauté, ni à aucun autre empire qu'à celui qu'on y reconnoit, ou à d'autres Loix qu'à celles que ce même pouvoir législatif peut faire, conformément au droit qui lui en a été communiqué.

La

La liberté donc n'est point ce que Monsieur le Ch. F. * nous marque, O. A. 55. *Une liberté, par laquelle chacun fait ce qu'il veut, vit comme il lui plaît, & n'est lié par aucune Loi.* Mais la liberté des hommes qui sont soumis à un Gouvernement, c'est d'avoir pour la conduite de la vie une certaine Règle Commune, qui ait été prescrite par le pouvoir législatif qui y a été formé : en sorte qu'ils puissent suivre & satisfaire leur volonté en toutes les choses auxquelles cette Règle ne s'oppose pas : & qu'ils ne soient point sujets à la fantaisie, à la volonté inconstante, incertaine, inconnue, arbitraire d'aucun autre homme : tout de même que la liberté de la Nature consiste à n'être soumis à aucunes autres Loix, qu'à celles de la Nature.

II. Cette liberté par laquelle l'on n'est point assujetti à un pouvoir arbitraire & absolu, est si nécessaire, & est unie si étroitement avec la conservation de l'homme, qu'elle n'en peut être séparée que par ce qui détruit en même tems sa conservation & sa vie. Or, un

B 3 hom-

* Le Chevalier FILMER. Voyez le supplément à l'Avertissement sur cette Edition.

homme n'ayant point de pouvoir sur sa propre vie, ne peut par aucun traité, ni par son propre consentement, se rendre esclave de qui que ce soit, ni se soumettre au pouvoir absolu & arbitraire d'un autre, qui lui ôte la vie quand il lui plaira. Personne ne peut donner plus de pouvoir, qu'il n'en a lui-même; & celui qui ne peut s'ôter la vie, ne peut sans doute communiquer à un autre aucun droit sur elle. Certainement, si un homme, par sa mauvaise conduite & par quelque crime, a mérité de perdre la vie; celui qui a été offensé, & qui est devenu en ce cas maître de sa vie, peut, lors qu'il a le coupable entre ses mains, différer de la lui ôter, & a droit de l'employer à son service. En cela il ne lui fait aucun tort. Car au fonds, quand le criminel trouve que son esclavage est plus pesant & plus fâcheux que n'est la perte de sa vie, il est en sa disposition de s'attirer la mort qu'il désire, en résistant & désobéissant à son Maître.

III. Voilà quelle est la véritable condition de l'esclavage, qui n'est rien autre chose, que l'état de guerre continué.

nué entre un légitime Conquerant ; & un Prisonnier. Que si ce Conquerant & ce Prisonnier venoient à faire entre eux un accord, par lequel le pouvoir fut limité au regard de l'un, & l'obéissance fut limitée au regard de l'autre : l'état de la guerre & de l'esclavage cesse, autant que le permet l'accord & le traité qui a été fait. Du reste, comme il a été dit, personne ne pouvant, par convention, & par son consentement, céder & communiquer à un autre ce qu'il n'a point lui même, ne peut donner à un autre de pouvoir sur sa propre vie.

IV. J'avoüe que nous lisons que parmi les Juifs, aussi bien que parmi les autres nations, les hommes se vendoient eux-mêmes : mais il est visible que c'étoit seulement pour être serviteurs, & non esclaves. Et comme ils ne s'étoient point vendus pour être sous un pouvoir absolu, arbitraire, despotique ; aussi leurs Maîtres ne pouvoient les tuer en aucun tems, puis qu'ils étoient obligés de les laisser aller en un certain tems, & de ne trouver pas mauvais qu'ils quittassent leur service. Les

Maitres même de ces serviteurs , bien loin d'avoir un pouvoir arbitraire sur leur vie , ne pouvoient point les mutiler ; & s'ils leur faisoient perdre un œil , ou leur faisoient tomber une dent , ils étoient tenus de les laisser aller. *Exode XXI.*

C H A P I T R E IV.

De la Propriété des choses.

I. **S**Oit que nous considérons la Raison naturelle , qui nous dit que les hommes ont droit de se conserver , & conséquemment de manger & de boire , & de faire d'autres choses de cette sorte , selon que la nature leur fournit de biens pour leur subsistance ; soit que nous consultions la Révélation , qui nous apprend ce que Dieu a accordé en ce monde à Adam , à Noé , & à ses Fils : il est toujours évident , que Dieu , dont David dit , * *Qu'il a donné la terre aux fils des hommes* , a donné en commun

* *Ps. CXV.*

mun la terre au Genre-Humain. Mais cela étant, il semble qu'il est difficile de concevoir qu'une personne particulière puisse posséder rien en propre. Je ne veux pas me contenter de répondre, que s'il est difficile de sauver & d'établir la propriété des biens, supposé que Dieu ait donné en commun le monde à Adam & à la Postérité, il s'en suivroit qu'aucun homme, hors un Monarque Universel, ne pourroit posséder nul bien en propre : mais je tâcherai de montrer, comment les hommes peuvent posséder en propre diverses portions de ce que Dieu leur a donné en commun, & peuvent en jouir sans aucun accord formel fait entre tous ceux qui y ont naturellement le même droit.

II. Dieu, qui a donné le monde aux hommes en commun, leur a donné pareillement la Raison, pour faire de l'un & de l'autre l'usage le plus avantageux à la vie & le plus commode. La terre, avec tout ce qui y est contenu, est donnée aux hommes pour leur subsistance & pour leur satisfaction. Mais, quoi que tous les fruits qu'elle produit natu-

rellement , & toutes les bêtes qu'elle nourrit , appartiennent en commun au Genre-Humain , entant que ces fruits sont produits , & ces bêtes sont nourries par les soins de la Nature seule , & que personne n'a originellement aucun droit particulier sur ces choses-là , considérées précisément dans l'état de nature : néanmoins , ces choses étant accordées par le Seigneur pour l'usage des hommes , il faut nécessairement qu'avant qu'une personne particulière puisse en tirer quelque utilité & quelque avantage , elle puisse s'en approprier quelques-unes. Le fruit ou le gibier qui nourrit un Sauvage des Indes , qui ne reconnoît point de bornes , qui possède les biens du monde en commun , lui appartient en propre , & il en est si bien le propriétaire , qu'aucun autre n'y peut avoir de droit , excepté que ce fruit ou ce gibier soit absolument nécessaire pour la conservation de sa vie.

III. Encore que la terre & toutes les créatures inférieures soient communes & appartiennent en général à tous les hommes ; chacun pourtant a un droit

droit particulier sur sa propre personne, sur laquelle nul autre ne peut avoir aucune prétention. Le travail de son corps & l'ouvrage de ses mains, nous le pouvons dire, sont son bien propre. Tout ce qu'il a tiré de l'état de nature, par sa peine & son industrie, appartient à lui seul : car cette peine & cette industrie étant sa peine & son industrie propre & seule, personne ne sauroit avoir droit sur ce qui a été aquis par cette peine & cette industrie-là, du moins s'il reste aux autres assez de semblables & d'aussi bonnes choses communes.

I V. Un homme qui se nourrit de gland qu'il amasse sous un chêne, ou de pommes qu'il cueille sur des arbres, dans un bois, se les aproprie certainement par-là. On ne sauroit contester que ce dont il se nourrit en cette occasion, ne lui appartienne légitimement. Je demande donc : Quand est-ce que ces choses qu'il mange commencent à lui appartenir en propre ? Lors qu'il les digère ; ou lors qu'il les mange ; ou lors qu'ils les cuit ; ou lors qu'il les porte chez lui ; ou lors qu'il les cueille ? Il

est visible qu'il n'y a rien qui puisse les rendre siennes, que le soin & la peine qu'il prend de les cueillir & de les amasser. Son travail distingue & sépare alors ces fruits des autres biens qui sont communs; il y ajoute quelque chose de plus que la Nature, la Mère commune de tous, n'y a mis : & par ce moyen ils deviennent son bien particulier. Dira-t-on qu'il n'a point de droit de cette sorte sur ce gland & sur ces pommes qu'il s'est approprié, à cause qu'il n'a pas là-dessus le consentement de tous les hommes? Dira-t-on que c'est une volerie, de prendre pour soi & de s'attribuer uniquement ce qui appartient à tous en commun? Si un tel consentement étoit nécessaire, la personne dont il s'agit, auroit dû mourir de faim, nonobstant l'abondance au milieu de laquelle Dieu l'a mise. Nous voyons, que dans les Communautés, qui ont été formées par accord & par traité, ce qui est laissé commun, seroit entièrement inutile, si on ne pouvoit en prendre & s'en approprier quelque partie par quelque voye. Il est certain qu'en ces rencontres on n'a point besoin

soin du consentement de tous les membres de la Société. Ainsi, l'herbe que mon cheval mange, les mottes de terre que mon valet a arrachées, & les creux que j'ai faits dans des lieux, auxquels j'ai un droit commun avec d'autres, deviennent mon bien & mon héritage propre, sans le consentement de qui que ce soit. Le travail, qui est mien, mettant ces choses hors de l'état commun où elles étoient, les a fixées, & me les a appropriées.

V. S'il étoit nécessaire d'avoir un consentement exprés de tous les membres d'une Société, afin de pouvoir s'approprier quelque partie de ce qui est donné ou laissé en commun; des enfans, ou des valets ne sauroient couper rien, pour manger, de ce que leur Père, ou leur Maître, leur auroit fait mettre devant en commun, sans marquer à aucun sa part particulière & précise. L'eau qui coule d'une fontaine publique, appartient à chacun : mais si une personne en a rempli sa cruche, qui doute que l'eau qui y est contenue, n'appartienne à cette personne seule ? Sa peine a tiré cette eau, pour ainsi di-

re , des mains de la Nature , entre lesquelles elle étoit commune & apartenoit également à tous ses enfans , & l'a apropiée à la personne qui l'a puisée.

VI. Ainsi , cette Loi de la raison fait que le cerf qu'un Indien a tué , est réputé le bien propre de cet homme , qui a employé son travail & son adresse , pour aquerir une chose sur laquelle chacun avoit auparavant un droit commun. Et parmi les peuples civilisés , qui ont fait tant de Loix positives pour déterminer la propriété des choses , cette Loi originale de la Nature , touchant le commencement du droit particulier que des gens acquièrent sur ce qui auparavant étoit commun , a toujours eu lieu & a montré sa force & son efficace. En vertu de cette Loi , le poisson qu'un homme prend sur l'Océan , ce commun & grand lieu du Genre-Humain , ou l'aubre gris qu'il y pêche , est mis par son travail hors de cet état commun où la Nature l'avoit laissé , & devient son bien propre. Si quelqu'un même , parmi nous , poursuit à la chasse un lièvre ; ce lièvre est censé appartenir durant la chasse à celui seul qui le poursuit. Ce
lièvre

lièvre est bien une de ces bêtes qui sont toujours regardées comme communes , & dont personne n'est le propriétaire : néanmoins , quiconque employe sa peine & son industrie pour le poursuivre & le prendre , le tire par-là de l'état de Nature , dans lequel il étoit commun , & le rend sien.

VII. On objectera peut-être , que si en cueillant & amassant des fruits de la terre , un homme acquiert un droit propre & particulier sur ces fruits , il pourra en prendre autant qu'il voudra. Je répons qu'il ne s'ensuit point qu'il ait droit d'en user de cette manière. Car la même Loi de la Nature , qui donne à ceux qui cueillent & amassent des fruits communs , un droit particulier sur ces fruits-là , renferme en même tems ce droit dans de certaines bornes. * *Dieu nous a donné toutes choses abondamment.* C'est la voix de la raison , confirmée par celle de l'Inspiration. Mais à quelle fin ces choses nous ont-elles été données de la sorte par le Seigneur ? *Afin que nous en jouissions.* La propriété des biens acquis par le travail , doit donc être réglée

* 1. Tim. VI. 17.

glée selon le bon usage qu'on en fait pour l'avantage & le plaisir de la vie. Si l'on passe les bornes de la modération, & que l'on prenne plus de choses qu'on n'en a besoin, on prend sans doute ce qui appartient aux autres. Dieu n'a rien fait & créé pour l'homme, qu'on doive laisser corrompre & rendre inutile. Si nous considérons l'abondance des provisions naturelles qu'il y a depuis long-tems dans le monde; le petit nombre de ceux qui peuvent en user & à qui elles sont destinées, & combien peu une personne peut s'en approprier au préjudice des autres, principalement s'il se tient dans des bornes que la raison a mises aux choses dont il est permis d'user; on reconnoîtra qu'il n'y a gueres de sujets de querelles & de disputes à craindre au regard de la propriété des biens, ainsi établie.

VIII. Mais la principale matière de la propriété n'étant pas à présent les fruits de la terre, ou les bêtes qui s'y trouvent, mais la terre elle-même, laquelle contient & fournit tout le reste; je dis qu'au regard des parties de la ter-

re

re , il est manifeste qu'on ne peut acquérir la propriété en la même manière que nous avons vû qu'on pouvoit acquérir la propriété de certains fruits. Autant d'arpens de terre qu'un homme peut labourer, semer, cultiver, & dont il peut consumer les fruits pour son entretien, autant lui en appartient-il en propre. Par son travail il rend ce bien-là son bien particulier, & le distingue de ce qui est commun à tous. Et il ne sert de rien d'alléguer que chacun y a autant de droit que lui, & que par cette raison il ne peut se l'approprier, ni l'entourer d'une cloture, & le fermer de certaines bornes, sans le consentement de tous les autres hommes, lesquels ont part comme lui à la même terre commune. Il ne sert de rien, dis-je, d'objecter cela; car lors que Dieu a donné en commun le Monde au Genre Humain, il a commandé en même tems à l'homme de travailler; & les besoins de sa condition requièrent assez qu'il travaille. Le Créateur & la raison lui ordonnent de labourer la terre, de la semer, d'y planter des arbres & d'autres choses, de la cultiver, pour l'avantage,

tage, la conservation, & le plaisir de la vie, & lui apprennent que cette portion de terre, dont il prend soin, devient, par son travail, son héritage particulier. Tellement que celui qui, conformément à cela, a labouré, semé, cultivé un certain nombre d'arpens de terre, a véritablement acquis par ce moyen un droit de propriété sur ces arpens de terre, auxquels nul autre ne peut rien prétendre, & qu'il ne peut lui ôter sans injustice.

IX. D'ailleurs, en s'appropriant un certain coin de terre, par son travail & par son adresse, on ne fait tort à personne; puis qu'il en reste toujours assez & d'aussi bonne, & même plus qu'il n'en faut à un homme qui ne se trouve pas pourvû. Un homme a beau en prendre pour son usage & sa subsistance; il n'en reste pas moins pour tous les autres: & quand d'une chose on en laisse beaucoup plus que n'en ont besoin les autres, il leur doit être fort indifférent, qu'on s'en soit pourvû, ou qu'on ne l'ait pas fait. Qui est-ce, je vous prie, qui s'imaginera qu'un autre lui fait tort en bûvant, même à grands traits,

traits , de l'eau d'une grande & belle rivière , qui subsistant toujours toute entière , contient & présente infiniment plus d'eau qu'il ne lui en faut pour éteindre sa soif ? Or le cas est ici le même , & ce qui est vrai à l'égard de l'eau d'un fleuve , l'est aussi à l'égard de la terre.

X. Dieu a donné le monde aux hommes en commun : mais puis qu'il le leur a aussi donné pour les plus grands avantages & pour les plus grandes commoditez de la vie qu'ils en puissent retirer ; on ne sauroit supposer & croire qu'il entend que la terre demeure toujours commune & sans culture. Il l'a donnée pour l'usage des hommes industrieux , laborieux , raisonnables ; non pour être l'objet & la matière de la fantaisie ou de l'avarice des querelleux & des contentieux. Celui à qui on a laissé autant de bonne terre qu'il en peut cultiver & qu'on s'en est déjà approprié , n'a nul sujet de se plaindre ; & il ne doit point troubler un autre dans une possession qu'il cultive à la sueur de son visage. S'il le fait , il est manifeste qu'il convoite & usurpe un bien qui est
entié-

entièrement dû aux peines & au travail d'autrui, & auquel il n'a nul droit ; sur tout puis que ce qui reste sans possesseur & propriétaire, est aussi bon que ce qui est déjà approprié, & qu'il a en sa disposition beaucoup plus qu'il ne lui est nécessaire, & au delà de ce dont il peut prendre soin.

XI. Il est vrai que pour ce qui regarde une terre qui est commune en Angleterre, ou en quelque autre Païs, où il y a quantité de gens sous un même Gouvernement, parmi lesquels l'argent roule & le Commerce fleurit, personne ne peut s'en approprier & fermer de bornes aucune portion, sans le consentement de tous les membres de la Société. La raison de cela est, que cette sorte de terre est laissée commune par accord, c'est-à-dire par les Loix du Païs, lesquelles on est obligé d'observer. Cependant, bien que cette terre-là soit commune, par rapport à quelques hommes qui forment un certain corps de Société, il n'en est pas de même au regard de tout le Genre-Humain : cette terre doit être considérée comme une propriété de ce Païs ou de cette paroisse

se où un certain Traité a été fait. Au reste, on peut ajouter à la raison tirée des Loix du País, cette autre qui est d'un grand poids; savoir, que si on venoit à fermer de certaines bornes & à s'approprier quelque portion de la terre commune que nous suçons, ce qui en resteroit ne seroit pas aussi utile & aussi avantageux aux membres de la Communauté, qu'elle étoit toute entière. Et en cela la chose va bien autrement aujourd'hui, qu'elle ne faisoit au commencement du monde, lors qu'il s'agissoit de peupler la terre, qui étoit donnée en commun au Genre-Humain. Les Loix, sous lesquelles les hommes vivoient alors, bien loin de les empêcher de s'approprier quelque portion de terre, les obligeoient fortement à s'en approprier quelqu'une. Dieu leur commandoit de travailler; & leurs besoins les y contraignoient assez. De sorte que ce en quoi ils employoient leurs soins & leurs peines, devenoit sans difficulté leur bien propre; & on ne pouvoit sans injustice les chasser d'un lieu où ils avoient fixé leur demeure & leur possession, & dont ils étoient
les

les maîtres, les propriétaires, de droit divin : car enfin, nous voyons que labourer, que cultiver la terre, & avoir domination sur elle, sont deux choses jointes ensemble. L'une donne droit à l'autre. Tellement que le Créateur de l'Univers commandant de labourer & cultiver la terre, a donné pouvoir, en même tems, de s'en approprier autant qu'on en peut cultiver; & la condition de la vie humaine, qui requiert le travail & une certaine matière sur laquelle on puisse agir, introduit nécessairement les possessions privées.

XII. La mesure de la propriété à été très-bien réglée par la Nature, selon l'étendue du travail des hommes, & selon la commodité de la vie. Le travail d'un homme ne peut être employé au regard de tout, ou s'approprier tout; & l'usage qu'il peut faire de certains fonds, ne peut s'étendre que sur peu de chose : ainsi il est impossible que personne, par cette voye, empiète sur les droits d'autrui, ou acquière quelque propriété qui préjudicie à son prochain, lequel trouvera toujours assez de place, & de possession, aussi bonne

ne

ne & auffi grande que celle dont un autre fe fera pourvû, & que celle dont il auroit pû fe pourvoir auparavant lui-même. Or cette mefure met, comme on voit, des bornes aux biens de chacun, & oblige à garder de la proportion & d'ufer de modération & de retenue; en forte qu'en s'apropriant quelque bien, on ne faffe tort à qui que ce foit. Et dans le commencement du monde il y avoit fi peu à craindre que la propriété des biens nuisit à quelqu'un, qu'il y avoit bien plus de danger que les hommes périffent, en s'éloignant les uns des autres, & s'égarant dans le vaste défert de la terre, qu'il n'y en avoit qu'ils ne fe trouvaſſent à l'étroit, manque de place & de lieu qu'ils puſſent cultiver & rendre propre. Il eſt certain auffi que la même meſure peut toujours être en uſage, ſans que perſonne en reçoive du préjudice. Car, ſuppoſons qu'un homme, ou une famille, dans l'état où l'on étoit au commencement, lors que les Enfans d'Adam & de Noé peuploient la terre, ſoit allée dans l'Amérique toute vuide & deſtituée d'habitans : Nous
trou-

trouverons que les possessions que cet homme, ou cette famille aura pû acquérir & cultiver, conformément à la mesure que nous avons établie, ne seront pas d'une fort grande étendue, & qu'en ce tems-ci même elles ne sauroient nuire au reste des hommes, ou leur donner sujet de se plaindre, & de se croire offensé & incommodé par les démarches d'un tel homme ou d'une telle famille, quoi que la race du Genre-Humain ayant extrêmement multiplié, se soit répandue par toute la terre, & excède infiniment en nombre les habitans du premier âge du monde. Et l'étendue d'une possession est de si peu de valeur sans le travail, que j'ai entendu assurer qu'en Espagne même un homme avoit permission de labourer, semer, & moissonner dans des terres, sur lesquelles il n'avoit d'autre droit, que le présent & réel usage qu'il faisoit de ces sortes de fonds. Bien loin même que les propriétaires trouvent mauvais le procédé d'un tel homme; ils croient au contraire lui être fort obligés, a cause que, par son industrie & ses soins, des terres négligées & désertes

tes

tes ont produit une certaine quantité de blé, dont on manquoit. Quoi qu'il en soit, car je ne garantis pas la chose, j'ose hardiment soutenir que la même mesure & règle de propriété, savoir, que chacun doit posséder autant de bien qu'il lui en faut pour sa subsistance, peut avoir lieu aujourd'hui, & pourra toujours avoir lieu dans le monde, sans que personne en soit incommodé & mis à l'étroit; puis qu'il y a assez de terre pour autant encore d'habitans qu'il y en a, quand même l'usage de l'argent n'auroit pas été inventé. Or, pour ce qui regarde l'accord qu'ont fait les hommes au sujet de la valeur de l'argent monnoyé, dont ils se servent pour acheter de grandes & vastes possessions, & en être les seuls maîtres; je ferai voir, tout à l'heure, comment cela s'est fait & sur quels fondemens, & je m'étendrai sur cette matière autant qu'il sera nécessaire pour l'éclaircir.

XIII. Il est certain qu'au commencement, avant que le désir d'avoir plus qu'il n'est nécessaire à l'homme, eût altéré la valeur naturelle des choses, laquelle dépendoit uniquement de leur

C

utilité

utilité au regard de la vie humaine ; ou qu'on fût convenu qu'une petite pièce de métal, qu'on peut garder sans craindre qu'il diminue & déchoie, balanceroit la valeur d'une grande pièce de viande, ou d'un grand monceau de blé : il est certain, dis-je, qu'au commencement du monde, encore que les hommes eussent droit de s'approprier, par leur travail, autant de choses de la Nature, qu'il leur en falloit pour leur usage & leur entretien, ce n'étoit pas après-tout grand chose, & personne ne pouvoit en être incommodé & en recevoir du dommage, à cause que la même abondance subsistoit toujours en son entier, en faveur de ceux qui vouloient user de la même industrie & employer le même travail.

XIV. Avant l'appropriation des terres, celui qui amassoit autant de fruits sauvages, & tuoit, attrapoit, aprivoisoit autant de bêtes qu'il lui étoit possible, mettoit par sa peine ces productions de la Nature hors de l'état de nature, & acquéroit sur elles un droit de propriété : mais si ces choses venoient à se gâter & à se corrompre pendant qu'elles

qu'elles étoient en sa possession , & qu'il n'en fit pas l'usage auquel elles étoient destinées ; si ces fruits qu'il avoit cueillis , se gâtoient , si ce gibier qu'il avoit pris , se corrompoit , avant qu'il pût s'en servir , il violoit sans doute les Loix communes de la Nature , & méritoit d'être puni , parce qu'il usurpoit la portion de son prochain , à laquelle il n'avoit nul droit , & qu'il ne pouvoit posséder plus de bien , qu'il ne lui en falloit , pour la commodité de la vie.

XV. La même mesure règle assez les possessions de la terre. Quiconque cultive un fonds , y recueille & moissonne , en ramasse les fruits , & s'en sert , avant qu'ils se soient pourris & gâtés , y a un droit particulier & incontestable. Quiconque aussi a fermé d'une clôture une certaine quantité de terre , afin que le bétail qui y paîtra , & les fruits qui en proviendront , soient employés à sa nourriture , est le propriétaire légitime de cet endroit-là. Mais si l'herbe de son clos se pourrit sur la terre , ou que les fruits de ses plantes & de ses arbres se gâtent , sans qu'il se soit

mis en peine de les recueillir & de les ramasser, ce fonds, quoi-que fermé d'une cloture & de certaines bornes, doit être regardé comme une terre en friche & déserte, & peut devenir l'héritage d'un autre. Au commencement *Cain* pouvoit prendre tant de terre qu'il en pouvoit cultiver, & faire, de l'endroit qu'il auroit choisi, son bien propre & sa terre particulière, & en même tems laisser assez à *Abel* pour son bétail. Peu d'arpens suffisoient à l'un & à l'autre. Cependant, comme les familles crurent en nombre, & que l'industrie des hommes s'accrût aussi, leurs possessions furent pareillement plus étendues & plus grandes, à proportion de leurs besoins. On n'avoit pas coutume pourtant de fixer une propriété à un certain endroit; cela ne s'est pratiqué qu'après que les hommes ont eû composé quelque Corps de Société particulière, & qu'ils ont eû bâti des villes: alors, d'un commun consentement, ils ont distingué leurs territoires par de certaines bornes; & en vertu des Loix qu'ils ont faites entr'eux, ils ont fixé & assigné à chaque Mem-
bre

bre de leur Société telles ou telles possessions. En effet, nous voyons que dans cet endroit du monde qui demeurera d'abord quelque tems inhabité, & qui vrai-semblablement étoit commode, les hommes, du tems d'Abraham, alloient librement çà & là, de tous côtez, avec leur bétail & leurs troupeaux, qui étoient leurs richesses. Et il est à remarquer qu'Abraham en usa de la sorte dans une Contrée où il étoit étranger. De là il s'ensuit, & bien clairement, que du moins une grande partie de la terre étoit commune, & que les habitans du monde ne s'approprioient pas plus de possessions qu'il leur en falloit pour leur usage & leur subsistance. Que si dans un même lieu il n'y avoit pas assez de place pour nourrir & faire paître ensemble leurs troupeaux; alors, par un accord entre eux, ils se séparoient, ainsi que firent
* *Abraham & Lot*, & étendoient leurs pâturages par tout où il leur plaisoit. Et c'est pour cela aussi qu'*Esau* abandonna son Père † & son Frère, & établit sa demeure en la montagne de Seir.

XVI. Ainsi , sans supposer en Adam aucune domination particulière , ou aucune propriété sur tout le monde , exclusivement à tous les autres hommes , puis que l'on ne sauroit prouver une telle domination & une telle propriété , ni fonder sur elle la propriété & la prérogative d'aucun autre homme ; mais supposant que le monde a été donné aux enfans des hommes en commun , nous voyons , d'une manière bien claire & bien distincte , par tout ce qui a été posé , comment le travail en rend propres & affectées à quelques-uns d'eux certaines parties , & les consacre légitimement à leur usage ; ensorte que le droit que ces gens-là ont sur ces biens déterminés , ne peut être mis en contestation , ni être un sujet de querelle.

XVII. Il ne paroît pas , je m'assure , aussi étrange qu'il faisoit auparavant , de dire , que la propriété fondée sur le travail est capable de balancer la communauté de la Terre. Certainement , c'est le travail , qui met de différens prix aux choses. Qu'on fasse réflexion à la différence qui se trouve entre un arpent de terre où l'on a planté
du

du tabac ou du sucre, ou semé du Blé ou de l'orge, & un arpent de la même terre, qui est laissé commun, sans propriétaire qui en ait soin : & l'on sera convaincu entièrement que les effets du travail font la plus grande partie de la valeur de ce qui provient des terres. Je pense que la supputation sera bien modeste, si je dis que des productions d'une terre cultivée, $\frac{9}{10}$ sont des effets du travail. Je dirai plus. Si nous voulions priser au juste les choses, conformément à l'utilité que nous en retirons, compter toutes les dépenses que nous faisons à leur égard, considérer ce qui appartient purement à la Nature, & ce qui appartient précisément au travail ; nous verrions qu'en la plûpart des revenus, $\frac{99}{100}$ doivent être attribués au travail.

Il ne sauroit y avoir de plus évidente démonstration sur ce sujet, que celle que nous présentent les divers peuples de l'Amérique. Les Américains sont très riches en terres, mais très pauvres en commodités de la vie. La Nature leur a fourni aussi libéralement

C 4

qu'à

qu'à aucun autre peuple , la matière d'une grande abondance , c'est-à-dire qu'elle les a pourvûs d'un terroir fertile & capable de produire abondamment tout ce qui peut être nécessaire pour la nourriture , pour le vêtement , & pour le plaisir ; cependant , faute de travail & de soin , ils n'en retirent pas la ¹/₁₀₀ partie des commoditez que nous retirons de nos terres ; & un Roi en Amérique , qui possède un très ample & très fertile territoire, est plus mal nourri , plus mal logé , & plus mal vêtu , que n'est en Angleterre un Ouvrier à la journée.

XVIII. Pour rendre tout ceci encore plus clair & plus palpable , entrons un peu dans le détail , & considérons les provisions ordinaires de la vie , ce qui leur arrive avant qu'elles nous puissent être utiles. Certainement nous trouverons qu'elles reçoivent de l'industrie humaine leur plus grande utilité & leur plus grande valeur. Le pain , le vin , le drap , la toile , sont des choses d'un usage ordinaire , & dont il y a une grande abondance. A la vérité , le gland , l'eau , les feuilles , les peaux nous peuvent

vent servir d'aliment , de breuvage , de vêtement : mais le travail nous procure des choses beaucoup plus commodes & plus utiles. Car le pain , qui est bien plus considérable que le gland ; le vin , que l'eau ; le drap , & la soye , que les feuilles , les peaux , & la mousse , sont des productions du travail & de l'industrie des hommes. De ces provisions , dont les unes nous sont données pour nôtre nourriture & nôtre vêtement par la seule Nature , & les autres nous sont préparées par nôtre industrie & par nos peines ; qu'on examine combien les unes surpassent les autres en valeur & en utilité : & alors on sera persuadé que celles qui sont dûes au travail , sont bien plus utiles & plus estimables ; & que la matière que fournit un fonds , n'est rien en comparaison de ce qu'on en retire par une diligente culture. Aussi , parmi nous même , une terre qui est abandonnée , où l'on ne sème & ne plante rien , qu'on a remise , pour parler de la sorte , entre les mains de la Nature , est appelée , & avec raison , un désert , & ce qu'on en peut retirer , monte à bien peu de chose.

XIX. Un arpent de terre, qui porte ici trente boisseaux de Blé, & un autre dans l'Amérique, qui, avec la même culture, seroit capable de porter la même chose, sont sans doute d'une même qualité, & ont dans le fonds la même valeur. Cependant le profit qu'on reçoit de l'un, en l'espace d'une année, vaut 5. l. & ce qu'on reçoit de l'autre, ne vaut peut-être pas un sol. Si tout le profit qu'un Indien en retire, étoit bien pesé, par rapport à la manière dont les choses sont prises & se vendent parmi nous, je puis dire véritablement, qu'il y auroit la différence de $\frac{1}{100}$. C'est le travail donc qui donne à une terre sa plus grande valeur, & sans quoi elle ne vaudroit pas d'ordinaire grand chose; c'est au travail que nous devons attribuer la plus grande partie de ses productions utiles & abondantes. La paille, le son, le pain, qui proviennent de cet arpent de Blé, qui vaut plus qu'un autre d'aussi bonne terre, mais laissé inculte, sont des effets & des productions du travail. En effet, ce n'est pas seulement la peine d'un

d'un laboureur, la fatigue d'un moissonneur, ou d'un batteur de Blé, & la sueur d'un Boulanger, qui doivent être regardées comme ce qui produit enfin le pain que nous mangeons; il faut compter encore le travail de ceux qui creusent la terre & cherchent dans ses entrailles le fer & les pierres; de ceux qui mettent en œuvre ces pierres & ce fer; de ceux qui abbatent des arbres, pour en tirer le bois nécessaire aux charpentiers; des charpentiers, des faiseurs de charuës; de ceux qui construisent des moulins, & des fours; de plusieurs autres dont l'industrie & les peines sont nécessaires au regard du pain. Or tout cela doit être mis sur le compte du travail. La Nature & la terre fournissent presque les moins utiles matériaux, considérés en eux-mêmes; & l'on pourroit faire un prodigieux catalogue des choses que les hommes ont inventées, & dont ils se servent, pour un pain, par exemple, avant qu'il soit en état d'être mangé; ou pour la construction d'un vaisseau, qui apporte de tous côtez tant de choses si commodes & si utiles à la vie: je se-

rois infini sans doute; si je voulois rapporter tout ce qui a été inventé, tout ce qui se fabrique, tout ce qui se fait, au regard d'un seul pain, ou d'un seul vaisseau.

XX. Tout cela montre évidemment, que bien que la Nature ait donné toutes choses en commun, l'homme néanmoins, étant le maître & le propriétaire de sa propre personne, de toutes ses actions, de tout son travail, a toujours en soi le grand fondement de la propriété; & que tout ce en quoi il employe ses soins & son industrie, pour le soutien de son être, & pour sa joye, sur tout depuis que tant de belles découvertes ont été faites, & que tant d'arts ont été mis en usage & perfectionnés pour la commodité de la vie, lui appartient entièrement en propre, & n'appartient point aux autres en commun.

XXI. Ainsi, le travail, dans le commencement, a donné droit de propriété, par-tout même où il plaisoit à quelqu'un de l'employer, c'est-à-dire, dans tous les lieux communs de la terre; d'autant mieux qu'il en restoit ensuite, & en a resté, pendant si long-tems, la
plus

plus grande partie, & infiniment plus que les hommes n'en pouvoient souhaiter pour leur usage. D'abord les hommes, la plupart du moins, se contentèrent de ce que la pure & seule Nature fournissoit pour leurs besoins. Dans la suite, quoi-qu'en certains endroits du monde, qui furent fort peuplés, & où l'usage de l'argent monnoyé commença à avoir lieu, la terre fut devenue rare, & par conséquent d'une plus grande valeur; les Sociétez ne laissèrent pas de distinguer leurs territoires par des bornes, qu'elles plantèrent, & de faire des Loix pour régler les propriétés de chaque membre de la Société: & ainsi par accord & par convention fut établie la propriété, que le travail & l'industrie avoit déjà commencé d'établir. De plus, les Alliances & les Traitez qui ont été faits entre divers Etats & divers Royaumes, qui ont renoncé soit expressément, soit tacitement, au droit qu'ils avoient auparavant sur les possessions des autres, ont, par le consentement commun de ces Royaumes & de ces Etats, aboli toutes les prétentions qui subsistoient; qu'on

qu'on avoit auparavant au droit commun que tous les hommes avoient naturellement & originellement sur ces Païs dont il s'agit : & ainsi , par un accord positif, ils ont réglé & établi entr'eux leurs propriétés en des Païs différens & séparés. Pour ce qui est de ces grands espaces de terre, dont les Habitans ne se sont pas joints aux Etats & aux peuples, dont je viens de parler, & n'ont pas consenti à l'usage de leur argent commun; qui sont déserts & mal peuplés, & où il y a beaucoup plus de terroir qu'il n'en faut à ceux qui y habitent; ils demeurent toujours communs. Du reste, ce cas se voit rarement dans ces parties de la terre où les hommes ont établi entr'eux, d'un commun consentement, l'usage & le cours de l'Argent monnoyé.

XXII. La plupart des choses qui sont véritablement utiles à la vie de l'homme, & si nécessaires pour sa subsistance, que les premiers hommes y ont eû d'abord recours, à peu près comme font aujourd'hui les Amériquains, sont généralement de peu de durée, & si elles ne sont consumées dans
un

un certain tems par l'usage auquel elles sont destinées , elles diminuent & se corrompent bientôt d'elles-mêmes. L'or, l'argent, les diamans sont des choses sur lesquelles la fantaisie ou le consentement des hommes , plutôt qu'un usage réel, & la nécessité de soutenir & conserver sa vie, a mis de la valeur. Or pour ce qui regarde celles dont la Nature nous pourvoit en commun pour nôtre subsistance, chacun y a droit, ainsi qu'il a été dit, sur une aussi grande quantité qu'il en peut consumer par son usage & par ses besoins ; & il acquiert une propriété légitime au regard de tout ce qui est un effet & une production de son travail : tout ce à quoi il applique ses soins & son industrie, pour le tirer hors de l'état où la Nature l'a mis, devenant sans difficulté son bien propre. En ce cas, un homme qui amasse ou cueille cent boisseaux de gland, ou de pommes, a par cette action un droit de propriété sur ces fruits-là, aussi-tôt qu'il les a cueillis & amassés. Ce à quoi seulement il est obligé, c'est de prendre garde de s'en servir avant qu'ils se corrompent & se gâtent :

gâtent : car autrement ce seroit une marque certaine qu'il en auroit pris plus que sa part , & qu'il auroit dérobé celle d'un autre. Et certes , ce seroit une grande folie , aussi bien qu'une grande malhonnêteté , de ramasser plus de fruits qu'on n'en a besoin & qu'on n'en peut manger. Que si cet homme , dont nous parlons , a pris , à la vérité , plus de fruits & de provisions qu'il n'en falloit pour lui seul ; mais qu'il en ait donné une partie à quelque autre personne , en sorte que cette partie ne se soit pas pourrie , mais ait été employée à l'usage ordinaire ; on doit alors le considérer comme ayant fait du tout un légitime usage. Aussi , s'il troque des prunes , par exemple , qui ne manqueroient point de se pourrir en une semaine , avec des noix qui sont capables de se conserver , & seront propres pour la nourriture durant toute une année ; il ne fait nul tort à qui que ce soit , & tandis que rien ne péric & ne se corrompt entre ses mains , faute d'être employé à l'usage & aux nécessitez ordinaires , il ne doit point être regardé comme désolant l'héritage commun ,

mun , pervertissant le bien d'autrui , prenant avec la sienne la portion d'un autre. D'ailleurs , s'il veut donner ses noix pour une pièce de métal , qui lui plaît , ou échanger sa brebis pour des coquilles , ou sa laine pour des pierres brillantes , pour un rubis , pour une émeraude , pour un diamant ; il n'envahit point le droit d'autrui : il peut ramasser autant qu'il veut , de ces sortes de choses durables ; l'excès d'une propriété ne consistant point dans l'étendue d'une possession , mais dans la pourriture & dans l'inutilité des fruits qui en proviennent.

XXIII. Or nous voilà parvenus à l'usage de l'argent monnoyé , c'est-à-dire , à une chose durable , que l'on peut garder long-tems , sans craindre qu'elle se gâte & se pourrisse ; qui a été établie par le consentement mutuel des hommes ; & que l'on peut échanger pour d'autres choses nécessaires & utiles à la vie , mais qui se corrompent en peu de tems.

Et comme les différens degrez d'industrie donnent aux hommes , à proportion , la propriété de différentes pos-

possessions ; aussi l'invention de l'argent monnoyé leur a fourni l'occasion de pousser plus loin , d'étendre davantage leurs héritages & leurs biens particuliers. Car supposons une Île qui ne puisse entretenir aucune correspondance & aucun commerce avec le reste du monde ; où se trouve seulement une centaine de Familles ; où il y ait des brebis , des moutons , des chevaux , des bœufs , des vaches , d'autres animaux utiles , des fruits sains , du blé , d'autres choses capables de nourrir cent mille fois autant de gens qu'il y en a dans l'Île ; mais que , soit parce que tout y est commun , soit parce que tout y est sujet à la pourriture , il n'y a rien qui puisse tenir lieu d'argent : quelle raison peut obliger une personne d'étendre sa possession au delà des besoins de sa famille , & de l'abondance dont il peut jouir , soit en se servant de ce qui est une production précise de son travail , ou en troquant quelque une de ces productions utiles & commodes , mais périssables , pour d'autres à peu près de la même nature ? Où il n'y a point de choses durables , rares , & d'un
prix

prix assez considerable , pour devoir être gardées long-tems, on n'a que faire d'étendre fort ses possessions & ses terres , puis qu'on en peut toujours prendre autant que la nécessité le requiert. Car enfin , je demande , si un homme occupoit dix mille ou cent mille arpens de terre très-bien cultivée , & bien pourvûë & remplie de bétail , au milieu de l'Amérique, où il n'auroit nulle espérance de commerce avec les autres parties du monde , pour en attirer de l'argent par la vente de ses revenus & des productions de ses terres , toute cette grande étenduë de terre vaudroit-elle la peine d'être fermée de certaines bornes ; d'être appropriée ? Il est manifeste que le bon sens voudroit , que cet homme laissât dans l'état commun de la nature , tout ce qui ne seroit point nécessaire pour le soutien & les commoditez de la vie , de lui & de sa famille.

XXIV. Au commencement , tout le monde étoit comme une Amérique , & même beaucoup plus dans l'état que je viens de supposer , que n'est aujourd'hui cette partie de la terre , nouvellement découverte. Car alors on ne savoit
nulle

nulle part ce que c'étoit qu'argent monnoyé. Et il est à remarquer que dès qu'on eût trouvé quelque chose qui tenoit auprès des autres la place de l'argent d'aujourd'hui, les hommes commencèrent à étendre & à agrandir leurs possessions.

XXV. Mais depuis que l'or & l'argent, qui naturellement sont si peu utiles à la vie de l'homme, par raport à la nourriture, au vêtement, & à d'autres nécessitez semblables, ont reçu un certain prix & une certaine valeur, du consentement des hommes, quoi-qu'après-tout le travail contribué beaucoup à cet égard; il est clair, par une conséquence nécessaire, que le même consentement a permis les possessions inégales & disproportionnées. Car dans les gouvernemens où les Loix règlent tout, lors qu'on y a proposé & approuvé un moyen de posséder justement, & sans que personne puisse se plaindre qu'on lui fait tort, plus de choses qu'on n'en peut consumer pour sa subsistance propre; & que ce moyen c'est l'or & l'argent, lesquels peuvent demeurer éternellement entre les mains d'un homme,

sans

sans que ce qu'il en a au delà de ce qui lui est nécessaire , soit en danger de se pourrir & de déchoir ; le consentement mutuel & unanime rend justes les démarches d'une personne qui avec des espèces d'argent , agrandit , étend , augmente ses possessions , autant qu'il lui plait.

XXVI. Je pense donc qu'il est facile à présent de concevoir , comment le travail a pû donner , dans le commencement du monde , un droit de propriété sur les choses communes de la nature ; & comment l'usage que les nécessitez de la vie obligeoient d'en faire , régloit & limitoit ce droit-là : en sorte qu'alors il ne pouvoit y avoir aucun sujet de querelle au regard des possessions. Le droit & la commodité alloient toujours ensemble. Car un homme qui a droit sur tout ce en quoi il peut employer son travail, n'a gueres envie de travailler plus qu'il ne lui est nécessaire pour son entretien. Ainsi , il ne pouvoit y avoir de sujet de dispute au regard des prétentions & des propriétés d'autrui , ni d'occasion d'envahir & d'u-

d'usurper le droit & le bien des autres. Chacun voyoit d'abord, à peu près, quelle portion de terre lui étoit nécessaire; & il auroit été aussi inutile, que malhonnête, de s'approprier & d'accumuler plus de choses qu'on n'en avoit besoin.

C H A P I T R E V.

Du Pouvoir Paternel.

I. **O**N pourra m'accuser d'une humeur trop critique, si dans un discours de cette nature, je trouve à redire à un mot, dont on a coutume de se servir, au regard du pouvoir dont j'ai dessein de parler dans ce Chapitre. Cependant, il n'y a point de mal sans doute à employer des mots nouveaux, lorsque les anciens & les ordinaires font tomber les gens dans l'erreur, ainsi qu'à fait apparemment le mot de pouvoir *Paternel*, lequel semble poser tout le pouvoir des Pères & des Mères sur leurs Enfans, dans les Pères seuls, comme si les Mères n'y avoient nulle part. Au lieu

lieu que , si nous consultons la Raison , ou la Révélation , nous trouverons qu'ils ont l'un & l'autre un droit & un pouvoir égal : en sorte que je ne fais'il ne vaudroit pas mieux appeler ce pouvoir , le pouvoir *des Parens* , ou le pouvoir *des Pères & des Mères*. Car enfin , tous les engagements , toutes les obligations , qu'impose aux Enfans le droit de la génération , tirent également leur origine des deux causes qui ont concouru à la génération. Aussi voyons-nous que les Loix positives de Dieu touchant l'obéissance des Enfans , joignent par tout , inséparablement , & sans nulle distinction , le Père & la Mère. * *Honore ton Père & ta Mère.* † *Quiconque maudit son Père ou sa Mère.* § *Que chacun craigne son Père & sa Mère.* ¶ *Enfans, obéissez à vos Pères & à vos Mères.* C'est là le langage uniforme de l'Ancien & du Nouveau Testament.

II. On peut comprendre seulement par ce qui vient d'être remarqué , & sans entrer plus avant dans cette matière , que si on y avoit fait réflexion ,
on

* Exod. XX. 12. † Levit. XX. 9. § Levit. XIX. 3. ¶ Ephes. VI. 1.

on auroit pû s'empêcher de tomber dans les grossières bévuës où l'on est tombé au regard du pouvoir des Parens, lequel, sans outrer les choses, ne sauroit être nommé domination absolue, ou autorité Royale, lors que, sous le titre de pouvoir *Paternel*, on semble l'approprier au Père. Si ce prétendu pouvoir absolu sur les Enfans avoit été appelé le pouvoir des Parens, le pouvoir des Pères & des Mères, on auroit senti infailliblement l'absurdité qu'il y a à soutenir un pouvoir de cette nature; l'on auroit reconnu que le pouvoir sur les Enfans appartient aussi bien à la Mère, qu'au Père. Les partisans & les défenseurs outrés de la Monarchie auroient été convaincus que cette autorité fondamentale, d'où ils font descendre leur Gouvernement, savoir, la Monarchie, l'Autorité d'une seule personne, ne devoit point être mise & renfermée en une seule personne, mais en deux conjointement. Mais en voilà assez pour le nom & le titre de ce dont nous avons à traiter.

III. Quoi que j'aye posé dans le premier Chapitre, que naturellement
tous

tous les hommes sont égaux ; il ne faut pas pourtant entendre qu'ils soient égaux à tous égards : car l'âge , ou la vertu peut donner à quelques-uns de la supériorité & de la préseance. Des qualitez excellentes & un mérite singulier peuvent élever des personnes sur les autres , & les tirer du rang ordinaire. La naissance, l'alliance, d'autres bienfaits & d'autres engagements de cette nature , obligent aussi à respecter, à révéler d'une façon particulière certaines Personnes. Cependant , tout cela s'accorde fort bien avec cette égalité dans laquelle se trouvent tous les hommes , par rapport à la juridiction ou à la domination des uns sur les autres , & dont nous entendions parler précisément au commencement de cet ouvrage : car là il s'agissoit d'établir le droit égal que chacun a à sa liberté , & qui fait que personne n'est sujet à la volonté ou à l'autorité d'un autre homme.

IV. J'avouë que les Enfans ne naissent pas dans cet entier état d'égalité , bien qu'ils naissent pour cet état. Leurs Pères & leurs Mères ont une espèce de

D

domi-

domination & de juridiction sur eux, lors qu'ils viennent au monde, & ensuite durant quelque tems; mais cela n'est qu'à tems. Les liens de la sujétion des Enfans sont semblables à leurs langages & à leurs premiers habillemens, qui leur sont absolument nécessaires à cause de la foiblesse de l'enfance. L'âge & la raison les délivrent de ces liens, & les mettent dans leur propre & libre disposition.

V. Adam fut créé un homme parfait: son corps & son ame, dès le premier moment de sa création, eurent toute leur force & toute leur raison; & par ce moyen il étoit capable de pourvoir à sa conservation & à son entretien, & de se conduire conformément à la Loi de la Raison, que Dieu avoit plantée dans son ame. Depuis, le monde a été peuplé de ses descendans, qui sont nés tous enfans, foibles, incapables de se donner aucun secours à eux-mêmes, & sans intelligence. C'est pourquoi, afin de suppléer aux imperfections d'un état de cette sorte, jusques à ce que l'âge les eût éloignées, Adam & Eve, & après eux, tous

tous les Pères & toutes les Mères , ont été obligés par la Loi de la Nature , de conserver , nourrir , & élever leurs enfans , non comme leur propre ouvrage , mais comme l'ouvrage de leur Créateur , comme l'ouvrage du Tout-Puissant , à qui ils doivent en rendre compte.

VI. La Loi qui devoit régler la conduite d'Adam , étoit la même que celle qui devoit régler la conduite & les actions de toute sa postérité , c'est-à-dire , la Loi de la Raison. Mais ceux qui sont descendus de lui , entrant dans le monde par une voye différente de celle par laquelle il y étoit entré , y entrant par la naissance naturelle , & par conséquent naissant ignorans & destitués de l'usage de la Raison , ils ne sont point d'abord sous cette Loi : car personne ne peut être sous une Loi qui ne lui est point manifestée ; or la Loi de la Raison ne pouvant être manifestée & connue , que par la Raison seule , il est clair que celui qui n'est pas encore parvenu à l'usage de sa Raison , ne sauroit être dit , être soumis à cette Loi : & aussi , par un enchai-

nement de conséquences, les Enfans d'Adam n'étant point, dès qu'ils sont nés, sous cette Loi de la Raison, ne sont point non plus d'abord libres. En effet, une Loi, suivant sa véritable notion, n'est pas tant faite pour limiter, que pour faire agir un Agent intelligent & libre, conformément à ses propres intérêts : elle ne prescrit rien que par rapport au bien général de ceux qui y sont soumis. Peuvent-ils être plus heureux sans cette Loi-là ? Dès-lors cette sorte de Loi s'évanouit d'elle-même, comme une chose inutile ; & cela mérite sans doute d'être rejeté & aboli, qui nous mène dans des fondrières & dans des abîmes. Quoiqu'il en soit, il est certain que la fin d'une Loi n'est point d'abolir, ou de diminuer la liberté, mais de la conserver & de l'augmenter. Et certes, dans toutes les sortes d'états des Etres créés, capables de Loix, où il n'y a point de Loi, il n'y a point non plus de liberté. Car la liberté consiste à être exempt de gêne & de violence, de la part d'autrui : ce qui ne sauroit se trouver là où il n'y a nulle Loi, & où il

il n'y a point, selon ce que nous avons dit ci-dessus, *une Liberté, par laquelle chacun peut faire ce qui lui plait.* Car, je vous prie, qui peut être libre, lors que l'humeur facheuse de quelque autre voudra dominer sur lui & le maîtriser? Mais on jouit d'une véritable liberté, quand on peut disposer librement, & comme on veut, de sa personne, de ses actions, de ses possessions, de tout son bien propre, suivant les Loix sous lesquelles on vit, & qui font qu'on n'est point sujet à la volonté arbitraire des autres, mais qu'on peut librement suivre la sienne propre.

VII. Le pouvoir donc que les Pères & les Mères ont sur leurs Enfans, dérive de cette obligation où sont les Pères & les Mères de prendre soin de leurs Enfans durant l'état imparfait de leur enfance. Ils sont obligés de les instruire, de cultiver leur esprit, de régler leurs actions, jusques à ce qu'ils aient atteint l'âge de raison, & qu'ils puissent se conduire eux-mêmes. Car Dieu ayant donné à l'homme un entendement pour diriger ses actions, lui a accordé aussi la liberté de la vo-

lonté, la liberté d'agir, conformément aux Loix sous lesquelles il se trouve. Mais pendant qu'il est dans un état, dans lequel il n'a pas assez d'intelligence pour diriger sa volonté, il ne faut pas qu'il suive sa volonté propre : celui qui a de l'intelligence pour lui, doit vouloir pour lui, doit régler sa conduite. Mais lors qu'il est parvenu à cet état qui a rendu son Père un homme libre, le fils devient homme libre aussi.

VIII. Cela a lieu dans toutes les Loix sous lesquelles on vit, & dans les Loix naturelles, & dans les Loix civiles. Quelqu'un se trouve-t-il sous les Loix de la Nature ? Qu'est-ce qui peut établir sa liberté sous ces Loix ? Qu'est-ce qui peut lui donner la liberté de disposer, comme il lui plait, de son bien, en demeurant dans les bornes de ces Loix ? Je répons, un état dans lequel il peut être supposé capable de connoître ces Loix-là, & de se contenir dans les bornes qu'elles prescrivent. Lors qu'il est parvenu à cet état, il faut présumer qu'il connoit ce que les Loix exigent de lui, & jusqu'où s'étend la liberté qu'elles lui donnent.

Donc

Donc, tout homme qui fait l'étendue de la liberté que les Loix lui donnent, est en droit de se conduire lui-même. Que si un tel état de raison, si un tel état de discrétion rend quelqu'un libre ; le même état rend libre aussi son fils. Quelqu'un est-il soumis aux Loix d'Angleterre ? Qu'est-ce qui le fait libre, au milieu de ces Loix ? C'est-à-dire, qu'est-ce qui fait qu'il a la liberté de disposer de ses actions & de ses possessions, selon sa volonté, conformément pourtant à l'esprit des Loix dont il s'agit ? C'est un état qui le rend capable de connoître la nature de ces Loix. Et c'est aussi ce qu'elles supposent elles-mêmes, lors qu'elles déterminent pour cela l'âge de vingt ans, & dans de certains cas, un âge moins avancé. Si un état semblable rend le Père libre, il doit rendre de même le fils libre : Nous voyons que les Loix veulent qu'un fils dans la minorité n'ait point de volonté, mais qu'il suive la volonté de son Père ou de son Conducteur, qui a de l'intelligence pour lui : & si le Père meurt sans avoir substitué personne qui eût soin de son fils & tint sa place, s'il

ne lui a point nommé de Tuteur qui le gouverne durant sa minorité , durant son peu d'intelligence ; en ce cas les Loix se chargent de ce soin & de cette direction , l'un ou l'autre peut gouverner cet Orphelin , & lui proposer sa volonté pour règle , jusqu'à ce qu'il ait atteint l'état de liberté , & que son esprit puisse être propre à gouverner sa volonté selon les Loix. Mais après cela , le Père & le Fils , le Tuteur & le Pupille sont égaux ; ils sont tous également soumis aux mêmes Loix : & un Père ne peut prétendre alors avoir nulle domination sur la vie , sur la liberté , sur les biens de son fils , soit qu'ils vivent seulement dans l'état & sous les Loix de la Nature , soit qu'ils se trouvent soumis aux Loix positives d'un Gouvernement établi.

IX. Mais si par des défauts qui peuvent arriver hors du cours ordinaire de la nature , une personne ne parvient pas à ce degré de raison , dans lequel elle peut être supposée capable de connoître les Loix & d'en observer les règles , elle ne peut point être considérée

dérée comme une personne libre, on ne peut jamais lui laisser disposer de sa volonté propre, à laquelle elle ne fait pas quelles bornes elle doit donner. C'est pourquoi étant sans l'intelligence nécessaire, & ne pouvant se conduire elle-même, elle continuë à être sous la tutelle & sous la conduite d'autrui, pendant que son esprit demeure incapable de ce soin. Ainsi, les Lunatiques & les Idiots sont toujours sous la conduite & le gouvernement de leurs Parens. * Or tout ce droit & tout ce pouvoir des Pères & des Mères, ne semble être fondé que sur cette obligation, que Dieu & la Nature ont imposée aux hommes, aussi-bien qu'aux autres Créatures, de conserver ceux à qui ils ont donné la naissance, & de les conserver jusqu'à ce qu'ils soient capables de se conduire eux-mêmes ; & tout ce droit, tout ce pouvoir ne sauroit que difficilement produire un exemple, ou une preuve de l'autorité royale des Parens.

X. Ainsi, nous naissons libres, aussi-bien que raisonnables, quoi que nous n'exercions pas d'abord actuellement

D 5

notre

* Voyez *Hooker Eccl. Pol. lib. 1. §. 7.*

nôtre raison , & nôtre liberté. L'âge qui amène l'une , amène aussi l'autre. Et par-là nous voyons comment la liberté naturelle , & la sujettion aux Parens peuvent subsister ensemble , & sont fondées l'une & l'autre sur le même principe. Un Enfant est libre , sous la protection & par l'intelligence de son Père , qui le doit conduire jusqu'à ce qu'il puisse régler ses propres actions. La liberté d'un homme , à l'âge de discrétion , & la sujettion où est un Enfant , pendant un certain tems , au regard de son Père & de sa Mère , s'accordent si bien & sont si peu incompatibles , que les plus entêtés défenseurs de la Monarchie , de cette Monarchie qu'ils fondent sur le *droit de paternité* ; ne sauroient s'empêcher de le reconnaître. Car quand même ce qu'ils enseignent seroit entièrement vrai , quand le droit hérité d'Adam seroit à présent tout-à-fait reconnu , & qu'en conséquence de ce droit , de cette prérogative excellente , celui qui l'auroit héritée du premier Homme , seroit assis sur son Trône , en qualité de Monarque , revêtu de tout ce pouvoir absolu

solu & sans bornes, dont parle Monsieur le Ch. F. s'il venoit à mourir dès que son héritier seroit né, ne faudroit-il pas que l'Enfant, quoi-qu'il n'eut été jamais plus libre, jamais plus Souverain qu'il ne seroit en ce cas, fut dans la sujettion au regard de sa Mère, de sa Nourrice, de ses Tuteurs, de ses Gouverneurs, jusques à ce que l'âge & l'éducation eussent amené la raison, & eussent rendu le jeune Monarque capable de se conduire lui-même, & de conduire les autres. Les nécessitez de sa vie, la santé de son corps, & l'instruction & la culture dont son esprit a besoin, demandent qu'il soit conduit & gouverné par la volonté des autres, non par la sienne propre. Or qui pensera pourtant que cette sujettion ne sauroit s'accorder avec cette liberté de Souveraineté à laquelle il a droit, ou qu'elle le dépouille de son Empire & de sa Domination, pour en revêtir ceux qui le gouvernent durant sa minorité? Ce qu'ils font, ne tend qu'à le rendre plus capable de conduire les autres, & à le mettre en état de prendre plutôt les rênes du gouvernement. Si donc quel-

qu'un me demandoit, quand est-ce que mon fils est en âge de liberté ; je repondrois : justement lors que ce Monarque est en âge & en état de gouverner. *Mais dans quel tems*, dit le judicieux Hooker, * *un homme peut-il être regardé comme ayant l'usage de la Raison ? Ce tems, c'est celui où il est capable de connoître la nature de ces Loix, suivant lesquelles on est obligé de régler ses actions. Du reste, c'est une chose plus aisée à discerner par les sens, qu'à déterminer & décider par la plus grande habileté & par le plus profond savoir.*

XI. Les Societez elles-mêmes prennent connoissance de ce point, & prescrivent l'âge, auquel on peut commencer à faire les actes d'homme libre : & pendant qu'on se trouve au dessous de cet âge, elles ne requierent nuls sermens, ni aucun autre acte public de cette nature, par lequel on se soumette au gouvernement du País où l'on est.

XII. La liberté donc de l'homme, par laquelle il peut agir comme il lui plaît, est fondée sur l'usage de la Raison, qui est capable de lui faire bien connoître

ces

* Eccl. Pol. lib. 1. §. 6.

ces Loix suivant lesquelles il se doit conduire , & l'étendue précise de la liberté que ces Loix laissent à sa volonté. Mais le laisser dans une liberté entière, avant qu'il puisse se conduire par la Raison ; ce n'est pas le laisser jouir du privilège de la Nature , c'est le mettre dans le rang des brutes, & l'abandonner même à un état pire que le leur, à un état beaucoup au dessous de celui des bêtes. Or c'est par cette raison, que les Pères & les Mères acquièrent cette autorité avec laquelle ils gouvernent la minorité de leurs Enfans. Dieu les a chargés du soin de ceux à qui ils ont donné la naissance, & a mis dans leur cœur une grande tendresse pour tempérer leur pouvoir, & les engager à ne s'en servir que par rapport à ce à quoi la Sagesse l'a destiné, c'est-à-dire, au bien & à l'avantage de leurs Enfans, pendant qu'ils ont besoin de leur conduite & de leur secours.

XIII. Mais quelle raison peut changer ce soin, que les Pères & les Mères sont obligés de prendre de leurs Enfans, en une domination absolue & arbitraire du Père, dont certainement le

le pouvoir ne s'étend pas plus loin, qu'à user des moyens les plus efficaces & les plus propres, pour rendre leurs corps vigoureux & sains, & leurs esprits forts & droits, en sorte qu'ils puissent être un jour par là plus utiles, & à eux-mêmes & aux autres, & si la condition de leur famille le requiert, travailler de leurs mains pour pourvoir à leur propre subsistance. Mais ce pouvoir, la Mère y a aussi bien sa part que le Père.

XIV. Ce pouvoir appartient si peu au Père, par quelque droit particulier de la Nature, & il est si certain qu'il ne l'a qu'en qualité de gardien & de gouverneur de ses Enfans, que lors qu'il vient à n'avoir plus soin d'eux & à les abandonner, au même tems qu'il se dépouille des tendresses paternelles, il se dépouille du pouvoir qu'il avoit auparavant sur eux, qui étoit inséparablement annexé au soin qu'il prenoit de les nourrir & de les élever, & qui passe ensuite tout entier au Père-nourricier d'un Enfant exposé, & lui appartient autant, qu'appartient un semblable pouvoir au Père naturel & véritable d'un autre

autre. Le simple acte de génération donne sans doute à un homme un pouvoir bien mince sur ses Enfans : si ses soins n'alloient pas plus avant, & s'il n'alléguoit point d'autre fondement du nom & de l'autorité de Père, ce fondement ne seroit pas grand chose. Et ici, je demande, qu'arrivera-t-il de ce pouvoir paternel, dans cette partie du monde où une femme a deux maris en même tems ? ou dans ces endroits de l'Amérique, dans lesquels, quand le mari & la femme viennent à se séparer, ce qui arrive fréquemment, les Enfans sont tous laissés à la Mère, la suivent, & sont entièrement sous sa conduite ? Que si un Père meurt pendant que ses Enfans sont jeunes & dans le bas âge, ne sont-ils pas obligés naturellement à obéir à leur Mère, durant leur minorité, comme ils obéissoient à leur Père, lors qu'il vivoit ? Et quelqu'un dira-t-il, je vous prie, qu'une Mère a un pouvoir législatif sur ses Enfans, qu'elle peut leur dresser & proposer des règles, qui soient d'une perpétuelle obligation, & par lesquelles elle puisse disposer de tout ce qui leur appartient, limiter leur
liberté

liberté pendant toute leur vie , & les obliger , sur des peines corporelles , à observer ses Loix , & à se conformer aveuglément à sa volonté ? Car c'est là le propre pouvoir des Magistrats , duquel les Pères n'ont que l'ombre. Le droit que les Pères ont de commander à leurs Enfans , ne subsiste qu'un certain tems , & ne s'étend point jusqu'à leur vie & à leurs biens propres & particuliers. Ce droit-là n'est établi , pour un tems , que pour soutenir la foiblesse du bas âge & remédier aux imperfections de la minorité ; c'est une discipline nécessaire pour l'éducation des Enfans : & quoi qu'un Père puisse disposer de ses propres possessions , comme il lui plait , lors que ses enfans sont hors de danger de mourir de faim ; son pouvoir néanmoins ne s'étend point jusqu'à leur vie , ou jusqu'à leurs biens , soit que ces biens aient été acquis par leur propre industrie , ou qu'ils soient des effets de la bonté & de la libéralité de quelqu'un. Il n'a nul pouvoir aussi sur leur liberté , dès qu'ils sont parvenus à l'âge de discrétion. Alors l'empire des Pères cesse ; & ils ne peuvent non plus

plus disposer de la liberté de leurs fils , que d'aucuns autres hommes. Et certes, il faut bien que le pouvoir paternel, qu'on appelle, soit bien différent d'une juridiction absolüe & perpétuelle, puis que l'autorité divine permet de se tirer de dessous ce pouvoir-là : † *L'homme laissera Père & Mère, & se joindra à sa femme.*

XV. Cependant, bien que l'âge de discrétion soit le tems auquel un Enfant est délivré de la sujettion où il étoit auparavant, au regard de la volonté & des ordres de son Père, lequel n'est tenu nullement lui-même de suivre la volonté de qui que ce soit, & qu'ils soient l'un & l'autre obligés à observer les mêmes réglemens, soit qu'ils se trouvent soumis aux seules Loix de la Nature, ou qu'ils soient soumis aux Loix positives de leur País : néanmoins cette sorte de liberté n'exempte point un fils de l'honneur que les Loix de Dieu & de la Nature l'obligent de rendre à son Père & à sa Mère. Dieu s'étant servi des Pères & des Mères comme d'instrumens propres pour accomplir son grand dessein

† Gen. II. 24. Ephes. V. 31.

sein touchant la propagation & la conservation du Genre-Humain, & comme de causes occasionnelles pour donner la vie à des Enfans ; il a véritablement imposé aux Pères & aux Mères, une forte obligation de nourrir, conserver, & élever leurs Enfans : mais aussi il a imposé en même tems aux Enfans une obligation perpétuelle d'honorer leurs Pères & leurs Mères, d'entretenir dans le cœur une estime & une vénération particulière pour eux, & de marquer cette vénération & cette estime par leurs paroles & leurs expressions ; d'avoir un grand éloignement pour tout ce qui pourroit tant soit peu les offenser, leur donner de la facherie, nuire à leur vie, ou à leur bonheur ; de les deffendre, de les assister, de les consoler par tous les moyens possibles & légitimes. Il n'y a ni biens, ni établissemens, ni dignitez, ni âge, ni liberté qui puisse exempter des Enfans de s'acquitter de ces devoirs envers ceux de qui ils ont reçu le jour, & à qui ils ont des obligations si considérables. Mais tout cela est bien éloigné d'un droit qu'ayent les Pères de commander d'une manière

nière absoluë , à leurs Enfans ; cela est bien éloigné d'une autorité par laquelle les Pères puissent faire des Loix perpétuelles au regard de leurs Enfans , & disposer , comme il leur plaira , de leur vie & de leur liberté. Autre chose est honorer , respecter , secourir , témoigner de la reconnoissance ; autre chose , être obligé à une obéissance & à une soumission absoluë. Un Monarque même , & le plus grand Monarque , est obligé d'honorer sa Mère : mais cela ne diminue point son autorité , & ne l'oblige point à se soumettre au gouvernement de celle de qui il a reçu la vie.

XVI. La sujettion d'un mineur établit dans le Père un gouvernement d'un certain tems , qui finit avec la minorité du fils : & l'honneur auquel un Enfant est obligé , établit dans son Père & dans sa Mère un droit perpétuel d'exiger du respect , de la révérence , du secours , & de la consolation , plus ou moins , selon qu'ils ont eû plus ou moins de soins de son éducation , lui ont donné plus ou moins de marques de tendresse , ont plus ou moins dépensé pour lui. Et ce droit ne finit point avec la
mino-

minorité; il subsiste tout entier & a lieu dans tous les tems & dans toutes les conditions de la vie. Faut de bien distinguer ces deux sortes de pouvoirs qu'un Père a, l'un par le droit de tutelle durant la minorité, l'autre par le droit de cet honneur qui est dû pendant toute sa vie, on est aparemment tombé dans les erreurs dans lesquelles on a été sur cette matière. Car, pour en parler proprement & selon la nature des choses, le premier est plutôt un privilège des Enfans, & un devoir des Pères & des Mères, qu'une prérogative du pouvoir Paternel. Les Pères & les Mères sont si étroitement obligés à nourrir & à élever leurs Enfans, qu'il n'y a rien qui puisse les exempter de cela. Et quoique le droit de leur commander & de les châtier aille toujours de pair avec le soin qu'ils ont de leur nourriture & de leur éducation; Dieu a imprimé dans l'ame des Pères & des Mères tant de tendresse pour ceux qui sont engendrés d'eux, qu'il n'y a gueres à craindre qu'ils abusent de leur pouvoir par trop de sévérité : les principes de la nature humaine portent plutôt les Pères & les Mères

Mères à un excès d'amour & de tendresse, qu'à un excès de sévérité & de rigueur. C'est pour cela que quand Dieu veut bien faire connoître sa conduite pleine d'affection envers les Israélites, il leur dit que bien qu'il les ait châtiés, il ne les aime pas moins, *parce qu'il les a châtiés, comme l'homme châtie son Enfant*, avec affection & avec tendresse, & leur donne à entendre qu'il ne les tenoit pas sous une discipline plus sévère, que leur bien & leur avantage ne le requeroit. Or c'est par rapport à ce pouvoir-là, que les Enfans sont tenus d'obéir à leurs Pères & à leurs Mères, afin que leurs soins & leurs travaux en puissent être moins grands & moins longs, ou afin qu'ils ne soient pas mal récompensés.

XVII. De l'autre côté, l'honneur & tous les secours que la gratitude exige des Enfans, à cause de tant de bienfaits qu'ils ont reçûs de leurs Pères & de leurs Mères, sont des devoirs indispensables des Enfans, & les propres privilèges des Pères & des Mères. Cette dernière chose tend à l'avantage des Pères & des Mères, comme la première

mière tend à l'avantage des Enfans ; quoi-que l'éducation, qui est le devoir des Parens, semble emporter plus de pouvoir & donner plus d'autorité, à cause que l'ignorance & la foiblesse de l'enfance requièrent quelque crainte, quelque correction, quelque châtiment, certains réglemens & l'exercice d'une espèce de domination : au lieu que le devoir qui est compris dans le mot d'honneur, demande, à proportion, moins d'obéissance, & cela par rapport à l'âge plus ou moins avancé des Enfans. En effet, qui est-ce qui ira s'imaginer que ce commandement, *Enfans, obéissez à vos Pères & à vos Mères*, oblige un homme qui a des Enfans, à avoir la même soumission au regard de son Père, qu'il oblige ses jeunes enfans à son égard ? & que par ce précepte on est tenu d'obéir toujours & en toutes choses à un Père, qui, parce qu'il croira avoir une autorité sans bornes, aura l'indiscrétion de traiter son fils comme un valet.

XVIII. La première partie donc du pouvoir paternel, qui est au fonds plutôt un devoir qu'un pouvoir, savoir l'éducation, appartient au Père, en sorte,

te qu'il finit dans un certain tems ; car lors que l'éducation est achevée , ce pouvoir cesse, & même auparavant il pouvoit être aliéné : puis qu'un homme peut remettre son fils en d'autres mains pour l'élever & en avoir soin ; & que celui qui met son fils en apprentissage chez un autre, le décharge par là, pendant le tems de cet apprentissage, d'une grande partie de l'obéissance qu'il devoit, soit à lui, soit à sa Mère. Mais pour ce qui regarde le devoir d'honneur, il subsiste toujours dans son entier ; rien ne peut l'abolir, ni le diminuer ; & il appartient si inséparablement au Père & à la Mère, que l'autorité du Père ne peut dépousséder la Mère du droit qu'elle y a ; ni exempter son fils d'honorer celle qui l'a porté dans ses flancs. Mais & l'un & l'autre sont bien éloignés d'avoir le pouvoir de faire des Loix & de contraindre à les observer, par la crainte de peines qui regardent les biens, la liberté, les membres, la vie. Le pouvoir de commander finit avec la minorité : & quoi qu'en suite l'honneur, le respect, les consolations, le secours, la défense, tout ce
que

que peut produire la gratitude au sujet des plus grands bienfaits qu'on ait été capable de recevoir, soit toujours dû à un Père & à une Mère ; tout cela pourtant ne met point le Sceptre entre les mains d'un Père, & ne lui donne point le pouvoir souverain de commander. Un Père ne peut prétendre d'avoir domination sur les biens propres & sur les actions de son fils, ni d'avoir le droit de lui prescrire en toutes choses ce qu'il trouvera à propos : néanmoins il faut qu'un fils, lors que lui ou sa famille n'en reçoivent pas un grand préjudice, & qu'il ne s'agit pas de choses injustes, ait de la déférence pour son Père, & ait égard à ce qui lui est agréable.

XIX. Un homme peut être obligé d'honorer & de respecter une personne âgée, ou d'un grand mérite ; de défendre & d'appuyer son enfant ou son ami ; de consoler & de secourir une personne affligée ou qui est dans l'indigence ; de témoigner de la gratitude à un bienfaiteur, à qui il aura des obligations infinies : cependant tout cela ne confère point l'autorité ni le droit

droit de faire des Loix ; & il est clair que tout ce à quoi un fils est obligé , n'est pas fondé sur le simple titre de Père , puis qu'il est tenu de s'aquiter des mêmes devoirs envers sa Mère, & que ses engagements peuvent varier selon les différens soins, selon les degrez de bonté & d'affection de son Père ou de sa Mère , & selon la dépense qu'ils auront faite pour son éducation : il peut arriver aussi qu'un Père & une Mère prennent plus de soin d'un enfant que d'un autre ; & il ne faut point douter que de deux Enfans , dont l'un a reçu des témoignages particuliers de ses Parens , à l'exclusion de l'autre , le premier n'ait aussi plus de devoirs à remplir envers eux , & ne soit obligé à une plus grande reconnoissance.

XX. Cela fait voir la raison , pour quoi les Pères & les Mères, dans les Societez & les Etats, dont ils sont sujets , retiennent leur pouvoir sur leurs Enfans , & ont autant de droit à leur obéissance, que ceux qui se trouvent dans l'état de nature : ce qui ne pourroit pas arriver si tout le pouvoir politique étoit purement paternel, si le

pouvoir politique, & le pouvoir paternel n'étoient qu'une seule & même chose. Car alors tout le pouvoir paternel résidant dans le Prince, les Sujets n'y pourroient naturellement avoir nulle part. C'est pourquoi, il faut reconnoître que ces deux pouvoirs, le pouvoir politique, & le pouvoir paternel, sont véritablement distincts & séparés, sont fondés sur de différentes choses, & ont des fins différentes ; que chaque Sujet, qui est Père, a autant de pouvoir paternel sur ses Enfans, que le Prince en a sur les siens ; & qu'un Prince qui a un Père ou une Mère, leur doit autant de respect & d'obéissance, que le moindre de ses Sujets en doit aux siens.

XXI. Quoi-que l'obligation où sont les Pères & les Mères au regard de leurs enfans, & l'obligation où sont les Enfans au regard de leurs Pères & de leurs Mères, produisent d'un côté en général le pouvoir, & de l'autre la soumission : néanmoins il y a souvent dans les Pères un certain pouvoir qui naît de ce qui se passe de particulier dans les familles, & qui n'a pas toujours lieu, parce que ce qui le produit ne se trouve pas

pas toujours. Ce pouvoir-là vient de la liberté où sont les hommes de donner & laisser leurs biens à ceux à qui il leur plaît. Les biens & les possessions d'un Père étant d'ordinaire regardés comme l'héritage de ses Enfans, conformément aux différentes Loix & aux différentes coutumes des païs ; il peut en donner aux uns plus ou moins qu'aux autres , selon la conduite qu'ils auront tenuë envers lui, selon le soin qu'ils auront eü de lui obéir & de se conformer à sa volonté & à son humeur.

XXII. Ce n'est pas un petit motif pour obliger les Enfans à une exacte obéissance. Et comme à la jouissance des biens qui sont dans un certain païs , est jointe la sujettion au gouvernement établi , on suppose d'ordinaire qu'un Père peut obliger , & bien étroitement, sa postérité à se soumettre à ce gouvernement, aux Loix de cet Etat, dont il est sujet, & que l'engagement dans lequel il est au regard de cet Etat, oblige indispensablement ses Successeurs à un semblable : au lieu que cette condition n'étant nécessaire qu'à cause des terres &

des biens qui sont dans l'Etat dont nous parlons , elle n'oblige véritablement que ceux qui veulent bien l'accepter , n'étant point un engagement naturel , mais purement volontaire. En effet, des Enfans étant par la Nature aussi libres que leur Père, ou qu'ayent été leurs Ancêtres, peuvent, pendant qu'ils se trouvent dans cette liberté, choisir la Société qu'il leur plaît , pour en être membres & en observer les Loix. Mais s'il veulent jouir de l'héritage de leurs Ancêtres & de leurs Prédecesseurs , il faut qu'ils le fassent sous les mêmes conditions sous lesquelles ils en ont joui eux-mêmes , & qu'ils se soumettent aux conditions qui y sont attachées. Certainement, les Pères ont le pouvoir d'obliger leurs Enfans de leur obéir à cet égard , après même que le tems de leur minorité est expiré ; & de se soumettre à un tel ou à un tel pouvoir politique : mais ni l'un ni l'autre de ces pouvoirs n'est fondé sur aucun droit de paternité, mais sur les avantages qu'ils accordent à des Enfans , pour récompenser leur déférence ; & il n'y a pas en cela plus de pouvoir naturel, qu'en a, par exemple ,

ple, un François sur un Anglois, duquel, par l'espérance qu'il lui donne de lui laisser du bien, il a droit d'exiger & d'attendre de la soumission & de la complaisance, & qui, lors qu'il est tems, s'il veut jouir du bien qui lui a été laissé, est assurément tenu de le prendre sous les conditions annexées au lieu où il se trouve, soit en France, ou en Angleterre.

XXIII. Pour conclure donc; quoi que le pouvoir qu'ont les Pères de commander, ne s'étende point au delà de la minorité de leurs Enfans, & ne tende qu'à les élever & à les conduire dans leur bas âge; que l'honneur, le respect, tout ce que les Latins appellent *Pieté*, & qui est dû indispensablement aux Pères & aux Mères, durant toute la vie, & dans toutes sortes d'états & de conditions, ne leur donne point le pouvoir du gouvernement, c'est-à-dire, le pouvoir de faire des Loix, & d'établir des peines, pour obliger leurs Enfans à les observer; & que par-là un Père n'ait nulle domination sur les biens propres de son fils, ou sur ses actions, cependant il est aisé de concevoir que dans les

premiers tems du monde, & dans les lieux qui n'étoient gueres peuplés, des familles venant à se séparer & à occuper des terres inhabitées, un Père devenoit le Prince de sa famille, * & le Gouverneur de ses Enfans, dans leurs premières années, & aussi après qu'ils étoient parvenus à l'âge de discrétion.

En

* L'opinion du Prince des Philosophes est assez probable, que le Chef de chaque famille en étoit le Roi. Ainsi, lors qu'un certain nombre de familles se joignirent, pour composer un corps de Société civile, les Rois étoient la première sorte de Gouverneurs parmi elles; & il semble que c'est la raison pourquoi ils ont toujours retenu le nom de Pères, car on avoit coutume de choisir les Pères pour gouverner. Ça été aussi une fort ancienne coutume, ainsi qu'on voit en la personne de Melchisedec, que ces Rois & ces Gouverneurs exerçassent la charge de Prêtre & de Sacrificateur, qu'au commencement peut-être, & pour le même sujet, les Pères exercèrent. Quoi qu'il en soit, ce ne fut pas la seule sorte de gouvernement qui fut reçûe dans le monde: les inconvéniens d'une sorte de gouvernement obligèrent ceux qui en étoient membres, de se diviser, de le changer, & d'en former d'autres. En un mot, tous les gouvernemens publics, de quelque nature qu'ils ayent été, semblent évidemment avoir été formés de l'avis de chacun, par délibération, par consultation, par accord, & après qu'on avoit jugé qu'ils étoient utiles & nécessaires; quoi qu'il ne fut pas impossible, à considérer la Nature en elle-même, que des hommes pussent vivre sans aucun gouvernement public. Hooker Pol. l. 1. §. 10.

En effet , il leur auroit été bien mal-aisé de vivre ensemble , sans quelque espèce de gouvernement ; & il y a apparence que le gouvernement du Père fut établi par un consentement exprès ou tacite des Enfans , & qu'il continua ensuite sans interruption , par le même consentement. Et certes , il ne pouvoit y avoir alors rien de plus expédient , qu'un gouvernement par lequel un Père exerçat seul dans sa famille le pouvoir exécutif des Loix de la Nature , que chaque homme libre a naturellement , & que par la permission qui lui en avoit été donnée , il eût un pouvoir Monarchique. Mais cela , comme on voit , n'étoit point fondé sur aucun droit paternel , mais simplement sur le consentement des Enfans. Pour en être tout à fait convaincus , supposons qu'un Etranger , par hazard , ou pour affaires , soit venu alors chez un Père de famille , & y ait tué un de ses Enfans , ou ait commis quelque autre crime. Qui doute que ce Père de famille n'eût pû condamner cet Etranger , & le faire mourir , ou lui infliger quelque autre peine , conformément au cas , aussi bien

qu'auroit pû faire aucun de ses Enfans ? Or il est clair qu'il auroit été impossible qu'il en eut usé de la sorte, par la vertu de quelque autorité paternelle, sur un homme qui n'étoit point son fils ; il n'auroit pû pratiquer cela qu'en vertu du pouvoir exécutif des Loix de la Nature, auquel, en qualité d'homme, il avoit droit : & parce que l'exercice de ce pouvoir lui avoit été remis entre les mains par le respect de ses Enfans, lui seul pouvoit punir un tel homme dans sa famille, laquelle avoit bien voulu faire résider en sa personne toute l'autorité & toute la dignité du pouvoir exécutif.

XXIV. Il étoit aisé & presque naturel aux Enfans, de revêtir leur Père de l'autorité du gouvernement, par un consentement tacite. Ils avoient accoutumé dans leur enfance, de se laisser conduire à lui, & de porter devant lui leurs petits différends : & quand ils étoient devenus des hommes faits, qui pouvoit être plus propre que leur Père pour les gouverner ? Leur petit bien, & le peu de lieu qu'il y avoit en ce tems-là à l'avarice, ne pouvoit que
rare-

rarement produire des disputes : & lors qu'il s'en élevoit quelqu'une , qui étoit plus propre pour les terminer , que celui par les soins duquel ils avoient été nourris & élevés , que celui qui avoit tant de tendresse pour eux tous ? Il ne faut donc pas s'étonner si l'on ne distingua pas alors entre minorité , & âge parfait ; si l'on n'examinait point si quelqu'un avoit vingt ans , s'il étoit dans un âge où il pût disposer librement de sa personne & de ses biens , puis qu'en ce tems-là on ne pouvoit désirer sortir de tutelle. Le gouvernement auquel on étoit soumis , continuoît toujours , à la satisfaction de chacun , & étoit plutôt une protection & une sauvegarde qu'un frein & une sujettion : & les Enfans n'auroient scû trouver une plus grande sûreté pour leur paix , pour leur liberté , pour leurs biens , que dans la conduite & le gouvernement de leur Père.

XXV. C'est pourquoi , les Pères , par un changement insensible , devinrent les Monarques Politiques de leurs familles : & comme ils vivoient long-

bles & dignes de leur succéder ; aussi ils jettoient par-là les fondemens de Royaumes héréditaires , ou électifs , qui pouvoient être réglés par diverses constitutions , & par diverses Loix , que le hazard , les conjonctures & les occasions obligeroient de faire. Mais si les Princes veulent fonder leur autorité sur le droit des Pères , & que ce soit une preuve suffisante du droit naturel des Pères à l'Autorité Politique , parce que ce sont eux , entre les mains de qui nous trouvons au commencement , *de facto* , l'exercice du gouvernement ; je dis que si l'argument est bon , il prouve de même , & aussi fortement , que tous les Princes , même les Princes seuls , doivent être Prêtres & Ecclésiastiques , puis qu'il est certain que dans le commencement les Pères , & les Pères seuls , étoient Sacrificateurs dans leurs familles , tout de même qu'ils en étoient les Gouverneurs , & les seuls Gouverneurs.

CHAPITRE VI.

De la Société Politique ou Civile.

I. **D**ieu ayant fait l'homme une certaine créature, à qui, selon le jugement que ce grand Créateur en a fait lui même, il n'étoit pas bon d'être seul, l'a mis dans la nécessité & lui a inspiré le désir de se joindre en Société. La première Société a été celle de l'homme & de la femme; & elle a donné lieu à une autre qui a été entre le Père & la Mère, & les Enfans. A ces deux sortes de Societez s'en est jointe une troisième, avec le tems, savoir celle des Maîtres & des Serviteurs. Quoi-que ces trois sortes de Societez se soient rencontrées ordinairement ensemble dans une même famille, dans laquelle le Maître ou la Maîtresse avoit quelque espèce de gouvernement, & le droit de faire des Loix propres & particulières à une telle famille; chacune de ces Societez-là, ou toutes ensemble étoient différentes de ce que nous apellons aujourd'hui So-

cietes Politiques, ainsi que nous verrons, si nous considérons les différentes fins & les différentes obligations de chacune d'elle.

II. La Société conjugale a été formée par un accord volontaire entre l'homme & la femme : & bien qu'elle consiste particulièrement dans le droit que l'un a sur le corps de l'autre, par rapport à la fin principale & la plus nécessaire, qui est de procréer des enfans, elle ne laisse pas d'emporter avec soi, & d'exiger une complaisance & une assistance mutuelle, & une communauté d'intérêts nécessaire non seulement pour engager les mariés à se secourir & à s'aimer l'un l'autre, mais aussi pour les porter à prendre soin de leurs Enfans, qu'ils sont obligés de nourrir & d'élever, jusques à ce qu'ils soient en état de s'entretenir & de se conduire eux-mêmes.

III. Car la fin de la Société entre le mâle & la femelle n'étant pas simplement de procréer, mais de continuer l'espèce; cette Société doit durer du moins, même après la procréation, aussi long-tems qu'il est nécessaire pour
la

la nourriture & la conservation des procréés ; c'est-à-dire, jusques à ce qu'ils soient capables de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins. Cette règle, que la Sagesse infinie du Créateur a établie sur les œuvres de ses mains ; nous voyons que les créatures inférieures à l'homme , l'observent constamment & avec exactitude. Dans ces animaux qui vivent d'herbe, la Société entre le mâle & la femelle ne dure pas plus long-tems que chaque acte de copulation , parce que les mamelles de la mère étant suffisantes pour nourrir les petits, jusqu'à ce qu'ils soient capables de se nourrir d'herbe , le mâle se contente d'engendrer , & il ne se mêle plus, après cela, de la femelle, ni des petits , à la subsistance desquels il ne peut rien contribuer. Mais au regard des bêtes de proie, la Société dure plus long-tems, à cause que la mère ne pouvant pas bien pourvoir à sa subsistance propre , & nourrir en même tems ses petits par sa seule proie, qui est une voye de se nourrir, & plus laborieuse & plus dangereuse, que n'est celle de se nourrir d'herbe ; l'assistance du mâle est
tout

tout-à-fait nécessaire pour le maintien de leur commune famille , si l'on peut user de ce terme , laquelle , jusqu'à ce qu'elle puisse aller chercher quelque proie , ne sauroit subsister que par les soins du mâle & de la femelle. On remarque le même dans tous les oiseaux , si on excepte quelques oiseaux domestiques , qui se trouvent dans des lieux où la continuelle abondance de nourriture exempte le mâle du soin de nourrir les petits : on voit que pendant que les petits , dans leurs nids , ont besoin d'alimens , le mâle & la femelle y en portent , jusques à ce que ces petits-là puissent voler & pourvoir à leur propre subsistance.

IV. Et en cela , à mon avis , consiste la principale , si ce n'est la seule raison , pour quoi le mâle & la femelle , dans le Genre Humain , sont obligés à une Société plus longue , que n'entretiennent les autres créatures. Cette raison est , que la femme est capable de concevoir , & est , *de facto* , pour l'ordinaire , derechef grosse , & fait un nouvel enfant , long-tems avant que le précédent soit hors d'état de se passer

passer du secours de ses Parens, & puisse lui-même pourvoir à ses besoins. Ainsi, un Père étant obligé de prendre soin de ceux qu'il a engendrés, & de prendre ce soin-là pendant long-tems, il est aussi dans l'obligation de continuer à vivre dans la Société conjugale, avec la même femme, de qui il les a eûs, & de demeurer dans cette Société beaucoup plus long-tems que les autres créatures, dont les petits pouvant subsister d'eux-mêmes, avant que le tems d'une nouvelle procréation vienne, le lien du mâle & de la femelle se rompt de lui-même, & l'un & l'autre se trouvent en une pleine liberté; jusques à ce que cette saison, qui a coutume de solliciter les animaux à se joindre ensemble, les oblige à se choisir de nouvelles compagnes. Et ici, on ne sauroit admirer assez la Sagesse du grand Créateur, qui ayant donné à l'homme des qualitez propres pour pourvoir à l'avenir, aussi bien qu'au présent, a voulu & a fait en sorte que la Société de l'homme & de la femme durât beaucoup plus long-tems, que celle du mâle & de la femelle parmi les

les autres créatures ; afin que par-là l'industrie de l'homme & de la femme fut plus excitée, & que leurs intérêts fussent mieux unis, dans la vûë de faire des provisions pour leurs Enfans, & de leur laisser du bien : rien ne pouvant être plus préjudiciable à des Enfans, qu'une conjonction incertaine & vague, ou une dissolution facile & fréquente de la Société conjugale.

V. Ce sont là certainement les fondemens de l'union conjugale, qui est infiniment plus ferme & plus durable parmi les hommes, que parmi les autres espèces d'animaux. Cependant, cela ne laisse pas de donner occasion de demander, pourquoi le contract de mariage, après que les Enfans ont été procréés & élevés, & qu'on a eû soin de leur laisser un bon héritage, ne peut être déterminé de sorte, que le mari & la femme puissent disposer d'eux comme il leur plaira, par accord, pour un certain tems, ou sous de certaines conditions, conformément à ce qui se pratique dans tous les autres contracts & traitez volontaires. Il semble qu'il n'y a pas une absolüe nécessité, dans la nature

nature de la chose , ni eût égard à ses fins , que le contract de mariage doive avoir lieu durant toute la vie. J'entens parler du mariage de ceux qui ne sont soumis à aucunes Loix positives , qui ordonnent que les contracts de mariage soient perpétuels.

VI. Le mari & la femme , qui n'ont au fonds que les mêmes intérêts , ont pourtant quelquefois des esprits si différens , des inclinations & des humeurs si opposées , qu'il est nécessaire qu'il se trouve alors quelque dernière détermination , quelque règle qui remédie à cet inconvenient-là , & que le droit de gouverner & de décider soit placé quelque part ; ce droit est naturellement le partage du mari ; la Nature le lui donne comme au plus capable & au plus fort. Mais cela ne s'étendant qu'aux choses qui appartiennent en commun au mari & à la femme , laisse la femme dans une pleine & réelle possession de ce qui , par le contract , est reconnu son droit particulier , & du moins ne donne pas plus de pouvoir au mari sur la femme , que la femme n'en a sur sa vie. Le pouvoir du mari est si éloigné
du

du pouvoir d'un Monarque absolu ; que la femme a, en plusieurs cas, la liberté de se séparer de lui, lors que le droit naturel, ou leur contract, le lui permettent ; soit que ce contract ait été fait par eux-mêmes dans l'état de Nature, soit qu'il ait été fait selon les coutumes & les Loix du Païs où ils vivent : & alors les Enfans, dans la séparation, échoient au Père ou à la Mère, comme ce contract détermine.

VII. Car toutes les fins du mariage devant être considérées, & avoir leur effet, sous un Gouvernement Politique, aussi bien que dans l'Etat de Nature ; le Magistrat Civil ne diminue point le droit ou le pouvoir du mari, ou de la femme, naturellement nécessaire pour ces fins, qui sont de procréer des enfans, de se supporter & de s'assister mutuellement, pendant qu'ils vivent ensemble. Tout ce que le Magistrat fait, c'est qu'il termine les différends qui peuvent s'élever entr'eux au regard de ces choses-là. S'il en arrivoit autrement, si la souveraineté absolue & le pouvoir de vie & de mort, apartenoit naturellement au mari, & étoit nécessaire à la

la Société de l'homme & de la femme ; il ne pourroit y avoir de mariage en aucun de ces païs, où il n'est point permis aux maris d'avoir & d'exercer une telle autorité & un tel pouvoir absolu : mais les fins du mariage, ne requerant point un tel pouvoir dans les maris, il est clair qu'il ne lui est nullement nécessaire ; la condition de la Société conjugale ne l'établit point, mais bien tout ce qui peut s'accorder avec la procréation & l'éducation des enfans, que les Parens sont absolument obligés de nourrir & d'élever, jusqu'à ce qu'ils puissent pourvoir à leurs besoins & se secourir eux-mêmes. Pour ce qui regarde l'assistance, la défense, les consolations réciproques, elles peuvent varier, & être réglées par ce contrat qui a uni d'abord les mariés, & les a mis en Société ; rien n'étant nécessaire à une Société, que par rapport aux fins pour lesquelles elle a été faite.

VIII. Dans le Chapitre précédent j'ai traité assez au long de la Société qui est entre les Pères & Mères, & les Enfans, & des droits & des pouvoirs distincts & divers, qui leur appartiennent
respec-

respectivement : c'est pourquoi il n'est pas nécessaire que j'en parle ici. Il suffit de reconnoître combien cette Société est différente d'une Société politique.

IX. Les noms de Maîtres & de Serviteurs sont aussi anciens que l'Histoire, & ne sont donnés qu'à ceux qui sont de condition fort différente. Car un homme libre se rend serviteur & valet d'un autre, en lui vendant, pour un certain tems, son service, moyennant un certain salaire. Or, quoi-que cela le mette communément dans la famille de son Maître, & l'oblige à se soumettre à sa discipline & aux occupations de sa maison ; il ne donne pourtant de pouvoir au Maître sur son serviteur ou son valet, que pendant quelque tems, que pendant le tems qui est contenu & marqué dans le contract où le traité fait entr'eux. Mais il y a une autre sorte de serviteurs, que nous apellons, par un nom particulier, esclaves, & qui ayant été faits prisonniers dans une juste guerre, sont, par le droit de la Nature, sujets à la domination absoluë & au pouvoir arbitraire de leurs Maîtres. Ces gens-là ayant
mérité

mérité de perdre la vie , à laquelle ils n'ont plus de droit par conséquent , n'ont plus de droit aussi à leur liberté , ni à leurs biens ; & se trouvant dans l'état d'esclavage , qui est incompatible avec la jouissance d'aucun bien propre , ils ne sauroient être considérés , en cet état , comme membres de la Société Civile , dont la fin principale est de conserver & maintenir les biens propres.

X. Considérons donc le Maître d'une famille avec toutes ces relations subordonnées de Femme , d'Enfans , de Serviteurs , & d'Esclaves , unis & assemblés sous un même gouvernement domestique. Quelque ressemblance que cette famille puisse avoir , dans son ordre , dans ses offices , dans son nombre , avec un petit Etat ; il est certain pourtant qu'elle en est fort différente , soit dans sa constitution , soit dans son pouvoir , soit dans sa fin : ou si elle peut être regardée comme une Monarchie , & que le Père de famille y soit un Monarque absolu ; la Monarchie absolue a un pouvoir bien resserré & bien petit : puis qu'il est manifeste , par tout ce qui a été dit auparavant , que le Maître d'une

d'une famille a sur ces diverses personnes qui la composent, des pouvoirs distincts, des pouvoirs limités, différemment; soit au regard du tems, soit au regard de l'étendue. Car, si l'on excepte les esclaves, lesquels après tout ne contribuent rien à l'essentiel d'une famille, le Maître dont nous parlons, n'a point un pouvoir législatif sur la vie ou sur la mort d'aucun de ceux qui composent sa famille; & la Maîtresse en a autant que lui. Et certainement, un Père de famille ne sauroit avoir un pouvoir absolu sur toute sa famille, vû qu'il n'a qu'un pouvoir limité sur chacun de ceux qui en sont membres. Mais comment une famille, ou quelque autre semblable Société d'hommes diffère de ce qui s'appelle proprement Société politique, c'est ce que nous verrons mieux, en considérant en quoi une Société politique consiste elle-même.

XI. Les hommes étant nés tous également, ainsi qu'il a été prouvé, dans une liberté parfaite, & avec le droit de jouir paisiblement & sans contradiction, de tous les droits & de tous les pri-

privilèges des Loix de la Nature ; chacun a, par la Nature, le pouvoir non seulement de conserver ses biens propres, c'est-à-dire, sa vie, sa liberté, & ses richesses, contre toutes les entreprises, toutes les injures & tous les attentats des autres, mais encore de juger & de punir ceux qui violent les Loix de la Nature, selon qu'il croit que l'offense le mérite ; de punir même de mort, lors qu'il s'agit de quelque crime énorme, qu'il pense mériter la mort. Or, parce qu'il ne sauroit y avoir de Société politique, & qu'une telle Société ne sauroit subsister, si elle n'avoit en soi le pouvoir de conserver ce qui lui appartient en propre, & pour cela de punir les fautes de ses membres ; là seulement se trouve une Société politique, où chacun des membres s'est dépouillé de son pouvoir naturel, & l'a remis entre les mains de la Société, afin qu'elle en dispose dans toutes sortes de causes qui n'empêchent point d'appeller toujours aux Loix établies par elle. Par ce moyen tout jugement des particuliers étant exclus, la Société acquiert le droit de Souveraineté ; &

cer-

certaines Loix étant établies , & certains hommes autorisés par la Communauté pour les faire exécuter , ils terminent tous les différends qui peuvent arriver entre les membres de cette Société-là , touchant quelque matière de droit , & punissent les fautes que quelque membre aura commises contre la Société en général , ou contre quelqu'un de son Corps , conformément aux peines marquées par les Loix. Et par là il est aisé de discerner ceux qui sont , ou qui ne sont pas ensemble en Société politique. Ceux qui composent un seul & même Corps , qui ont des Loix communes établies , & des Juges , auxquels ils peuvent appeller , & qui ont l'autorité de terminer les disputes & les procez qui peuvent être parmi eux , & de punir ceux qui font tort aux autres , & commettent quelque crime ; ceux-là sont en Société civile les uns avec les autres : mais ceux qui ne peuvent appeller de même à aucun Tribunal sur la terre , ni à aucunes Loix positives , sont toujours dans l'état de nature ; chacun , où il n'y a point d'autre juge , étant juge & exécuteur pour soi-

soi-même : ce qui est , comme je l'ai montré auparavant , le véritable & parfait état de Nature.

XII. Une Société donc , par les voyes que nous venons de marquer , vient à avoir le pouvoir de régler quelles sortes de punitions sont dûes aux diverses offenses & aux divers crimes , qui peuvent se commettre contre ses membres ; ce qui est le pouvoir de faire des Loix : comme elle acquiert de même par-là le pouvoir de punir les injures faites à quelqu'un de ses membres par quelque personne qui n'en est point ; ce qui est le droit de la Guerre & de la Paix : & tout cela ne tend qu'à conserver , autant qu'il est possible , ce qui appartient en propre aux membres de cette Société. Mais quoi que chacun de ceux qui sont entrés en société ait abandonné le pouvoir qu'il avoit de punir les infractions des Loix de la Nature , & de juger lui-même des cas qui pouvoient se présenter ; il faut remarquer néanmoins , qu'avec le droit de juger des offenses , qu'il a remis à l'Autorité Législative , pour toutes les causes dans lesquelles il peut appeler au Magistrat ,

il a remis en même tems à la Société le droit d'employer toute sa force pour l'exécution des jugemens de la Société, toutes les fois que la nécessité le requerra : en sorte que ces jugemens sont au fonds ses propres jugemens, puis qu'ils sont faits par lui même, ou par ceux qui le représentent. Et ici nous voyons la vraie origine du pouvoir législatif & exécutif de la Société civile, lequel consiste à juger par des Loix établies & constantes, de quelle manière les offenses commises dans la Société doivent être punies; & aussi, par des jugemens occasionnels fondés sur les présentes circonstances du fait, de quelle manière doivent être punies les injures de dehors : au regard des unes & des autres, à employer toutes les forces de tous les membres, lors qu'il est nécessaire.

XIII. C'est pourquoi, par tout où il y a un certain nombre de gens unis de sorte en société, que chacun d'eux ait renoncé à son pouvoir exécutif des Loix de la Nature, & l'ait remis au Public, là, & là seulement, se trouve une Société politique ou civile. Et au nombre

bre des membres d'une telle Société doivent être mises non seulement ces diverses personnes qui étant dans l'état de Nature, ont voulu entrer en société, pour composer un Peuple & un Corps politique sous un gouvernement souverain, mais aussi tous ceux qui se sont joints ensuite à ces gens-là, qui se sont incorporés à la même Société, qui se sont soumis à un gouvernement déjà établi. Car par là ils autorisent la Société dans laquelle ils entrent volontairement, confirment le pouvoir qu'y ont les Magistrats & les Princes de faire des Loix, selon que le Bien Public le requiert, & s'engagent encore à joindre leur secours à celui des autres, s'il est nécessaire, pour la sûreté des Loix & l'exécution des jugemens, qu'ils doivent regarder comme leurs jugemens & leurs arrêts propres. Les hommes donc sortent de l'état de nature, & entrent dans une Société politique, lors qu'ils créent & établissent des Juges & des Souverains sur la terre, à qui ils communiquent l'autorité de terminer tous les différends, & de punir toutes les injures qui peuvent être faites à

quelqu'un des membres de la Société : & par tout où l'on voit un certain nombre d'hommes , de quelque manière d'ailleurs qu'ils se soient associés , parmi lesquels ne se trouve pas un tel pouvoir décisif, auquel on puisse appeler, on doit regarder l'état où ils sont , comme étant toujours l'état de nature.

XIV. Et par tout cela il paroît évidemment, que la Monarchie absolüe, qui semble être considérée par quelques-uns comme le seul gouvernement qui doive avoir lieu dans le monde, est, à vrai dire, incompatible avec la Société civile, & ne peut nullement être réputée une forme de gouvernement civil. Car la fin de la Société civile étant de remédier aux inconvéniens qui se trouvent dans l'état de nature , & qui naissent de la liberté où chacun est d'être juge dans sa propre cause; & dans cette vûë, d'établir une certaine autorité publique & approuvée, à laquelle chaque membre de la Société puisse appeler & avoir recours, pour des injures reçues, ou pour des disputes & des procez qui peuvent s'élever, & être obligé d'obéir; par tout où il y a des gens

gens qui ne peuvent point apeller & avoir recours à une autorité de cette sorte, & faire terminer par elle leurs différends, ces gens-là sont assurément toujours dans l'état de nature, aussi bien que tout Prince absolu y est, au regard de ceux qui sont sous sa domination.

XV. En effet, ce Prince absolu que nous supposons, s'attribuant à lui seul, tant le pouvoir législatif, que le pouvoir exécutif, on ne sauroit trouver parmi ceux sur qui il exerce son pouvoir, un Juge à qui l'on puisse apeller, comme à un Homme qui soit capable de décider & régler toutes choses librement, sans prendre parti, & avec autorité; de qui l'on puisse espérer de la consolation & quelque réparation, au sujet de quelque injure ou de

F 3

quel-

Le pouvoir public de toute Société s'étend sur chaque personne qui est contenue dans une Société: Et le principal usage de ce pouvoir, est de faire des Loix pour tous ceux qui y sont soumis; auxquelles, en tel cas; ils doivent obéir; à moins qu'il ne se présente quelque raison qui force nécessairement de ne le pas faire, c'est-à-dire, à moins que les Loix de la Raison, ou de Dieu, n'enjoignent le contraire.
 Hooker Eccl. Pol. 1. §. 16.

quelque dommage qu'on aura reçu, soit de lui même, ou par son ordre. Tellement qu'un tel homme, quoi-qu'il s'appelle, *Czar*, ou *Grand Seigneur*, ou de quelque autre manière qu'on voudra, est aussi bien dans l'état de nature avec tous ceux qui sont sous sa domination, qu'il y est avec tout le reste du Genre-Humain. Car par tout où il y a des gens qui n'ont point de réglemens stables & quelque commun Juge auquel ils puissent appeler sur la terre, pour la décision des disputes de droit qui sont capables de s'élever entr'eux, on y est toujours dans l'état de nature, & exposé à tous les inconvéniens qui l'accompagnent ; avec cette seule & malheureuse différence, qu'on y est sujet, ou plutôt esclave d'un Prince absolu : au lieu que dans l'état ordinaire de nature,

ture,

Pour éloigner toutes ces facheries mutuelles, toutes ces injures, toutes ces injustices, savoir celles qui sont à craindre dans l'état de nature, il n'y avoit qu'un moyen à pratiquer, qui étoit d'en venir à un accord entr'eux, par lequel ils formassent quelque sorte de gouvernement public, & s'y soumissent : en sorte que sous ceux à qui ils auroient commis l'autorité du gouvernement, ils pussent voir
fleurir.

ture, chacun a la liberté de juger de son propre droit, de le maintenir & de le défendre, autant qu'il peut. Mais toutes les fois que les biens propres d'un homme seront envahis par la volonté ou l'ordre de son Monarque, non seulement il n'a personne à qui il puisse appeler, & ne peut avoir recours à une autorité publique, comme doivent avoir la liberté de faire ceux qui sont dans une Société; mais, comme s'il étoit

F 4 dégra-

fluir la paix, la tranquillité, & toutes les autres choses qui peuvent rendre heureux. Les hommes ont toujours reconnu que lors qu'on usoit de violence envers eux, & qu'on leur faisoit tort, ils pouvoient se défendre eux-mêmes; Que chacun peut chercher sa propre commodité, mais que si en la cherchant on faisoit tort à autrui, cela ne devoit point être souffert, & que tout le monde devoit s'y opposer, par les meilleurs moyens; Et qu'enfin personne ne pouvoit raisonnablement entreprendre de déterminer son propre droit; & conformément à sa détermination & à sa décision, de passer ensuite à le maintenir: à cause que chacun est partial & envers soi, & envers ceux pour qui il a de l'affection, & que par conséquent les désordres ne finiroient point, si l'on ne donnoit, d'un commun consentement, l'autorité & le pouvoir de décider & de régler tout, à quelques-uns qu'on choisiroit; personne n'étant en droit, sans le consentement dont nous parlons, de s'ériger en Seigneur & en Juge d'aucun autre. Hooker Eccl. Pol. l. 1. § 10.

dégradé de l'état commun de créature raisonnable , il n'a pas la liberté & la permission de juger de son droit , & de le soutenir : & par là , il est exposé à toutes les misères & à tous les inconvéniens , qu'on a sujet de craindre & d'attendre d'un homme , qui étant dans un état de nature où il se croit tout permis , & où rien ne peut s'opposer à lui , est de plus corrompu par la flatterie , & armé d'un grand pouvoir.

XVI. Car si quelqu'un s'imagine que le pouvoir absolu purifie le sang des hommes , & élève la Nature Humaine , il n'a qu'à lire l'histoire de ce Siècle , ou quelque autre , pour être convaincu du contraire. Un homme , qui dans les déserts de l'Amérique seroit insolent & dangereux , ne deviendroit point sans doute meilleur sur le Trône , lors que le Savoir & la Religion seroient employés pour justifier tout ce qu'il feroit à ses sujets , & que l'épée & le glaive imposeroit d'abord la nécessité du silence à ceux qui oseroient y trouver à redire. Après tout , quelle espèce de protection est celle d'un Monarque absolu ; quelle sorte de Pé-
re

re de la Patrie est un tel Prince ; & quel bonheur & quelle sûreté en provient pour la Société civile , lors qu'un gouvernement comme celui dont il s'agit , a été amené à sa perfection , nous le pouvons voir dans la dernière Relation de Ceylon.

XVII. A la vérité , dans les Monarchies absolûes , aussi bien que dans les autres gouvernemens du monde , les sujets ont des Loix pour y apeller , & des Juges pour faire terminer leurs différends & leurs procez , & réprimer la violence que les uns peuvent faire aux autres. Et certainement , il n'y a personne qui ne pense que cela est nécessaire , & qui ne croye que celui qui voudroit entreprendre de l'abolir , mériteroit d'être regardé comme un ennemi déclaré de la Société & du Genre-Humain. Mais pourtant si cette pratique établie vient d'une véritable affection pour le Genre-Humain & pour la Société , & est un effet de cette charité que nous sommes tous obligés d'avoir les uns pour les autres , c'est ce dont on peut raisonnablement douter. Car enfin , il ne se pratique rien en ce-

la, que ce que ceux qui aiment leur pouvoir, leur profit, & leur agrandissement, peuvent & doivent naturellement laisser pratiquer, qui est d'empêcher que ces animaux dont le travail & le service sont destinés aux plaisirs de leurs Maîtres & à leur avantage, ne se fassent du mal les uns aux autres, & ne se détruisent. Si leurs Maîtres en usent de la sorte, s'ils prennent soin d'eux, ce n'est point par aucune amitié, c'est seulement à cause du profit qu'ils en retirent. Que si l'on se hazardoit à demander, ce qui n'a garde d'arriver souvent, quelle sûreté & quelle sauvegarde se trouve dans un tel Etat & dans un tel Gouvernement, contre la violence & l'oppression du Gouverneur absolu; on recevroit bien-tôt cette réponse, qu'une seule demande de cette nature mérite la mort. Les Monarques absolus & les défenseurs du pouvoir arbitraire avoient bien qu'entre Sujets & Sujets, il faut qu'il y ait de certaines règles, des Loix & des Juges pour leur paix & leur sûreté mutuelle : mais ils soutiennent qu'un homme qui a le gouvernement entre ses mains, doit être
absolu

absolu & au dessus de toutes sortes de circonstances & de raisonnemens d'autrui ; qu'il a le pouvoir de faire le tort & les injustices qu'il lui plait , & que ce qu'on appelle communément tort & injustice, devient juste, lors qu'il le pratique. Demander alors comment on peut être à l'abri du dommage, des injures, des injustices qui peuvent être faites à quelqu'un par celui qui est le plus fort, ha ! ce n'est pas moins d'abord, que la voix de la faction & de la rebellion. Comme si lors que les hommes quittant l'état de nature , entrent en Société, ils convenoient que tous, hors un seul, seroient soumis exactement & rigoureusement aux Loix ; & que ce seul privilégié retiendrait toujours toute la liberté de l'état de nature, augmentée & accrue par le pouvoir, & devenuë licentieuse par l'impunité. Ce seroit assurément s'imaginer que les hommes sont assez fous , pour prendre grand soin de remédier aux maux que pourroient leur faire des Fouïnes & des Renards ; & pour être bien aises , & croire même qu'il seroit fort sûr pour eux , d'être dévorés par des Lions.

XVIII. Quoi que les flatteurs puissent dire, pour amuser les esprits du Peuple, les hommes ne laisseront pas de sentir toujours les inconveniens qui naissent du pouvoir absolu. Lors que les gens viendront à apercevoir qu'un homme, quel que soit son rang, est hors des engagements de la Société civile, dans lesquels ils sont, & qu'il n'y a point d'appel pour eux sur la terre, contre les dommages & les maux qu'ils peuvent recevoir de lui, ils seront fort disposés à se croire être dans l'état de nature, au regard de celui qu'ils verront y être, & à tâcher, dès qu'il leur sera possible, de se procurer quelque sûreté & quelque protection efficace, dans la Société civile; la Société civile n'ayant été formée, du commencement, qu'à cause de cette protection & de cette sûreté, & ceux qui en sont membres, n'ayant consenti d'y entrer, que dans la vûë d'être à couvert de toute injustice & de vivre heureusement. Et bien qu'au commencement, ainsi que je le montrerai plus au long dans la suite de ce traité, quelque vertueux & excellent Personnage ayant
 aquis

acquis par son mérite une certaine pré-
éminence sur le reste des gens qui é-
toient dans le même lieu que lui, ils
ayent bien voulu récompenser d'une
grande déference ses vertus & ses qua-
litez extraordinaires, comme étant une
espèce d'autorité naturelle, & ayent
remis entre ses mains, d'un commun
accord, le gouvernement & l'arbi-
trage de leurs différends, sans prendre
d'autre précaution, que celle de se con-
fier entièrement en sa droiture & en sa
sagesse : néanmoins, lors que le tems
ayant donné de l'autorité, & comme
quelques-uns veulent nous persuader,
ayant rendu sacrée & inviolable cette
coutume que l'innocence négligente &
peu prévoyante a fait naître, & a laissé
parvenir à des tems différens, & à des
Successeurs d'une autre trempe, le Peu-
ple trouve, que ce qui lui appartient en
propre, n'est pas en sûreté & hors d'at-
teinte, sous le gouvernement dans le-
quel il vit, comme il devoit être,
puis qu'il n'y a point d'autre fin d'un
gouver-

*Dans le commencement, lors que quelque sorte
de gouvernement fût formée, il peut être arrivé,
qu'on*

gouvernement, que de conserver ce qui appartient à chacun : alors il ne se peut croire en sûreté, & ne sauroit être en repos, ni se regarder comme étant en Société civile, jusques à ce que l'autorité législative ait été placée en un Corps collectif de gens, qu'on appellera Sénat, Parlement, ou de quelque autre manière qu'on vaudra, & par le moyen duquel chacun, sans excepter le premier & le principal de la Société, devienne sujet à ces Loix que lui-même, comme étant une partie de l'autorité législative, a établies, & jusques à ce qu'il ait été résolu que qui que ce soit ne pourra, par sa propre

qu'on n'ait fait autre chose, que de remettre tout à la sagesse & à la discrétion de ceux qui étoient choisis pour Gouverneurs. Mais ensuite, par l'expérience, les hommes ont reconnu que ce gouvernement, auquel ils se trouvoient soumis, étoient sujet à toutes sortes d'inconvéniens, & que ce qu'ils avoient établi pour remédier à leurs maux, ne faisoit que les augmenter; & ont dit que, vivre selon la volonté d'un seul homme, c'est la cause & la source de toutes les misères. C'est pourquoi ils ont fait des Loix dans lesquelles chacun pût contempler & lire son devoir, & connoître les peines que méritent ceux qui les violent. Hooker Eccl. Pol. l. 1. §. 10.

pre autorité, diminuer la force des Loix, quand une fois elles auront été faites, ni sous aucun prétexte de supériorité, prétendre être exempt d'y obéir, pour se licencier, ou pour faire licencier quelques-uns de ceux de sa dépendance, à des choses qui y soient contraires. Personne sans doute, dans la Société civile, ne peut être exempt d'en observer les Loix. Car si quelqu'un pense pouvoir faire ce qu'il voudra, & qu'il n'y ait d'appel sur la terre contre ses injustices & ses violences; je demande, si un tel homme n'est pas toujours entièrement dans l'état de nature, & s'il n'est pas incapable d'être membre de la Société civile? Il faut demeurer d'accord de cela; à moins qu'on n'aime mieux dire, que l'état de nature & la Société civile sont une seule & même chose: ce que je n'ai jamais vu certes, ou entendu dire, qu'aucun ait soutenu, quelque grand défenseur qu'il ait été de l'Anarchie.

CHAPI-

Les Loix civiles étant des actes de tout le Corps Politique, sont par conséquent au dessus de chaque partie de ce Corps. Hooker dans le même endroit.

C H A P I T R E VII.

Du Commencement des Societez Politiques.

I. **L** Es hommes , ainsi qu'il a été dit , étant tous naturellement libres , égaux , & indépendans ; nul ne peut être tiré de cet état , & être soumis au Pouvoir Politique d'autrui sans son propre consentement , par lequel il peut convenir , avec d'autres hommes , de se joindre & s'unir en Société pour leur consolation , pour leur sûreté mutuelle , pour la tranquillité de leur vie , pour jouir paisiblement de ce qui leur appartient en propre , & être plus à l'abri des insultes de ceux qui voudroient leur nuire & leur faire du mal. Un certain nombre de gens sont en droit d'en user de la sorte , à cause que cela ne fait nul tort à la liberté du reste des hommes , qui sont laissés dans la liberté de l'état de nature. Quand un certain nombre de gens sont convenus ainsi de

de former une Communauté & un Gouvernement, ils sont par là au même tems incorporés & composent un seul Corps Politique, dans lequel le plus grand nombre a droit d'agir & de conclure.

II, Car lors qu'un certain nombre d'hommes ont par le consentement de chaque individu, formé une Communauté, ils ont par-là fait de cette Communauté un Corps qui eût le pouvoir d'agir comme un Corps doit faire, c'est-à-dire, de suivre la volonté & la détermination du plus grand nombre. Et certes, une Société est bien formée par le consentement de chaque individu; mais cette Société étant alors un Corps, il faut que ce Corps se meuve de quelque manière: or il est nécessaire qu'il se meuve du côté où le pousse & l'entraîne la plus grande force, qui est le consentement du plus grand nombre; autrement il seroit absolument impossible qu'il agit, ou continuât à être un Corps & une Société, comme le consentement de chaque particulier, qui s'y est joint & uni, a voulu qu'il fût: chacun donc est obligé, par ce
con-

consentement-là , de se conformer à ce que le plus grand nombre conclut & résout. Aussi voyons-nous que dans les Assemblées qui ont été autorisées par des Loix positives , & qui ont reçu de ces Loix le pouvoir d'agir , quoi qu'il arrive que le nombre ne soit pas déterminé pour conclure un point , ce que fait & conclut le plus grand nombre , est considéré comme étant fait & conclu par tous ; les Loix de la Nature & de la Raison dictant , que la chose doit se pratiquer & être regardée de la sorte.

III. Ainsi , chaque particulier convenant avec les autres de faire un Corps Politique , sous un certain gouvernement , s'oblige envers chaque membre de cette Société , de se soumettre à ce qui aura été déterminé par le plus grand nombre , & d'y consentir : autrement cet accord original , par lequel il s'est incorporé avec d'autres dans une Société , ne signifiera rien ; & il n'y a plus de convention , s'il demeure toujours libre , & n'a pas des engagements différens de ceux qu'il avoit auparavant dans l'état de nature. Car quelle ap-
ren-

rence, quelle marque de convention & de traité y a-t-il en tout cela? Quel nouvel engagement paroît-il, s'il n'est lié par les Décrets de la Société, qu'autant qu'il le trouvera bon, & qu'il y consentira actuellement? S'il peut se soumettre & consentir aux actes & aux résolutions de sa Société, autant & selon qu'il le jugera à propos, il sera toujours dans une aussi grande liberté qu'il étoit avant l'accord, ou qu'aucune autre personne puisse être dans l'état de nature.

IV. Car si le consentement du plus grand nombre ne peut raisonnablement être reçu comme un acte de tous, & obliger chaque individu à s'y soumettre; rien autre chose que le consentement de chaque individu ne sera capable de faire regarder un arrêt & une délibération, comme un arrêt & une délibération de tout le Corps. Or, si l'on considère les infirmités & les maladies auxquelles les hommes sont exposés, les distractions, les affaires, les différens emplois, qui ne peuvent qu'empêcher, je ne dirai pas seulement, un aussi grand nombre de gens qu'il

qu'il y en a dans une Société Politique, mais un beaucoup moins grand nombre de personnes, de se trouver dans les Assemblées publiques; & que l'on joigne à tout cela la variété des Opinions & la contrariété des Intérêts, qui ne peuvent qu'être dans toutes les Assemblées : on reconnoîtra qu'il est presque impossible, que jamais aucun décret soit valable & reçu. Certainement, si l'on n'entroit en Société que sous de telles conditions, cette entrée seroit semblable à l'entrée de Caton au Théâtre; *tantum ut exiret*. Il y entra seulement pour en sortir. Une telle Constitution rendroit le plus fort Leviathan, d'une plus courte durée, que ne sont les plus foibles créatures, & sa durée ne s'étendroît pas au delà du jour de sa naissance : ce que nous ne saurions supposer devoir être, jusques à ce que nous nous soyons mis dans l'esprit, que les créatures raisonnables désirent & établissent des Sociétés uniquement pour les voir se dissoudre. Car où le plus grand nombre ne peut conclure & obliger le reste à se soumettre à ses décrets, là on ne sauroit résoudre & exécuter.

exécuter la moindre chose ; là ne sauroit se remarquer nul acte , nul mouvement d'un Corps : & par conséquent ce Corps de Société, dont nous parlons, se dissoudroit d'abord.

V. Quiconque donc sort de l'état de nature , pour entrer dans une Société, doit être regardé comme ayant remis tout le pouvoir nécessaire aux fins pour lesquelles il y est entré , entre les mains du plus grand nombre des membres ; à moins que ceux qui se sont joints pour composer un Corps Politique, ne soient convenus expressément d'un plus grand nombre. Un homme qui s'est joint à une Société, a remis & donné ce pouvoir dont il s'agit , en consentant simplement de s'unir à une Société Politique, laquelle contient en elle-même toute la convention qu'il y a, ou qu'il y doit avoir, entre des particuliers qui se joignent pour former une Communauté. Tellement que ce qui a donné naissance à une Société Politique, & qui l'a établie, n'est autre chose que le consentement d'un certain nombre d'hommes libres, capables d'être représentés par le plus grand

grand nombre d'eux : & c'est cela , & cela seul , qui peut avoir donné commencement dans le monde à un Gouvernement légitime.

VI. A cela on fait deux Objections. La première , qu'on ne sauroit montrer , dans l'Histoire , aucun exemple d'une Compagnie d'hommes indépendans & égaux les uns au regard des autres , qui se soient joints & unis pour composer un Corps , & qui par cette voye ayent commencé à établir un gouvernement. La seconde , qu'il est impossible , de droit , que les hommes ayent fait cela , à cause que , naissant tous sous un gouvernement , ils sont obligés de s'y soumettre , & n'ont pas la liberté de jetter les fondemens d'un nouveau.

VII. Quant à la première , je répons qu'il ne faut nullement s'étonner , si l'Histoire ne nous dit que peu de chose touchant les hommes qui ont vécu ensemble dans l'état de nature. Les inconvéniens d'une telle condition , & le désir & le besoin de la Société ont obligé ceux qui se trouvoient ensemble , en un certain nombre , à s'unir
in-

incessamment & à composer un Corps, s'ils souhaitoient que la Société durât. Que si nous ne pouvons pas supposer que des hommes aient jamais été dans l'état de nature, parce que nous n'apprenons pas grand chose sur ce point; nous pouvons aussi douter que les gens qui composoient les Armées de Salmannasser, ou de Xerxès, aient jamais été enfans, à cause que l'Histoire ne le marque point, & qu'il n'y est fait mention d'eux que comme d'hommes faits, que comme d'hommes qui portoient les armes : Le gouvernement précède toujours sans doute les Régîtres; & rarement les belles Lettres sont cultivées parmi un Peuple, avant qu'une longue continuation de la Société civile ait, par d'autres Arts plus nécessaires, pourvû à sa sûreté, à son aise, & à son abondance. C'est alors qu'on commence à fouiller dans l'Histoire de ses Fondateurs, & à rechercher son origine, lors que la mémoire s'en est perdue, ou obscurcie. Car les Sociétez ont cela de commun avec les personnes particulières, qu'elles sont d'ordinaire fort ignorantes dans leur

leur naissance & dans leur enfance , & si elles apprennent & savent quelque chose, ce n'est que par le moyen des Régîtres & des monumens que d'autres ont conservés. Ceux que nous avons du commencement des Sociétez Politiques , (si l'on excepte celle des Juifs , dans laquelle Dieu lui-même est intervenu immédiatement , en accordant à cette Nation des faveurs très particulières ,) nous font voir , les uns ou les autres , des exemples clairs de ces commencemens de Sociétez , dont j'ai parlé , ou du moins ils nous en font voir des traces manifestes.

VIII. Il faut avoüer qu'on a un étrange penchant à nier les choses de fait les plus évidentes , lors qu'elles ne s'accordent pas avec les hypothèses qu'on a une fois embrassées. Qui est-ce aujourd'hui qui ne m'accordera , que Rome & Venise ont commencé par des gens libres & indépendans au regard les uns des autres , entre lesquels il n'y avoit nulle supériorité , ni nulle sujettion naturelle. Que si nous voulons écouter *Joseph Acosta* , il nous dira que dans la plus grande partie de l'Amérique

rique il ne se trouve nul gouvernement.

Il y a de grandes & fort aparentes conjectures, dit-il, *que ces gens là, parlant des gens du Pérou, n'ont eû durant long-tems, ni Rois, ni Communautéz, mais qu'ils ont vécu & sont allez en troupes; ainsi que font aujourd'hui ceux qui habitent la Floride, & comme pratiquent encore les Cheriquanas, & les gens du Bresil, & plusieurs autres nations qui n'ont pas certains Rois, mais qui, suivant que l'occasion de la paix, ou de la guerre se présente, choisissent leurs Capitaines, selon leur volonté.* l. 1. Ch. 25.

Si l'on dit que chacun nait sujet à son Père, ou au Chef de sa famille; nous avons prouvé que la soumission dûë par un enfant à son Père, ne détruit point la liberté qu'il a toûjours de se joindre à la Société Politique qu'il juge à propos. Mais quoi-qu'il en soit, il est évident que ces gens dont il vient d'être fait mention, étoient actuellement libres; & quelque Supériorité que certains Politiques veuillent aujourd'hui placer dans quelques-uns d'entreux, il est constant qu'ils ne la reconnoissent ni ne se l'attribuent point; mais d'un commun con-

sentement ils sont tous égaux, jusqu'à ce que par le même consentement ils aient établi des gouverneurs sur eux-mêmes. Tellement que toutes leurs Sociétés politiques ont commencé par une union volontaire, & par un accord mutuel de personnes qui ont agi librement, dans le choix qu'ils ont fait de leurs gouverneurs, & de la forme du gouvernement.

IX. Je ne doute point que ceux qui vinrent de Sparte, avec *Palante*, & dont *Justin* fait mention, n'eussent assuré qu'ils avoient été des gens libres & indépendans, les uns au regard des autres; & qu'ils avoient établi un gouvernement, & s'y étoient soumis, par leur propre consentement. Ainsi, j'ai tiré de l'Histoire divers exemples de personnes libres & dans l'état de nature, qui s'étant assemblées, ont formé des Corps & des Sociétés. Et même, si parce que l'on ne pourroit produire sur ce sujet aucun exemple, on étoit en droit d'en tirer un argument pour prouver que le gouvernement n'a point commencé, ni n'a pû commencer de la manière que nous prétendons; je
crois

crois que les défenseurs de l'Empire Paternel feroient beaucoup mieux d'abandonner cette sorte de preuve, que d'y insister & de la pousser contre la liberté naturelle. Car quand même ils pourroient alléguer un grand nombre d'exemples tirés de l'Histoire, des gouvernemens qui auroient commencé par le Droit Paternel, & auroient été fondés là-dessus; quoi-qu'après-tout un argument, employé pour prouver par ce qui a été, ce qui devrait être de droit, ne soit pas d'une grande force; on peut, sans grand danger, accorder ce qu'ils avancent. Mais si je puis leur donner un conseil, je leur dirai qu'ils feroient mieux de ne pas rechercher trop l'origine des gouvernemens pour connoître comment ils ont commencé, *de facto*, de peur qu'ils ne trouvent dans la fondation de la plûpart quelque chose qui favorise peu leur dessein, & le pouvoir pour lequel ils combattent.

X. Mais pour conclure, puis que de nôtre côté il paroît, & bien clairement, que les hommes sont naturellement libres; & que les exemples pris de l'Histoire montrent que les gouver-

nemens du monde , qui ont commencé en paix , & ont été fondés de la manière que nous avons dit , ont été formés par le consentement des Peuples : il n'y peut plus avoir lieu de douter du droit & de la justice de ces sortes de gouvernemens , ni de l'opinion dans laquelle ont été les hommes à cet égard , & de la pratique qu'ils ont observée dans l'érection des Sociétés.

XI. Je ne veux pas nier , que si on pénètre bien avant dans l'Histoire , & qu'on monte aussi haut qu'il est possible , vers l'origine des Sociétés , on ne les trouve généralement sous le gouvernement & l'administration d'un seul homme. Je suis même fort disposé à croire , que quand une famille étoit assez nombreuse pour subsister & se soutenir d'elle même , & qu'elle continuoit à demeurer unie & séparée , sans se mêler avec d'autres , dans un tems , où il y avoit beaucoup de terres , & peu de peuples , le gouvernement commençoit & résidoit ordinairement dans le Père. Car le Père ayant , par les Loix de la Nature , le même pouvoir qu'avoit tout autre homme , de punir , comme

me il jugeoit à propos , la violation de ces Loix , pouvoit punir les fautes de ses Enfans, lors même qu'ils étoient hommes faits & hors de minorité : & il y a aparence qu'ils se soumettoient tous à lui & consentoient d'être punis tous par ses mains & par son autorité seule ; qu'ils se joignoient tous à lui dans le besoin , contre celui qui avoit fait quelque méchante action ; & que par là ils lui donnoient le pouvoir d'exécuter sa sentence pour punir quelque crime , & l'établissoient effectivement Législateur & Gouverneur de tous ceux qui demeuroient unis à sa famille. C'étoit sans doute la meilleure précaution & le meilleur parti qu'ils pouvoient prendre. L'affection paternelle ne pouvoit que prendre grand soin de ce qui appartenoit à chacun , & le mettre en sûreté. Et comme , dans leur enfance , ils avoient accoutumé d'obéir à leur Père ; ils trouvoient infailliblement qu'il étoit plus commode , plus aisé , & plus avantageux de se soumettre à lui , qu'il ne leur auroit été de se soumettre à quelque autre. Et certes , s'ils avoient besoin de quelqu'un qui les gouvernat , &

que des gens qui vivent ensemble ne puissent se passer qu'avec peine de quelque gouvernement; qui pouvoit le faire mieux que leur Père commun? à moins que sa négligence, sa cruauté, ou quelque autre défaut de l'esprit ou du corps ne l'en rendit incapable. Mais quand le Père venoit à mourir, & que le plus proche Héritier qu'il laissoit, n'étoit pas capable du gouvernement, faute d'âge, de sagesse & de prudence, de courage, ou de quelque autre qualité; ou bien lors que diverses familles convenoient de s'unir, & de continuer à vivre ensemble dans une même Société: il ne faut point douter qu'alors, tous ceux qui composoient ces familles, n'usassent pleinement de leur liberté naturelle, pour établir sur eux celui qu'ils jugeoient le plus capable de les gouverner. Conformément à cela, nous voyons que les peuples de l'Amérique, qui vivent éloignés des Epées des Conquistérans, & de la domination ambitieuse des deux grands Empires du Pérou & du Mexique, jouissent de leur naturelle liberté; quoi-que, *cæteris paribus*,

bus , ils préfèrent d'ordinaire l'héritier du Roi défunt. Cependant s'ils viennent à remarquer en lui quelque foiblesse , quelque défaut considérable , quelque incapacité essentielle , ils le laissent ; & ils établissent pour leur gouverneur , le plus vaillant & le plus brave d'entr'eux.

XII. Ainsi , quoi-qu'en remontant aussi haut que les monumens de l'Histoire des Nations le permettent , l'on trouve que dans le tems que le monde se peuploit , le gouvernement des peuples étoit entre les mains d'un seul ; cela ne détruit pourtant point ce que j'affirme , savoir que le commencement de la Société Politique dépend du consentement de chaque particulier , qui veut bien se joindre avec d'autres pour composer une Société ; en sorte que tous ceux qui y entrent , peuvent établir la forme de gouvernement qu'ils jugent à propos. Mais cela ayant donné occasion aux hommes de tomber dans l'erreur , & de s'imaginer que , par la Nature , le gouvernement est Monarchique , & appartient au Père ; il ne faut point oublier d'examiner pour-

quoï du commencement les peuples se sont attachés à cette forme de gouvernement-là. Dans la première institution des Communautés, la prééminence des Pères peut l'avoir produite, peut avoir été cause que tout le pouvoir a été remis entre les mains d'un seul : cependant il est clair, que ce qui obligea, dans la suite, de continuer à vivre dans la même forme de gouvernement, ne regardoit point l'autorité Paternelle ; puis que toutes les petites Monarchies, c'est-à-dire, presque toutes les Monarchies, proche de leur origine, ont été ordinairement, du moins par occasion, électives.

XIII. Premièrement donc, dans le commencement des choses, le Gouvernement des Pères ayant accoutumé leurs Enfants, dès leur bas âge, au gouvernement d'un seul homme, & leur ayant appris que lors qu'il étoit exercé avec soin & diligence, & avec affection, au regard de ceux qui y étoient soumis, il suffisoit pour protéger & procurer tout le bonheur qu'on pouvoit espérer raisonnablement ; il ne faut pas s'étonner, si les hommes se
sont

sont attachés à cette sorte de gouvernement, à laquelle ils avoient été accoutumés tous dès leur enfance, & qu'ils avoient outre cela trouvée, par l'expérience, aisée & sûre. A quoi si l'on ajoute, que la Monarchie étant quelque chose de simple, & qui se présente de soi-même à l'esprit des hommes, que ni l'expérience n'avoit instruit des formes du gouvernement, ni l'ambition ou l'insolence des Empires de se garder des malheurs de l'Autorité Suprême & des inconvéniens du Pouvoir Absolu, que la Monarchie, dans la succession des tems, devoit s'attribuer & s'exercer; on trouvera encore moins étrange, qu'ils ne se soient pas mis en peine de penser aux moyens de reprimer les entreprises outrées de ceux à qui ils avoient commis l'autorité, & de balancer le pouvoir du gouvernement, en mettant diverses parties de ce pouvoir en différentes mains. Ils n'avoient jamais senti l'oppression de la domination tyrannique: & les mœurs de leur tems, leurs possessions, leur manière de vivre, qui fournissoient peu de matière à l'avarice ou à l'ambition,

tion, ne leur faisoient point appréhender cette domination, & ne les obligeoient point de se précautionner contre elle. Ainsi, ce n'est pas merveille s'il ont établi cette forme de gouvernement, qui comme j'ai dit, non seulement s'offroit d'abord à l'esprit, mais étoit la plus nécessaire & la plus conforme à leur condition & à leur état présent. Car ils avoient bien plus besoin de défense contre les invasions & les attentats du dehors, que d'un grand nombre de Loix, de Gouverneurs, & d'Officiers, pour régler le dedans & punir les criminels, à cause qu'ils n'avoient alors que peu de biens propres, & qu'il y avoit peu d'entr'eux qui fissent tort aux autres. Comme ils s'étoient joints en Société volontairement & d'un commun accord, on ne peut que supposer qu'ils avoient de la bienveillance & de l'affection les uns pour les autres, & qu'il y avoit entr'eux une mutuelle confiance. Ils craignoient bien plus ceux qui n'étoient pas de leur Corps, qu'ils ne se craignoient les uns les autres : & par conséquent leur principal soin, & leur principale pensée étoit de se
met-

mettre à couvert de la violence du dehors ; & il leur étoit fort naturel d'établir entr'eux la forme de gouvernement qui pouvoit le plus servir à cette fin , & de choisir le plus sage & le plus brave , qui les conduisit dans leurs guerres , & les menât avec succès contre leurs ennemis , & qui en cela principalement fût leur Gouverneur.

XIV. Aussi voyons-nous que les Rois des Indiens dans l'Amérique, dont les manières & les coutumes doivent toujours être regardées comme un modèle de ce qui s'est pratiqué dans le premier âge du monde , en Asie & en Europe , pendant que les habitans de cette partie de la terre si éloignée des autres , ont été en petit nombre , & que ce petit nombre de gens , dans un Païs si grand , & le peu d'usage & de connoissance de l'argent monnoyé , ne les ont pas sollicités à étendre leurs possessions & leurs terres , ou à contester pour une étendue déserte de païs , n'ont été guères plus que Généraux de leurs Armées. Quoi-qu'ils commandent ab-

solument pendant la guerre ; cependant chez eux & en tems de paix , ils n'exercent qu'une domination fort petite , & n'ont qu'une Souveraineté fort modérée ; & les résolutions , au sujet de la paix & de la guerre , sont pour l'ordinaire les résolutions du Peuple , ou du Conseil. Du reste , la guerre elle même , qui ne s'accommode gueres de la pluralité des Généraux , fait tomber naturellement le commandement entre les mains des Rois seuls.

XV. Parmi le Peuple d'Israël lui-même , le principal emploi des Juges , & des premiers Rois , semble n'avoir consisté qu'à faire la fonction de Général , en tems de guerre , & à conduire les Armées. Cela paroît clairement , non seulement par cette expression si fréquente de l'Écriture , *sortir & revenir devant le Peuple* , ce qui étoit se mettre en marche pour la guerre , & revenir ensuite à la tête des Troupes , mais aussi particulièrement par l'Histoire de Jephthé. Les Ammonites faisant la guerre à Israël , les Galaadites , saisis de crainte , envoyèrent des députés à Jephthé qu'ils avoient chassé comme

me

me un bâtard de leur famille, & convinrent avec lui, qu'il seroit leur Gouverneur, à condition qu'il les secourût contre les Ammonites. * *Le Peuple l'établit sur soi pour Chef & pour Capitaine*: ce qui étoit, comme il semble, la même chose que Juge. † *Et Jephthé jugea Israël*, c'est-à-dire, fut son Général, *six ans*. De même, lors que Jotham reproche aux Sichémistes les obligations qu'ils avoient à Gédéon, qui avoit été leur Juge & leur Conducteur, il leur dit: § *Mon Père a combattu pour vous & a hazardé sa vie, & vous a délivrés des mains de Madian*. Il ne dit autre chose de lui, ainsi qu'on voit, sinon qu'il avoit agi comme un Général d'Armée a coutume de faire. Certainement, c'est tout ce qui se trouve dans son histoire, aussi-bien que dans l'histoire du reste des Juges. Abimelec particulièrement est apellé Roi, quoi que, tout au plus, il ne fut que Général. Et lors que les Enfans d'Israël étant las de la mauvaise conduite des fils de ¶ Samuel, désirèrent avoir un Roi, *comme toutes les nations, qui les jugeât* ;

* Jug. XI. 11. † Jug. XII. 7. § Jug. IX. 17.
¶ I. Sam. VIII. 20.

& sortit devant eux & conduisit leurs guerres, & que Dieu leur accorda ce qu'ils souhaitoient avec tant d'ardeur, il dit à Samuel : * *Je t'envoyerai un homme, & tu l'oindras pour être Capitaine de mon Peuple Israël ; & il délivrera mon Peuple des mains des Philistins :* comme si toute l'occupation & tout l'emploi du Roi des Israélites ne consistoit qu'à conduire leurs armées & à combattre pour leur défense. Aussi lors que Saül fut sacré, Samuel, en versant une phiole d'huile sur lui, lui déclara que † *le Seigneur l'avoit oint sur son Héritage, pour en être le Capitaine.* C'est par la même raison & dans les mêmes vûës, que ceux qui, après que Saül eut été choisi solennellement, & salué Roi par les Tribus, à Mispah, étoient fachés qu'il fut leur Roi, ne firent d'autre objection que celle-ci § *Comment nous délivrerait cet homme ?* Comme s'ils avoient dit : Cet homme n'est pas propre pour être nôtre Roi, il n'a pas assez d'adresse, d'habileté, de conduite, de capacité pour nous défendre. Quand Dieu encore résolut de transferer le gouver-

* IX. 16. † X. I. § V. 27.

gouvernement & de le donner à David, Samuel parla à Saül de cette sorte : * *Mais maintenant ton règne ne sera point affermi. Le Seigneur s'est choisi un homme selon son cœur ; & le Seigneur lui a commandé d'être Capitaine de son Peuple : comme si toute l'autorité royale n'étoit autre chose que l'autorité de Général. Aussi, lors que les Tribus qui avoient demeuré attachées à la famille de Saül , après sa mort , & s'étoient oposées de tout leur pouvoir au règne de David , allèrent en Hebron enfin , pour faire hommage à David , elles alléguèrent entre les motifs qui les obligeoient de se soumettre à lui & de reconnoître son autorité , qu'il étoit effectivement leur Roi , du tems même de Saül , & qu'ainsi il n'y avoit nulle raison de ne le pas recevoir & considérer comme leur Roi , dans le tems & les circonstances où ils se trouvoient. † Par ci-devant , quand Saül étoit Roi sur nous , tu étois celui qui menois & ramenois Israël : & le Seigneur t'a dit , Tu paûras mon Peuple d'Israël , & seras Capitaine d'Israël.*

XVI. Soit donc qu'une famille, par
degrez

* XIII. 34. † 2. Sam. V. 2.

degrez, ait formé une communauté ; & que l'autorité Paternelle ayant été continuée, & ayant passé à l'aîné, & chacun, à son tour, l'ayant exercée, chacun aussi s'y soit soumis tacitement, sur-tout cette facilité, cette égalité, cette bonté qui se trouvoient dans ceux qui composoient une même famille, empêchant que personne ne pût être offensé ; jusques à ce que le tems ait eû confirmé cette autorité, & ait fondé un droit de succession, soit que diverses familles, ou les descendans de diverses familles, que le hazard, le voisinage, ou les affaires avoient ramassées, se soient par ce moyen jointes en Société ; le besoin d'un Général dont la conduite & la valeur pût les défendre contre leurs ennemis, dans la guerre, & la grande confiance que l'innocence & la sincérité de ces pauvres, mais vertueux tems, tels qu'ont été presque tous ceux qui ont donné naissance aux gouvernemens qui ont été jamais dans le monde, faisoient prendre aux gens les uns dans les autres, ont engagé les premiers Instituteurs des Communautés à remettre généra-

généralement le gouvernement entre les mains d'un seul. Le bien public, la sûreté, les fins des Communautés obligent d'en user de la sorte, dans l'enfance, pour ainsi dire, des Sociétés & des Etats. Et certes, si l'on n'avoit pratiqué cela, les nouvelles, les jeunes Sociétés n'auroient pû subsister longtemps. Sans ces Pères sages & affectionnés, dont nous avons parlé tant de fois, sans les soins de ces Gouverneurs établis, tous les Gouvernemens auroient bientôt fondu & été détruits dans la foiblesse & les infirmités de leur enfance; le Prince & le Peuple auroient péri tous ensemble dans peu de tems.

XVII. Le premier âge du monde étoit un âge d'or. L'ambition, l'avarice, *amor sceleratus habendi*, les vices qui règnent aujourd'hui, n'avoient pas encore corrompu les esprits des hommes, dans ce bel âge, & ne leur avoient pas donné de fausses idées au sujet du pouvoir des Princes, & des Gouverneurs. Comme il y avoit beaucoup plus de vertu, les Gouverneurs y étoient beaucoup meilleurs, & les Sujets moins vicieux. En ce tems-là les Gouverneurs

neurs & les Magistrats, d'un côté, n'étoient pas leur pouvoir & leurs privilèges, pour opprimer le Peuple; ni, de l'autre, le Peuple ne se plaignoit point des privilèges & de la conduite des Gouverneurs & des Magistrats, & ne s'efforçoit point de diminuer ou de réprimer leur pouvoir : ainsi il n'y avoit entr'eux nulle contestation au sujet du gouvernement. Mais lors que l'ambition, la luxure, & l'avarice, dans les Siècles suivans, ont voulu retenir & accroître le pouvoir, sans se mettre en peine de considérer comment & pour quelle

Dans le commencement, lors que quelque sorte de gouvernement fut formée, il peut être arrivé qu'on n'ait fait autre chose, que de remettre tout à la sagesse & à la discrétion de ceux qui étoient choisis pour Gouverneurs. Mais ensuite, par l'expérience, les hommes ont reconnu que ce Gouvernement auquel ils se trouvoient soumis, étoit sujet à toutes sortes d'inconvéniens, & que ce qu'ils avoient établi pour remédier à leurs maux, ne faisoit que les augmenter; & ont dit que, vivre selon la volonté d'un seul homme, c'est la cause & la source de toutes les misères. C'est pourquoi, ils ont fait des Loix dans lesquelles chacun pût contempler & lire son devoir, & connoître les peines que méritent ceux qui les violent. Hooker Eccl. Pol. l. I. §. 10

quelle fin il avoit été commis , & que la flaterie s'y étant mêlée , a appris aux Princes à avoir des interêts distincts & séparés de ceux du Peuple ; on a crû qu'il étoit nécessaire d'examiner , avec plus de soin , l'origine & les droits du gouvernement , & de tâcher de trouver des moyens de réprimer les excez & de prévenir les abus de ce pouvoir , qu'on avoit , pour son propre bien , confié à d'autres , & qu'on voyoit pourtant n'être employé qu'à faire du mal à ceux qui l'avoient ainsi remis.

XVIII. Ainsi, nous voyons combien il est probable que les hommes , qui étoient naturellement libres , & qui , par leur propre consentement , se sont soumis au gouvernement de leurs Pères , ou se sont joints ensemble , pour faire de diverses familles un seul & même corps , ont remis le gouvernement entre les mains d'un seul , sans limiter , par des conditions expresses , ou régler son pouvoir , qu'ils croyoient être assez en seureté & devoir conserver assez sa justice & sa droiture dans l'honnêteté & dans la prudence de celui qui avoit été élu. Il ne leur étoit ja-

jamais monté dans l'esprit que la Monarchie fût, *jure divino*, de droit divin; on n'avoit jamais entendu parler de rien de semblable, avant que ce grand mystère eut été révélé par la Théologie de ce dernier Siècle. Ils ne regardoient point non plus le pouvoir paternel comme un droit à la domination, ou comme le fondement de tous les gouvernemens. Il suffit donc de reconnoître, que les lumières que l'Histoire nous peut fournir sur ce point, nous obligent de conclure que tous les commencemens paisibles des gouvernemens ont eû pour cause le consentement des Peuples. Je dis les commencemens *paisibles*, parce que j'aurai occasion, dans un autre endroit, de parler des Conquêtes, que quelques-uns estiment être des causes du commencement des gouvernemens.

XIX. L'autre Objection que je trouve être faite contre le commencement des Sociétez Politiques, tel que je l'ai représenté, est celle-ci; Que tous les hommes étant nés sous quelque gouvernement, il est impossible qu'aucun d'eux ait jamais été libre, ait jamais

mais eût la liberté de se joindre à d'autres pour en commencer un nouveau , ou qu'il ait jamais pû ériger un légitime gouvernement. Si cet argument est bon , je demande comment sont devenuës légitimes les Monarchies dans le monde ? Certes , si quelqu'un peut me montrer un homme , dans quelque Siècle , qui ait été en liberté de commencer une Monarchie légitime ; je lui en montrerai dix autres , qui , dans le même tems auront la liberté & le pouvoir de s'unir , & de commencer un nouveau gouvernement sous la forme Royale , ou sous quelque autre forme. N'est-ce pas une démonstration évidente , que si quelqu'un né sous la domination d'un autre , a été si libre , que d'avoir droit de commander aux autres , dans un Empire nouveau & distinct , tous ceux qui sont nés sous la domination d'autrui , peuvent avoir été aussi libres , & être devenus , par la même voye , les Gouverneurs, ou les sujets d'un gouvernement distinct & séparé ? Et ainsi , par le propre principe de ceux qui font l'objection , ou bien tous les hommes

mes

mes sont nés libres à cet égard, ou il n'y a qu'un seul légitime Prince & un seul Gouvernement juste dans le monde. Qu'ils ayent la bonté de nous marquer & indiquer simplement quel il est : je ne doute point que tout le monde ne soit d'abord disposé à lui faire hommage, à s'y soumettre, & à lui obéir.

XX. Encore que cette réponse, qui fait voir que l'objection jette ceux qui la proposent, dans les mêmes difficultés où ils veulent jeter les autres, puisse suffire ; je tâcherai néanmoins de découvrir un peu mieux la foiblesse de l'argument des Adversaires.

Tous les hommes ; disent-ils , sont nés sous un gouvernement ; & par cette raison ils ne sont point dans la liberté d'en instituer aucun nouveau. Chacun naît sujet de son Père , ou de son Prince ; & par conséquent chacun est dans une perpétuelle obligation de sujettion & de fidélité. Il est clair que jamais les hommes n'ont considéré aucune telle naturelle sujettion , dans laquelle ils soient nés , au regard de leurs Pères,
ou

ou au regard de leurs Princes , comme quelque chose qui les obligeoit , sans leur propre consentement , à se soumettre à eux , ou à leurs héritiers.

XXI. Car il n'y a pas dans l'Histoire , soit sacrée , soit profane , de plus fréquens exemples , que de gens qui se sont retirés de l'obéissance & de la juridiction sous laquelle ils étoient nés , & de la Famille , ou de la Communauté dans laquelle ils avoient pris naissance & avoient été nourris , & qui ont établi de nouveaux gouvernemens en d'autres endroits. C'est ce qui a produit un si grand nombre de petites Sociétez au commencement des Siècles ; lesquelles se répandirent peu à peu en différens lieux , & se multiplièrent autant que l'occasion s'en présenta & qu'il se trouva de place pour les contenir ; jusques à ce que les plus forts engloutirent les plus foibles ; & qu'ensuite les plus grands Empires ayent été brisés , & mis en pièces , & se soient dissous en diverses petites dominations. Or , toutes ces choses sont de puissans témoignages contre la Souveraineté paternel-

nelle , & prouvent clairement que ce n'a point été un droit naturel du Père , qui soit descendu à ses Héritiers, qui ait fondé les gouvernemens dans le commencement du monde ; puis qu'il est impossible , sur ce fondement-là , qu'il y ait eû tant de petits Royaumes , & qu'il ne devroit s'y être trouvé qu'une seule Monarchie universelle , s'il est vrai que les hommes n'aient pas eû la liberté de se séparer de leurs familles , & de leur gouvernement, quel qu'il ait été , & d'ériger des Communautéz distinctes , & d'autres gouvernemens , tels qu'ils jugeoient à propos.

XXII. Ça été la pratique du monde , depuis son commencement jusqu'à ce jour : & aujourd'hui ceux qui sont nés sous un gouvernement établi & ancien , ont autant de droit & de liberté qu'on en ait jamais eû , & qu'ils en pussent avoir , s'ils étoient nés dans un désert , dont les habitans ne reconnussent nulles Loix , & ne véussent sous aucuns réglemens. Je dis cela parce que ceux qui veulent nous persuader que ceux qui sont
nés

nés sous un gouvernement, y sont naturellement sujets, & n'ont plus de droit & de prétention à la liberté de l'état de nature, ne produisent d'autre raison, si l'on excepte celle qu'ils tirent du pouvoir paternel, à laquelle nous avons déjà répondu, ne produisent, dis-je, d'autre raison que celle-ci, savoir que nos Pères ayant renoncé à leur liberté naturelle, & s'étant soumis à un gouvernement, se sont mis & ont mis leurs descendans dans l'obligation d'être perpétuellement sujets à ce gouvernement-là. J'avouë qu'un homme est obligé d'exécuter & accomplir les promesses qu'il a faites pour soi, & de se conduire conformément aux engagemens dans lesquels il est entré: mais il ne peut, par aucune convention, lier ses Enfans, ou sa Postérité. Car un fils, lors qu'il est majeur, étant aussi libre que son Père ait jamais été; aucun acte du Père ne peut non plus ravir au fils la liberté, qu'aucun acte d'aucun autre homme peut faire. Un Père peut, à la vérité, attacher certaines conditions aux terres dont il jouit, en qualité

H

de

de sujet d'une Communauté, & obliger son fils à être membre de cette Communauté, s'il veut jouir, comme lui, des possessions de ses Pères : la raison de cela est que, les biens qu'un Père possède étant ses biens propres, il en peut disposer comme il lui plaît.

XXIII. Or cela a donné occasion de se méprendre généralement sur cette matière. Car les Communautez ne permettant point qu'aucunes de leurs terres soient démembrées, & voulant qu'elles ne soient toutes possédées que par ceux qui sont de la Communauté, un fils ne peut d'ordinaire jouir des possessions de son Père, que sous les mêmes conditions, sous lesquelles son Père en a joui, c'est-à-dire, qu'en devenant membre de la même Société, & se soumettant par conséquent au gouvernement qui y est établi, tout de même que tout autre sujet de cette Société-là. Ainsi, le consentement d'hommes libres, nés dans une Société, lequel seul est capable de les en faire membres, étant donné séparément par chacun à son tour, selon qu'il vient en âge, & non par une multitude de personnes assem-

assemblées; le Peuple n'y prend point garde, & pensant ou que cette sorte de consentement ne se donne point, ou que ce consentement n'est point nécessaire, il conclut que tous sont naturellement sujets, et tant qu'hommes.

XXIV. Il est manifeste que les Gouvernemens eux-mêmes conçoivent & considèrent la chose autrement. Ils ne prétendent point avoir de pouvoir sur le fils, parce qu'ils en ont sur le Père; & ils ne regardent point des enfans comme leurs sujets, sur ce fondement, que leurs Pères le sont. Si un sujet d'Angleterre a, en France, un enfant, d'une femme Angloise; de qui sera sujet cet enfant? Non du Roi d'Angleterre; car auparavant il faut qu'il obtienne la permission d'avoir part à ce Privilège: non du Roi de France; car alors son Père a la liberté de l'em-mener en un autre país & de l'élever comme il lui plaît. Et qui, je vous prie, a jamais été regardé comme un traître ou un déserteur, pour avoir pris naissance dans un país, de Parens qui y étoient étrangers, & avoir vécu dans un autre? Il est donc clair, par la pra-

tique des Gouvernemens eux-mêmes ,
aussi bien que par les Loix de la droite
Raison , qu'un enfant ne naît sujet
d'aucun païs , ni d'aucun gouverne-
ment. Il demeure sous la tutelle & l'au-
torité de son Père , jusques à ce qu'il
soit parvenu à l'âge de discrétion : alors
il est homme libre , il est dans la liberté
de choisir le gouvernement sous lequel
il trouve bon de vivre , & de s'unir
au Corps Politique qui lui plait le plus.
En effet , si le fils d'un Anglois , né en
France , est dans cette liberté-là , &
peut en user de la sorte , il est évident
que de ce que son Père est sujet de ce
Royaume , il ne s'ensuit point qu'il
soit obligé de l'être. Si le Père même
a des engagemens à cet égard , ce n'est
point à cause de quelque traité qu'a-
yant fait ses Ancêtres. Pourquoi donc
son fils , par la même raison , n'aura-t-il
pas la même liberté que lui , quand
même il seroit en quelque autre lieu
que ce fût ; puis que le pouvoir qu'un
Père a naturellement sur son enfant , est
le même par tout , en quelque lieu
qu'il naisse , & que les liens des obli-
gations naturelles ne sont point ren-
fer-

fermés dans les limites positives des Royaumes & des Communautés ?

XXV. Chacun étant naturellement libre, ainsi qu'il a été montré, & rien n'étant capable de le mettre sous la sujétion d'aucun autre pouvoir en la terre, que son propre consentement : il faut considérer ce qui peut être une déclaration suffisante du consentement d'un homme, pour le rendre sujet aux Loix de quelque gouvernement. On distingue communément entre un consentement exprès, & un consentement tacite : & cette distinction fait à notre sujet. Personne ne doute que le consentement exprès de quelqu'un qui entre dans une Société, ne le rende parfait membre de cette Société-là, & sujet du gouvernement auquel il s'est soumis. La difficulté est de savoir ce qui doit être regardé comme un consentement tacite, & jusqu'où il oblige & lie, c'est-à-dire, jusqu'où quelqu'un peut être censé avoir consenti, & s'être soumis à un gouvernement, quoi qu'il n'ait pas proferé une seule parole sur ce sujet. Je dis, que tout homme qui a

quelque possession , qui jouit de quelque terre & de quelque bien qui est de la domination d'un gouvernement , donne par là son consentement tacite , & est autant obligé d'obéir aux Loix de ce gouvernement , pendant qu'il jouit des biens qui y sont contenus , qu'aucun de ceux qui s'y trouvent soumis , puisse être. Si ce qu'il possède , est une terre , qui appartient à lui , & à ses héritiers , ou une maison où il n'ait à loger qu'une semaine ; ou s'il voyage simplement & librement dans les grands chemins , en un mot s'il est dans les territoires d'un gouvernement , il doit être regardé comme ayant donné son consentement tacite , & comme s'étant soumis aux Loix de ce gouvernement-là.

XXVI. Pour comprendre encore mieux ceci , il est à propos de considérer , que chacun , du commencement , lors qu'il s'est incorporé à quelque Communauté , a , en même tems , par cette démarche , annexé & soumis à cette Communauté les possessions qu'il a , ou qu'il pourra aquerir , pourvû qu'elles n'appartiennent point déjà à quelque autre gouvernement. En effet , ce seroit une contradiction manifeste , que

de dire qu'un homme entre dans une Société pour la sûreté & l'établissement de ses biens propres ; & de supposer, en même tems, que ses biens, que ses terres dont la propriété est réglée & établie par les Loix de la Société, soient exemptes de la juridiction du gouvernement, à laquelle & le propriétaire & la propriété sont soumis. C'est pourquoi, par le même acte par lequel quelqu'un unit sa personne, qui étoit auparavant libre, à quelque Communauté, il y unit pareillement ses possessions, qui étoient auparavant libres ; & la personne & les possessions deviennent également sujettes au gouvernement & à la domination de cette Communauté. Quiconque donc désormais poursuit la permission de la possession de quelque héritage ou jouit autrement de quelque partie de terre annexée, & soumise au gouvernement de cette Société, doit prendre ce bien-là sous la condition sous laquelle il se trouve, qui est d'être soumis au gouvernement de cette Société, sous la juridiction de laquelle il est, aussi-bien que puisse être aucun sujet du même gouvernement.

XXVII. Mais si le gouvernement n'a de juridiction directe que sur les terres, & sur les possesseurs considérés précisément comme possesseurs, c'est-à-dire, comme des gens qui possèdent des biens & habitent dans une Société, mais qui ne s'y sont pas encore incorporés; l'obligation où ils sont, par la vertu des biens qu'ils possèdent, de se soumettre au gouvernement qui y est établi, commence & finit avec la jouissance de ces biens. Tellement que toutes les fois que des propriétaires de cette nature, qui n'ont donné qu'un consentement tacite au gouvernement, veulent par donation, par vente, ou autrement, quitter leurs possessions, ils sont en liberté de s'incorporer à une autre Communauté; ou de convenir avec d'autres pour en ériger une nouvelle, *in vacuis locis*, en quelque endroit du monde qui soit libre & sans possesseur. Mais si un homme a, par un accord actuel & par une expresse déclaration, donné son consentement, pour être de quelque Société; il est perpétuellement & indispensablement obligé d'en être, & y doit être constamment sou-

soumis toute sa vie , & ne peut rentrer dans l'état de nature ; à moins que , par quelque calamité , le gouvernement ne vint à se dissoudre.

XXVIII. Mais se soumettre aux Loix d'un païs , vivre paisiblement , & jouir des privilèges & de la protection de ce païs , ces choses ne rendent point un homme membre de la Société qui y est établie : ce n'est qu'une protection locale , & qu'un hommage local , qui doivent se trouver entre des gens qui ne sont point en état de guerre. Mais cela ne rend pas plus un homme membre & sujet perpétuel d'une Société , qu'un autre le seroit de quelqu'un dans la famille duquel il trouveroit bon de demeurer quelque tems , encore que pendant qu'il continueroit à y être , il fût obligé de se conformer aux réglemens qu'on y suivroit. Aussi voyons-nous que les Etrangers , qui passent toute leur vie dans d'autres Etats que ceux dont ils sont sujets , & jouissent des privilèges & de la protection qu'on y accorde , quoi-qu'ils soient tenus , même en conscience , de se soumettre à l'administration qui y est établie , ne devien-

ment point néanmoins par-là sujets ou membres de ces Etats. Rien ne peut rendre un homme membre d'une Société, qu'une entrée actuelle, qu'un engagement positif, que des promesses & des conventions expressees. Or voilà ce que je pense touchant le commencement des Societez Politiques, & touchant ce consentement qui rend quelqu'un membre d'une Société.

CH A P I T R E VIII.

Des fins de la Société & du Gouvernement Politique.

I. **S**I l'homme, dans l'état de nature, est aussi libre que j'ai dit, s'il est le Seigneur absolu de sa personne & de ses possessions, égal au plus grand, & sujet à personne : d'où vient qu'il se dépouille de sa Liberté ; de cet Empire, & se soumet à la domination & à l'inspection d'aucun autre Pouvoir ? Il est aisé de répondre, qu'encore, que dans l'état de nature, l'homme ait un tel droit que nous avons posé,

fé, la jouïſſance de ce droit eſt pourtant fort incertaine, & expoſée ſans ceſſe à l'invaſion d'autrui. Car tous les hommes étant Rois, tous étant égaux, & la plûpart peu exacts obſervateurs de l'équité & de la juſtice; la jouïſſance d'un bien propre, dans cet état, eſt mal-aſſurée, & ne peut gueres être tranquille. C'eſt ce qui oblige les gens de quitter cette condition, laquelle, quelque libre qu'elle ſoit, eſt pleine de crainte, & expoſée à de continuelſ dangers: & cela fait voir que ce n'eſt pas ſans raiſon qu'ils recherchent la Société, & qu'ils ſouhaitent de ſe joindre avec d'autres qui ſont déjà unis, ou qui ont deſſein de ſ'unir & de compoſer un Corps pour la conſervation mutuelle de leurs Vies, de leurs Libertez, & de leurs Biens; choſes que j'appelle, par un nom général, Propriétez.

II. C'eſt pourquoi, la plus grande & la principale fin que ſe propoſent les hommes, lors qu'ils ſ'uniſſent à une Communauté, & ſe ſoumettent à un Gouvernement, c'eſt de conſerver leurs Propriétez, pour la conſervation deſ-

quelles bien des choses manquent dans l'état de Nature.

III. Premièrement, il y manque des Loix établies, connues, reçues & approuvées, d'un commun consentement, comme l'Etendard du droit & du tort, de la justice & de l'injustice, & comme une commune mesure qui pût terminer les différends qui s'éleveroient. Car bien que les Loix de la Nature soient claires & intelligibles à toutes les créatures raisonnables; cependant les hommes étant poussés par leur intérêt, aussi-bien qu'ignorans au regard de ces Loix, faute de les étudier, ne sont gueres disposés, lors qu'il s'agit de quelque cas particulier qui les concerne, à considérer les Loix de la Nature, comme des choses qu'ils sont très-étroitement obligés d'observer.

IV. En second lieu, dans l'état de nature manque un juge reconnu, qui ne soit pas partial, & qui ait l'autorité de terminer tous les différends, conformément aux Loix établies. Car, dans cet état-là, chacun étant juge & revêtu du pouvoir de faire exécuter
les

les Loix de la Nature, & d'en punir les infraçteurs ; & les hommes étant partiaux , principalement lors qu'il s'agit d'eux-mêmes & de leurs intérêts : la passion & la vengeance sont fort propres à les porter bien loin ; à les jeter dans de grandes extrêmités & à leur faire commettre bien des injustices : il sont fort ardens lors qu'il s'agit de ce qui les regarde , mais fort négligens & fort froids , lors qu'il s'agit de ce qui concerne les autres : or c'est la source d'une infinité d'injustices & de désordres.

V. En troisième lieu , dans l'état de nature, manque souvent un Pouvoir qui soit capable d'appuyer & de soutenir une Sentence donnée, & de l'exécuter. Ceux qui ont commis quelque crime , employent d'abord , lors qu'ils peuvent , la force , pour soutenir leur injustice ; & la résistance qu'ils font , rend quelquefois la punition dangereuse , & mortelle même à ceux qui entreprennent de la faire.

VI. Ainsi , les hommes nonobstant tous les privilèges de l'état de nature , ne laissant pas d'être dans une fort fâcheuse condition , tandis qu'ils demeurent

rent dans cet état là , font vivement poussés à vivre en Société. De là vient que nous voyons rarement, qu'un certain nombre de gens vivent quelque tems ensemble en cet état. Les inconvéniens auxquels ils s'y trouvent exposés , par l'exercice irrégulier & incertain du pouvoir que chacun a de punir les crimes des autres , les contraignent de chercher , dans les Loix établies d'un gouvernement , un asyle & la conservation de leurs Propriétez. C'est cela , c'est cela précisément qui porte chacun à se défaire , de si bon cœur , du pouvoir qu'il a de punir , à en commettre l'exercice à celui qui a été élu & destiné pour l'exercer , & à se soumettre à ces réglemens que la Communauté , ou ceux qui ont été autorisés par elle , auront trouvé bon de faire. Et en cela nous avons le droit original & la source & du Pouvoir législatif , & du Pouvoir exécutif , aussi-bien que des Sociétez & des Gouvernemens même.

VII. Car , dans l'état de nature , un homme , outre la liberté de jouir des plaisirs innocens , a deux sortes de Pou-

Pouvoirs. Le premier est, de faire tout ce qu'il trouve à propos pour sa conservation, & pour la conservation des autres, suivant l'esprit & la permission des Loix de la Nature, par lesquelles Loix, communes à tous, lui & les autres hommes font une Communauté, composent une Société qui les distingue du reste des créatures: & n'étoit la corruption des gens dépravés, on n'auroit besoin d'aucune autre Société, il ne seroit point nécessaire que les hommes se séparassent, & abandonnassent la Communauté naturelle, pour en composer de plus petites. L'autre pouvoir qu'un homme a dans l'état de nature, c'est de punir les crimes commis contre les Loix. Or il se dépouille de l'un & de l'autre, lors qu'il se joint à une Société particulière & politique, lors qu'il s'incorpore à une Communauté distincte de celle du reste du Genre-Humain.

VIII. Le premier pouvoir, qui est de faire tout ce qu'on juge à propos pour sa propre conservation & pour la conservation du reste des hommes, on s'en dépouille, afin qu'il soit réglé & ad-

administré par les Loix de la Société, de la manière que la Conservation de celui qui vient à s'en dépouiller, & de tous les autres membres de cette Société, le requiert : & ces Loix de la Société resserrent en plusieurs choses la liberté qu'on a par les Loix de la Nature.

IX. On se défait aussi de l'autre pouvoir, & l'on engage toute sa force naturelle, qu'on pouvoit auparavant employer, de son autorité seule, pour faire exécuter les Loix de la Nature, comme on le trouvoit bon : on se défait, dis-je, de ce second pouvoir, & de cette force naturelle, pour assister & fortifier le pouvoir exécutif d'une Société, selon que ses Loix le demandent. Car un homme étant alors dans un nouvel Etat, dans lequel il jouit des commoditez & des avantages du travail, de l'assistance, & la Société des autres qui sont dans la même Communauté, aussi-bien que de la protection de l'entière puissance du Corps Politique, est obligé de se dépouiller de la liberté naturelle qu'il avoit de songer & pourvoir à lui-même ; où, il est obli-

obligé de s'en dépouiller , autant que le bien , la prospérité , & la sûreté de la Société à laquelle il s'est joint , le requièrent : cela est non seulement nécessaire , mais juste , puis que les autres membre de la Société pratiquent le même.

X. Cependant , quoi-que les gens qui entrent dans une Société , remettent l'égalité , la liberté , & le pouvoir qu'ils avoient dans l'état de Nature , entre les mains de la Société , afin que l'autorité législative en dispose de la manière qu'elle trouvera bon , & que le Bien de la Société requerra ; ces gens là néanmoins , en remettant ainsi leurs privilèges naturels , n'ayant d'autre intention que de pouvoir mieux conserver leurs personnes , leurs libertez , leurs propriétés (car enfin , on ne sauroit suposer que des créatures raisonnables changent leur condition dans l'intention d'en avoir une plus mauvaise) le pouvoir de la Société ou de l'Autorité Législative établi par eux , ne peut jamais être suposé devoir s'étendre plus loin que le bien Public le demande : ce pouvoir se doit reduire à
mettre

mettre en sûreté & à conserver les propriétés de chacun, en remédiant à ces trois défauts dont il a été fait mention cy-dessus, & qui rendoient l'état de nature si dangereux & si incommode. Ainsi, qui que ce soit qui ait le pouvoir Législatif ou Souverain d'une Communauté, il est obligé de gouverner par les Loix établies, & connues du Peuple, non par des décrets arbitraires & formés sur le champ; d'établir des Juges désintéressés & équitables qui décident les différends par ces Loix; d'employer les forces de la Communauté au dedans, seulement pour faire exécuter ces Loix, ou au dehors pour prévenir ou réprimer les injures étrangères, mettre la Communauté à couvert des courses & des invasions: & en tout cela de ne se proposer d'autre fin que la tranquillité, la sûreté, le bien du Peuple.

C H A P I T R E IX.

Des Formes des Sociétez.

I. **L**E plus grand nombre, comme il a été déjà montré, ayant, parmi ceux qui sont unis en Société, le pouvoir entier du Corps Politique, peut employer ce pouvoir, à faire des Loix, de tems en tems, pour la Communauté, & à faire exécuter ces Loix par des Officiers destinés par ce grand nombre, à cela : & alors la forme du gouvernement est une véritable Démocratie : Il peut aussi remettre entre les mains de peu de Personnes choisies, & de leurs Héritiers ou Successeurs, le pouvoir de faire des Loix ; & alors c'est une Oligarchie : ou le remettre entre les mains d'un seul ; & alors c'est une Monarchie. Si le pouvoir est remis entre les mains d'un seul & de ses Héritiers, c'est une Monarchie Héréditaire : s'il lui est commis seulement à vie, & à condition qu'après sa mort le pouvoir retournera à ceux qui l'ont donné, & qu'ils nommeront un Successeur ; c'est une

une Monarchie Elective. Il est dans la liberté d'une Société de former & établir un gouvernement de la manière qu'il lui plaît, de le combiner, de le mêler des différentes sortes que nous avons marquées, comme elle juge à propos. Que si le Pouvoir Législatif a été donné par le plus grand nombre, à une personne ou à plusieurs, seulement à vie, ou pour un tems autrement limité; quand ce tems-là a fini, le Pouvoir Souverain retourne à la Société; & quand il y est retourné de cette manière, la Société en peut disposer comme il lui plaît, & le remettre entre les mains de ceux qu'elle trouve bon, & ainsi établir une nouvelle forme de gouvernement.

II, Par une Communauté ou un Etat, il ne faut donc point entendre, ni une Démocratie, ni aucune autre forme précise de gouvernement, mais bien en général une Société indépendante, que les Latins ont très-bien désignée, par le mot *Civitas*, & qu'aucun mot de nôtre langue ne sauroit mieux exprimer que celui d'Etat.

CHA-

C H A P I T R E X.

De l'Etendue du Pouvoir Législatif.

I. **L**A grande fin que se proposent ceux qui entrent dans une Société, étant de jouir de leurs Propriétés, en sûreté & en repos; & le meilleur moyen qu'on puisse employer, par rapport à cette fin, étant d'établir des Loix dans cette Société: la première & fondamentale Loi positive de tous les Etats, c'est celle qui établit le Pouvoir Législatif, lequel, aussi bien que les Loix fondamentales de la Nature, doit tendre à conserver la Société, &, autant que le bien public le peut permettre, chaque membre, & chaque personne qui la compose. Ce Pouvoir Législatif n'est pas seulement le Suprême Pouvoir de l'Etat, mais encore est sacré & ne peut être ravi à ceux à qui il a été une fois remis. Il n'y a point d'Edit de qui que ce soit, & de quelque manière qu'il soit conçu, ou par quelque pouvoir qu'il soit appuyé, qui soit légitime & ait force de Loi, s'il n'a

n'a été fait & donné par cette Autorité Législative que la Société a choisie & établie : sans cela une Loi ne sauroit avoir ce qui est absolument nécessaire à une Loi , savoir le consentement de la Société , à laquelle nul n'est en droit de proposer des Loix à observer, qu'en vertu du consentement de cette Société , & en conséquence du pouvoir qu'il a reçu d'elle. C'est pourquoi , toute la plus grande obligation où l'on peut être de témoigner de l'obéissance , n'est fondée que sur ce Pouvoir Suprême , qui a été remis à certaines personnes , & sur ces Loix qui ont été faites

Le pouvoir de faire des Loix & de les proposer à observer à toute une Société Politique , appartenant si parfaitement à toute la même Société ; si un Prince ou un Potentat , quel qu'il soit sur la terre , exerce ce pouvoir , de lui même , sans une commission expresse , reçue immédiatement & personnellement de Dieu , ou bien par l'autorité dérivée du consentement de ceux à qui il impose des Loix , ce n'est autre chose qu'une pure tyrannie. Il n'y a de Loix légitimes que celles que l'approbation publique a rendues telles. Hooker Eccl. Pol. l. 1. §. 1.

C'est pourquoi nous remarquerons sur ce point , que puis qu'il n'y a personne qui ait naturellement un plein & parfait pouvoir de commander toute une

tes par ce Pouvoir. De même, aucuns Sermens prêtés à un Pouvoir étranger, quel qu'il soit, ni aucun pouvoir domestique ou subordonné, ne peuvent décharger aucun membre de l'Etat, de l'obéissance qui est dûë au Pouvoir Législatif agissant conformément à l'autorité qui lui a été donnée, ni l'obliger à faire aucune démarche contraire à ce que les Loix prescrivent : étant ridicule de s'imaginer, que quelqu'un pût être obligé, en dernier ressort, d'obéir au Pouvoir d'une Société, lequel ne seroit pas suprême.

II. Encore que le Pouvoir Législatif, soit qu'on l'ait remis à une seule personne, ou à plusieurs ; pour toujours, ou seulement pour un tems & par intervalles : encore, dis-je, que ce Pouvoir soit le Suprême Pouvoir d'un Etat

une multitude Politique de gens ; nous pouvons, si nous n'avons point donné nôtre consentement, demeurer libres & sans être soumis au commandement d'aucun homme qui vive. Mais nous consentons de recevoir des ordres, lors que cette Société, dont nous sommes membres, a donné son consentement quelque tems auparavant, sans l'avoir révoqué quelque tems après par un semblable accord universel.

Les Loix humaines donc, de quelque nature qu'elles soient, sont valables par le consentement. Ibid.

Etat : néanmoins , premièrement , il n'est , ni ne peut être absolument arbitraire sur la vie & les biens du Peuple. Car ce Pouvoir n'étant autre chose que le Pouvoir de chaque membre de la Société remis à cette Personne , ou à cette Assemblée , qui est le Législateur , ne sauroit être plus grand que celui que toutes ces différentes personnes avoient dans l'état de nature , avant qu'ils entraissent en Société , & eussent remis leur pouvoir à la Communauté qu'ils formèrent ensuite. Car enfin , personne ne peut conférer à un autre plus de pouvoir qu'il n'en a lui-même : or personne n'a un pouvoir absolu & arbitraire sur soi même , ou sur un autre , pour s'ôter la vie , ou pour la ravir à qui que ce soit , ou lui ravir aucun bien qui lui appartienne en propre. Un homme , ainsi qu'il a été prouvé , ne peut se soumettre au pouvoir arbitraire d'un autre ; & , dans l'état de nature , n'ayant point un pouvoir arbitraire sur la vie , sur la liberté , ou sur les possessions d'autrui , mais son pouvoir s'étendant seulement jusqu'où les Loix de la Nature lui permet-

mettent pour la conservation de sa personne, & pour la conservation du reste du Genre-Humain : c'est tout ce qu'il donne & qu'il peut donner à une Société, & par ce moyen au Pouvoir Législatif ; enforte que le Pouvoir Législatif ne sauroit avoir plus que cela. Selon sa véritable Nature & ses véritables engagements, il se doit terminer au bien public de la Société. C'est un Pouvoir qui n'a pour fin que la conservation, & qui par conséquent ne sauroit jamais avoir droit de détruire, de rendre esclave, ou d'appauvrir, à dessein, des Sujets. * Les obligations des Loix de la Nature ne cessent point dans la Société ; elles y deviennent même plus fortes en plusieurs cas : & les peines qui y sont annexées pour contraindre les gens à les observer, sont encore mieux connues par le moyen des Loix humaines. Ainsi, les Loix de la Nature subsistent toujours comme des Règles éternelles pour tous les hommes, pour les Législateurs, aussi-bien que pour les autres. Les réglemens qu'ils font pour les actions des Membres de l'Etat,

I

doi-

* Voyez Hooker Eccl. Pol. l. 1. §. 10.

doivent être aussi faits pour les leurs propres, & doivent être conformes à ceux de la Nature, c'est-à-dire à la Volonté de Dieu, dont ils sont la déclaration : & la Loi fondamentale de la Nature ayant pour objet la conservation du Genre-Humain, il n'y a aucun décret humain qui puisse être bon & valable, lors qu'il est contraire à cette Loi.

III. En second lieu, l'Autorité Législative ou Suprême n'a point droit d'agir par des décrets arbitraires & formés sur le champ, mais est tenue de dispenser la justice, & de décider des droits des Sujets par les Loix publiées & établies, & par les Juges connus & autorisés. * Car les Loix de la Nature n'étant point écrites, & par conséquent ne pouvant se trouver que dans les esprits des hommes, il peut arriver que, par passion, ou par intérêt, ils en fassent un très-mauvais usage, les expliquent & les appliquent mal, & qu'il soit mal-aisé de les convaincre de leur erreur & de leur injustice, s'il n'y a point de Juges établis : & par ce moyen le droit de chacun ne sauroit être déterminé

* Voyez Hooker Eccl. Pol. l. 3. §. 9. & l. 1. §. 10.

miné comme il faut , ni les biens propres être mis à couvert de la violence , chacun se trouvant alors juge , interprète , & exécuteur dans sa propre cause. Celui qui a le droit de son côté n'ayant d'ordinaire à employer que son seul pouvoir , n'a pas assez de force pour se défendre contre les injures , ou pour punir les malfaiteurs. Afin de remédier à ces inconvéniens qui mettent bien du désordre dans les propriétés , dans les biens propres des gens , en l'état de nature , les hommes s'unissent en société , afin qu'étant ainsi unis ils aient plus de force & emploient toute celle de la Société pour mettre en sûreté & défendre ce qui leur appartient en propre , & puissent avoir des Loix stables , par lesquelles les biens propres soient déterminés , & que chacun reconnoisse ce qui est sien. C'est pour cette fin , que les hommes remettent à la Société dans laquelle ils entrent , tout leur pouvoir naturel ; & que la Communauté remet le Pouvoir Législatif entre les mains de ceux qu'elle juge à propos , dans l'assurance qu'ils gouverneront par les Loix établies &

publiées : autrement la paix , le repos , & les biens de chacun seroient toujours dans la même incertitude & dans les mêmes dangers , qu'ils étoient dans l'état de nature.

IV. Un Pouvoir arbitraire & absolu , & un Gouvernement sans Loix établies & stables , ne sauroit s'accorder avec les fins de la Société & du Gouvernement. En effet , les hommes n'auroient garde de quitter la liberté de l'état de nature pour se soumettre à un Gouvernement , dans lequel leurs vies , leurs libertez , leur repos , leurs biens ne seroient point en sûreté. On ne sauroit supposer qu'ils aient l'intention , ni même le droit de donner à un homme , ou à plusieurs , un pouvoir absolu & arbitraire sur leurs personnes , & sur leurs biens , & de permettre au Magistrat , ou au Prince de faire à leur égard tout ce qu'il voudra , par une volonté arbitraire & sans bornes : ce seroit assurément se mettre dans une condition beaucoup plus mauvaise , que n'est celle de l'état de nature , dans lequel on a la liberté de défendre son droit contre les injures d'autrui , & de
se

se maintenir, si l'on a assez de force pour cela, contre l'invasion d'un homme, ou de plusieurs joints ensemble. En effet, suposant qu'on se soit livré au pouvoir absolu & à la volonté arbitraire d'un Législateur, on s'est désarmé soi-même & on a armé le Législateur, afin que ceux qui lui sont soumis, deviennent sa proie, & soient traités comme il lui plaira. Celui-là est bien dans une plus fâcheuse condition, qui est exposé au pouvoir arbitraire d'un seul homme, qui en commande 100000. que celui qui est exposé au pouvoir arbitraire de 100000. hommes particuliers : personne ne pouvant s'assurer que ce seul homme, qui a un tel commandement, a meilleure volonté, que n'ont ces autres gens, quoi-que sa force & sa puissance soit 100000. fois plus grande. Donc, dans tous les Etats, le pouvoir de ceux qui gouvernent doit être exercé selon les Loix publiées & reçues, non par des arrêts faits sur le champ & par des résolutions arbitraires : car autrement on se trouveroit dans un plus triste & plus dangereux état, que n'est l'état de nature, si l'on

avoit armé du pouvoir réüni de toute une multitude, une personne, ou un certain nombre de personnes, afin qu'ils se fissent obéir selon leur plaisir, sans observer aucunes bornes, & conformément aux décrets arbitraires de leurs pensées soudaines; sans avoir jusqu'alors donné à connoître leur volonté, ni observé aucunes règles qui pussent justifier leurs actions. Certainement, tout le pouvoir d'un Gouvernement n'étant établi que pour le bien de la Société, comme il ne sauroit, par cette raison, être arbitraire & être exercé à plaisir, aussi doit-il être exercé suivant les Loix établies & connues : en sorte que le Peuple puisse connoître son devoir, & être en sûreté à l'ombre de ces Loix; & qu'au même tems les Gouverneurs se tiennent dans de justes bornes, & ne soient point tentés d'employer le pouvoir qu'ils ont entre les mains, pour suivre leurs passions & leurs intérêts, pour faire des choses inconnues & désavantageuses à la Société politique, & qu'elle n'auroit garde d'approuver.

V. En troisième lieu, la suprême Puissance n'a point le droit de se saisir
d'au-

d'aucune partie des biens propres d'un particulier, sans son consentement. Car la conservation de ce qui appartient en propre à chacun, étant la fin du Gouvernement, & ce pour quoi l'on entre en Société; cela suppose nécessairement que les biens propres du peuple doivent être sacrés & inviolables : ou il faudroit supposer que des gens entrant dans une Société, auroient par-là perdu leur droit à ces sortes de biens, quoiqu'ils y fussent entrés dans la vûë d'en pouvoir jouir avec plus de sûreté & plus commodément. L'absurdité est si grande, qu'il n'y a personne qui ne la voye. Les hommes donc, dans la Société, possédant les choses qui leur appartiennent en propre, ont un si grand droit sur ces choses, qui par les Loix de la Communauté deviennent leurs, que personne ne peut les prendre, ou toutes, ou une partie, sans leur consentement. Et certes, si quelqu'un pouvoit s'en saisir, dès lors ce ne seroient plus des biens propres. Car, à vrai dire, je ne suis pas le propriétaire de ce qu'un autre est en droit de me prendre quand il lui plaira, contre mon consentement.

C'est-pourquoi , c'est une erreur , que de croire que le Pouvoir Suprême ou Législatif d'un Etat peut faire ce qu'il veut , & disposer des biens des Sujets d'une manière arbitraire, ou se saisir d'une partie de ces biens , comme il lui plaît. Cela n'est pas fort à craindre dans les Gouvernemens où le Pouvoir Législatif réside entièrement, ou en partie , dans des Assemblées qui ne sont pas toujours sur pied , & composées de mêmes personnes , & dont les membres , après que l'Assemblée a été séparée & dissoute , sont sujets aux Loix communes de leur País, tout de même que le reste des gens. Mais dans les Gouvernemens, où l'Autorité Législative réside dans une Assemblée stable , ou dans un Homme seul, comme dans les Monarchies absolues , il y a toujours à craindre que cette Assemblée , ou ce Monarque , ne veuille avoir des intérêts à part , & séparés de ceux du reste de la Communauté ; & qu'ainsi il ne soit disposé à augmenter ses richesses & son pouvoir en prenant au Peuple ce qu'il trouvera bon. Ainsi , dans ces sortes de Gouvernemens , les biens propres ne
sont

sont gueres en sûreté. Car ce qui appartient en propre à un homme, n'est gueres sûr, encore qu'il soit dans un Etat où il y a de très-bonnes Loix, capables de terminer, d'une manière juste & équitable, les procez qui peuvent s'élever entre les Sujets, si celui qui gouverne ces Sujets-là, a le pouvoir de prendre, à un particulier, de ce qui lui appartient en propre, ce qu'il lui plaira, & de s'en servir & en disposer, comme il jugera à propos.

VI. Mais le gouvernement, entre quelques mains qu'il se trouve, étant, comme j'ai déjà dit, confié sous cette condition, & pour cette fin, que chacun aura & possédera en sûreté ce qui lui appartient en propre; quelque pouvoir qu'ayent ceux qui gouvernent, de faire des Loix pour régler les biens propres de tous les Sujets, & terminer entr'eux toutes sortes de différends, ils n'ont point droit de se saisir des biens propres d'aucun d'eux, pas même de la moindre partie de ces biens, contre le consentement du Propriétaire. Car autrement ce ne seroit, à vrai dire, leur laisser rien qui leur appartint en

propre. Et ici , pour voir que le Pouvoir absolu , lors même qu'il est nécessaire de l'exercer , n'est point arbitraire pour cela , mais demeure toujours limité par la Raison , & terminé par ces mêmes fins qui requièrent , en certaines rencontres , qu'il soit absolu ; nous n'avons qu'à considérer ce qui se pratique dans la Discipline militaire. La conservation & le salut de l'Armée & de tout l'Etat , demande qu'on obéisse absolument aux commandemens des Officiers supérieurs ; & on punit de mort ceux qui ne veulent pas obéir , quoi-que celui qui leur donne quelque ordre , soit le plus fâcheux & le plus déraisonnable de tous les hommes ; il n'est pas même permis de contester ; & si on le fait , on peut être puni de mort. Cependant, nous voyons qu'un Sergent qui peut commander à un soldat de marcher pout s'aller mettre devant la bouche d'un canon , ou pour se tenir à une brèche où ce soldat est presque assuré de périr , ne peut lui commander de lui donner un sol de son argent. Un Général non plus , qui peut condamner un soldat à la mort , pour avoir dé-

déserté, pour avoir quitté un poste ; pour n'avoir pas voulu exécuter quelque ordre infiniment périlleux , pour avoir désobéi tant soit peu , ne peut pourtant, avec tout son pouvoir absolu de vie & de mort, disposer d'un liard du bien de ce soldat, ni se saisir de la moindre partie de ce qui lui appartient en propre. La raison de cela est, que cette obéissance aveugle est nécessaire pour la fin pour laquelle un Général, ou un Commandant a reçu un si grand pouvoir, c'est-à-dire, pour le salut & l'avantage de l'Armée & de l'Etat ; & que disposer, d'une manière arbitraire, des biens & de l'argent des soldats, cela n'a nul rapport avec cette fin.

VII. Il est bien vrai que les Gouvernemens ne sauroient subsister sans de grandes dépenses & sans des impôts, & qu'il est à propos que ceux qui ont leur part de la protection d'un Gouvernement, payent quelque chose & donnent à proportion de leurs biens, pour la défense & la conservation de l'Etat : mais toujours faut-il avoir le consentement du plus grand nombre

des membres de la Société, qui le donnent, ou bien eux-mêmes immédiatement, ou bien par ceux qui les représentent & qui ont été choisis par eux. Car si quelqu'un prétendoit avoir le pouvoir d'imposer & de lever des taxes sur le Peuple, de sa propre autorité, & sans le consentement du Peuple, il violeroit la Loi fondamentale de la propriété des choses, & détruiroit la fin du Gouvernement. En effet, comment me peut appartenir en propre ce qu'un autre a droit de me prendre, lors qu'il lui plaira ?

VIII. En quatrième lieu, l'Autorité Législative ne peut remettre en d'autres mains le pouvoir de faire des Loix. Car cette autorité n'étant qu'une autorité commise par le Peuple, ceux qui l'ont reçue, n'ont pas droit de la remettre à d'autres. Le Peuple seul peut établir la forme de l'Etat, c'est-à-dire, faire résider le Pouvoir Législatif dans les personnes qu'il lui plait, & de la manière qu'il lui plait. Et quand le Peuple a dit, Nous voulons être soumis aux Loix de tels hommes, & en telle manière; aucune autre personne
n'est

n'est en droit de proposer des Loix à observer à ce Peuple, lequel n'est tenu de se conformer qu'aux réglemens faits par ceux qu'il a choisis & autorisés pour cela.

IX. Ce sont là les bornes & les restrictions que la confiance qu'une Société a prise en ceux qui gouvernent, & les Loix de Dieu & de la Nature ont mises au Pouvoir Législatif de chaque Etat, quelque forme de Gouvernement qui y soit établie. La première restriction est, Qu'ils gouverneront selon les Loix établies & publiées, non par des Loix muables & variables suivant les cas particuliers; qu'il y aura les mêmes Réglemens pour le Riche, & pour le Pauvre; pour le Favori & le Courtisan; & pour le Provincial & le Laboureur. La seconde, Que ces Loix & ces Réglemens ne doivent tendre qu'au Bien Public. La troisième, Qu'on n'imposera point de taxes sur les biens propres du Peuple, sans son consentement, donné immédiatement par lui-même, ou par ses Députés: & cela regarde proprement & uniquement ces sortes de Gouvernemens dans lesquels

quels le Pouvoir Législatif subsiste toujours & est sur pied sans nulle discontinuation, ou dans lesquels du moins le Peuple n'a réservé aucune partie de ce Pouvoir aux Députés, pour être élus, de tems en tems, par eux-mêmes. En quatrième lieu, Que le Pouvoir Législatif ne doit conférer, à qui que ce soit, le pouvoir de faire des Loix; ce pouvoir ne pouvant résider de droit que là où le Peuple l'a établi.

CHAPITRE XI.

Du Pouvoir Législatif, Exécutif, & Confédératif d'un Etat.

I. **L**E Pouvoir Législatif est ce qui a droit de régler comment les Forces d'un Etat peuvent être employées pour la conservation de la Communauté & de ses Membres. Mais parce que ces Loix qui doivent être constamment exécutées, & dont la vertu doit toujours subsister, peuvent être faites en peu de tems; il n'est pas nécessaire que le Pouvoir Législatif soit toujours sur pied, n'ayant pas toujours des affaires.

Et

Et comme aussi ce peut être une grande tentation pour la fragilité humaine, & pour ces personnes qui ont le pouvoir de faire des Loix, d'avoir aussi entre les mains le pouvoir de les faire exécuter, par lequel ils peuvent s'exempter eux-mêmes de l'obéissance dûe à ces Loix qu'ils ont faites, & être portés à ne se proposer, soit en les faisant, soit lors qu'il s'agit de les exécuter, que leur propre avantage, & à avoir des intérêts distincts & séparés des intérêts du reste de la Communauté, & contraires à la fin de la Société & du Gouvernement : c'est pour cela que dans les Etats bien réglés, où le Bien Public est considéré comme il doit être, le Pouvoir Législatif est remis entre les mains de diverses Personnes, qui dûement assemblées ont elles seules, ou conjointement avec d'autres, le pouvoir de faire des Loix, auxquelles, après qu'ils les ont faites & qu'ils se sont séparés, ils sont eux-mêmes sujets : ce qui est un motif nouveau & bien fort pour les engager à ne faire de Loix que pour le bien public.

II. Mais parce que les Loix qui sont
une

une fois & en peu de tems faites , ont une vertu constante & durable , qui oblige à les observer & à s'y soumettre continuellement ; il est nécessaire qu'il y ait toujours quelque Puissance sur pied qui fasse exécuter ces Loix , & qui conserve toute la force : & voilà comment le Pouvoir Législatif , & le Pouvoir Exécutif se trouvent souvent séparés.

III. Il y a un autre Pouvoir dans chaque Société , qu'on peut appeler naturel , à cause qu'il répond au pouvoir que chaque homme a naturellement , avant qu'il entre en Société. Car , quoi-que dans un Etat les Membres soient des personnes distinctes qui ont toujours relation l'un à l'autre , & qui , comme telles , sont gouvernées par les Loix de leur Société ; dans la relation pourtant qu'elles ont avec le reste du Genre-Humain , elles composent un Corps , qui est toujours , ainsi que chaque Membre l'étoit auparavant , dans l'état de Nature , avec le reste du Genre-Humain : tellement que les différends qui arrivent entre un homme d'une Société , & ceux qui n'en sont point , doivent intéresser cette Société là ;

là ; & une injure faite à un Membre d'un Corps Politique , engage tout le Corps à en demander réparation. Ainsi, toute Communauté est un Corps qui est dans l'état de nature , par rapport aux autres Etats, ou aux personnes qui sont membres d'autres Communautés.

IV. C'est sur ce principe , qu'est fondé le droit de la Guerre & de la Paix , des Ligues , des Alliances , de tous les Traitez qui peuvent être faits avec toutes sortes de Communautés & d'Etats. Ce droit peut être appelé , si l'on veut , droit ou pouvoir *confédératif* : pourvû qu'on entende la chose, il est assez indifférent de quel mot on se serve pour l'exprimer.

V. Ces deux pouvoirs , le pouvoir exécutif, & le pouvoir confédératif, encore qu'ils soient réellement distincts en eux-mêmes, l'un comprenant l'exécution des Loix positives de l'Etat, de laquelle on prend soin au dedans de la Société; l'autre, ces soins qu'on prend, & cette adresse dont on use pour ménager les intérêts de l'Etat, au regard des gens de dehors & des autres Socié-
tez :

tez : cependant , ils ne laissent pas d'être presque toujours joints. Pour ce qui regarde en particulier le pouvoir confédératif , ce pouvoir , soit qu'il soit bien ou mal exercé , est d'une grande conséquence à un Etat : mais il est pourtant moins capable de se conformer à des Loix antécédentes , stables , & positives , que n'est le pouvoir exécutif ; & par cette raison il doit être laissé à la prudence & à la sagesse de ceux qui en ont été revêtus , afin qu'ils le ménagent pour le bien public. En effet , les Loix qui concernent les Sujets entr'eux , étant destinées à régler leurs actions , doivent précéder ces actions-là : mais qu'y a-t-il à faire de semblable au regard des Etrangers , sur les actions desquels on ne sauroit compter ni prétendre avoir aucune juridiction ? Leurs sentimens , leurs desseins , leurs vûës , leurs intérêts peuvent varier ; & on est obligé de laisser la plus grande partie de ce qu'il y a à faire auprès d'eux , à la prudence de ceux à qui l'on a remis le pouvoir confédératif , afin qu'ils employent ce pouvoir , & ménagent les choses avec le plus de
soin

soin & avec le plus d'adresse qu'ils pour-
ront, pour l'avantage de l'Etat.

VI. Quoi-que, comme j'ai dit, le pouvoir exécutif, & le pouvoir confédératif de chaque Société soient réellement distincts en eux-mêmes; ils se séparent néanmoins mal-aisément, & on ne les voit gueres résider, en un même tems, dans des personnes différentes. Car l'un & l'autre requérant, pour être exercés, les forces de la Société; il est presque impossible de remettre les forces d'un Etat à différentes personnes qui ne soient pas subordonnées les unes aux autres. Que si le pouvoir exécutif, & le pouvoir confédératif sont remis entre les mains de personnes qui agissent séparément; les forces du Corps Politique seront sous de différens commandemens: ce qui ne pourroit qu'attirer, tôt ou tard, des malheurs & la ruine à un Etat.

C H A P I T R E XII.

*De la subordination des pouvoirs
de l'Etat.*

I. **D**Ans un Etat formé, qui subsiste, & se soutient en demeurant appuyé sur ses fondemens, & qui agit conformément à sa nature, c'est-à-dire par rapport à la conservation de la Société, il n'y a qu'un pouvoir Suprême, qui est le pouvoir Législatif, auquel tous les autres doivent être subordonnés : mais cela n'empêche pas que le pouvoir Législatif ayant été confié, afin que ceux qui l'administreroient, agissent pour certaines fins, le Peuple ne se réserve toujours le pouvoir souverain d'abolir le gouvernement, ou de le changer, lors qu'il voit que les Conducteurs, en qui il avoit mis tant de confiance, agissent d'une manière contraire à la fin pour laquelle ils avoient été revêtus d'autorité. Car tout le pouvoir qui est donné & confié en vûe d'une fin, étant limité par cette fin-là, dès

dè s que cette fin vient à être négligée par les personnes qui ont reçu le pouvoir dont nous parlons, & qu'ils font des choses qui y sont directement opposées; la confiance qu'on avoit prise en eux, doit nécessairement cesser, & l'autorité qui leur avoit été remise, est dévoluë au Peuple, qui peut la placer de nouveau où il jugera à propos pour sa sûreté & pour son avantage. Ainsi, le Peuple garde toujours le pouvoir souverain de se délivrer des entreprises de toutes sortes de personnes, même de leurs Législateurs, s'ils venoient à être assez fous, ou assez méchans pour former des desseins contre les Libertez & les Biens propres des Sujets. En effet, personne, ni aucune Société d'hommes ne pouvant remettre sa conservation, & conséquemment tous les moyens qui la procurent, à la volonté absoluë & à la domination arbitraire de quelqu'un : quand même quelqu'un en auroit réduit d'autres, sous une si triste condition, à cet esclavage; ils seroient toujours en droit de maintenir & conserver ce dont ils n'auroient point droit de se départir, & étant

étant entrés en Société dans la vûë de pouvoir mieux conserver leurs personnes, & tout ce qui leur appartient en propre, ils auroient bien raison de se délivrer de ceux qui violeroient, qui renverseroient la Loi fondamentale, sacrée & inviolable, sur laquelle seroit apuyée la conservation de leur vie & de leurs biens. De sorte que le Peuple doit être considéré, à cet égard, comme ayant toujours le pouvoir Souverain, mais non toutefois comme exerçant toujours ce pouvoir : car il ne l'exerce pas tandis que la forme de gouvernement qu'il a établie, subsiste ; c'est seulement lors qu'elle est renversée par l'infraction des Loix fondamentales sur lesquelles elle étoit apuyée.

II. Dans toutes les causes & dans toutes les occasions qui se présentent, le Pouvoir Législatif est le Pouvoir Souverain. Car ceux qui peuvent proposer des Loix à d'autres, doivent nécessairement leur être Supérieurs : & puis que l'autorité Législative n'est pas autrement l'autorité Législative de la Société, que par le droit qu'elle a de faire des Loix pour toutes les parties & pour tou-

tous les membres de la Société, de prescrire des réglemens pour leurs actions, & de donner le pouvoir de punir exemplairement ceux qui les auroient enfreint ; il est nécessaire que le pouvoir Législatif soit Souverain, & que tous les autres pouvoirs des différens membres de l'Etat dérivent de lui, & lui soient subordonnés.

III. Dans quelques Etats, où l'Assemblée de ceux qui ont le pouvoir Législatif, n'est pas toujours sur pied, & où une seule Personne est revêtue du pouvoir Exécutif, & a aussi sa part au Législatif, cette personne peut être considérée, en quelque manière, comme Souveraine. Elle est Souveraine, non entant qu'en Elle seule réside tout le pouvoir Souverain de faire des Loix, mais premièrement, entant qu'Elle a en soi le pouvoir souverain de faire exécuter les Loix ; & que de ce pouvoir tous les différens pouvoirs subordonnés des Magistrats dérivent, du moins la plupart ; & en second lieu, entant qu'il n'y a aucun Supérieur Législatif au dessus d'Elle, ni égal à Elle, & que l'on ne peut faire aucune Loi sans son consentement.

sentement. Cependant il faut observer qu'encore que les sermens de fidélité lui soient prêtés , ils ne lui sont pas prêtés comme au Législateur Suprême, mais comme à celui qui a le pouvoir souverain de faire exécuter les Loix faites par lui conjointement avec d'autres. La fidélité à laquelle l'on s'engage par les Sermens , n'étant autre chose que l'obéissance que l'on promet de rendre conformément aux Loix , il s'ensuit que quand il vient à violer & à mépriser ces Loix , il n'a plus droit d'exiger de l'obéissance & de rien commander , à cause qu'il ne peut prétendre à cela qu'entant qu'il est une personne publique revêtue du pouvoir des Loix, & qui n'a droit d'agir que selon la volonté de la Société , manifestée par les Loix qui y sont établies. Tellement que dès qu'il cesse d'agir selon les Loix & la volonté de l'Etat , & qu'il suit sa volonté particulière , il se dégrade par-là lui même , & devient une personne privée , sans pouvoir & sans autorité.

IV. Le pouvoir exécutif remis à une seule personne qui a sa part aussi du pouvoir Législatif, est visiblement subor-

bordonné & doit rendre compte à ce pouvoir Législatif, lequel peut le changer & l'établir ailleurs, comme il trouvera bon : enforte que le pouvoir suprême exécutif ne consiste pas à être exempt de subordination, mais bien en ce que ceux qui en sont revêtus, ayant leur part du pouvoir Législatif, n'ont point au dessus d'eux un Supérieur Législatif distinct, auquel ils soient subordonnés & tenus de rendre compte, qu'autant qu'ils se joignent à lui, & lui donnent leur consentement, c'est-à-dire, autant qu'ils le jugent à propos : ce qui certainement est une subordination bien petite. Quant aux autres pouvoirs subordonnés d'un Etat, il n'est pas nécessaire que nous en parlions. Comme ils sont multipliés en une infinité de manières, selon les différentes coutumes & les différentes constitutions des différens Etats ; il est impossible d'entrer dans le détail de tous ces pouvoirs. Nous nous contenterons de dire par rapport à nôtre sujet & à nôtre dessein, qu'aucun d'eux n'a aucune autorité qui doive s'étendre au delà des bornes qui lui ont été prescrites par ceux

K

qui

qui l'ont donnée ; & qu'ils sont tous obligés de rendre compte à quelque pouvoir de l'état.

V. Il n'est pas nécessaire , ni à propos , que le pouvoir Législatif soit toujours sur pied ; mais il est absolument nécessaire que le pouvoir exécutif le soit , à cause qu'il n'est pas toujours nécessaire de faire des Loix , mais qu'il l'est toujours de faire exécuter celles qui ont été faites. Lors que l'autorité Législative a remis entre les mains de quelqu'un le pouvoir de faire exécuter les Loix , elle a toujours le droit de le reprendre des mêmes mains , s'il y en a un juste sujet , & de punir celui qui l'a administré mal & d'une manière contraire aux Loix. Ce que nous disons au regard du pouvoir exécutif , se doit pareillement entendre du pouvoir Confédératif : l'un & l'autre sont subordonnés au pouvoir Législatif , lequel , ainsi qu'il a été montré , est la Puissance Suprême de l'Etat. Au reste , nous supposons que l'autorité Législative réside dans une Assemblée & dans plusieurs personnes : car si elle ne résidoit que dans une seule personne , cette Autorité ne pourroit qu'é-

qu'être sur pied perpétuellement ; & le pouvoir Exécutif & le pouvoir Législatif se trouveroient toujours ensemble. Nous entendons donc parler de plusieurs personnes qui peuvent s'assembler & exercer le pouvoir Législatif, dans de certains tems prescrits, ou par la constitution originale de cette Assemblée, ou par son ajournement ; ou bien dans un tems que ceux qui en sont membres auront choisi & marqué, s'ils n'ont point été ajournés, pour aucun tems, ou s'il n'y a point d'autre voye, par laquelle ils puissent s'assembler. Car le pouvoir Souverain leur ayant été remis par le Peuple, ce pouvoir réside toujours en eux ; & ils sont en droit de l'exercer, lors qu'il leur plaît : à moins que par la constitution originale de leur Assemblée, certains tems aient été limités & marqués pour cela ; ou que, par un Acte de leur Puissance suprême, elle ait été ajournée pour un certain tems, dans lequel, dès qu'il est échu, ils ont droit de s'assembler, de délibérer, & d'agir.

VI. Si ceux qui exercent le pouvoir Législatif, lequel représente le pou-

voir du peuple , ou une partie d'eux , ont été élus par le Peuple , pour s'assembler dans le tems qu'ils ont fait ; & qu'ensuite ils retournent dans l'état ordinaire des sujets , & ne puissent plus avoir de part à l'autorité Législative qu'en vertu d'une nouvelle Election : le pouvoir d'élire , en cette rencontre , doit être exercé par le Peuple , soit dans de certains tems précis & destinés à cela , ou lors qu'il en est sollicité & averti. Et en ce dernier cas , le pouvoir de convoquer l'Assemblée réside ordinairement dans le pouvoir exécutif , qui a une de ces deux limitations au regard du tems : l'une , que la constitution originale de l'assemblée , demande qu'elle soit sur pied & agisse de tems en tems & dans de certains tems précis ; & alors le pouvoir exécutif n'a autre chose à faire sinon de publier des ordres , afin qu'on élise les membres de l'assemblée , selon les formes accoutumées : l'autre , qu'on a laissé à la prudence de ceux qui ont le pouvoir exécutif , de convoquer l'Assemblée par une nouvelle Election , lors que les conjonctures & les affaires publi-

bli-

bliques le requièrent, & qu'il est nécessaire de changer, reformer, abolir quelque chose de ce qui s'étoit fait & observé auparavant, ou de remédier à quelques inconvéniens facheux, & de prévenir des malheurs qui menacent le Peuple.

VII. On peut demander ici, qu'est-ce qu'on devroit faire, si ceux qui sont revêtus du pouvoir exécutif, ayant entre les mains toutes les forces de l'Etat, se servoient de ces forces pour empêcher que ceux à qui appartient le Pouvoir Législatif, ne s'assemblassent & n'agissent, lors que la constitution originale de leur Assemblée, ou les nécessités publiques le requerroient? Je répons, que ceux qui ont le pouvoir exécutif, agissant, comme il vient d'être dit, sans en avoir reçu d'autorité, & d'une manière contraire à la confiance qu'on a prise en eux, sont dans l'Etat de guerre avec le Peuple, qui a droit de rétablir l'Assemblée qui le représente, & de la remettre dans l'exercice du pouvoir Législatif. Car ayant établi cette Assemblée, & l'ayant destinée à exercer le pouvoir de faire des Loix, dans de cer-

tains tems marqués , ou lors qu'il est nécessaire ; si elle vient à être empêchée , par la force , de faire ce qui est si nécessaire à la Société , & en quoi la sûreté & la conservation du Peuple consiste , le Peuple a droit de lever cet obstacle par la force. Dans toutes sortes d'Etats & de conditions , le véritable remède qu'on puisse employer contre la force sans autorité , c'est d'y opposer la force. Celui qui use de la force sans autorité , se met par-là dans un état de guerre , comme étant l'agresseur , & s'expose à être traité de la manière qu'il vouloit traiter les autres.

VIII. Le pouvoir de convoquer l'Assemblée Législative , lequel réside dans celui qui a le Pouvoir Exécutif , ne donne point de supériorité au Pouvoir Exécutif sur le Pouvoir Législatif : il n'est fondé que sur la confiance qu'on a mise en lui au regard du salut & de l'avantage du Peuple : l'incertitude & le changement ordinaire des affaires humaines empêchant qu'on n'ait pû prescrire , d'une manière utile , le tems des Assemblées qui exercent le Pouvoir Législatif. En effet , il n'est pas possible que les premiers Instituteurs
des

des Sociétés ayent si bien prévû les choses , & ayent été si maîtres des événemens futurs , qu'ils ayent pû fixer un tems juste & précis pour les Assemblées du Pouvoir Législatif , & pour leur durée ; en sorte que ce tems répondit aux nécessités de l'Etat. Le meilleur remède qu'on ait pû trouver en cette occasion , c'est sans doute de s'être remis à la prudence de quelqu'un qui fût toujours présent & en action , & dont l'Emploi consistat à veiller sans cesse pour le bien Public. Des Assemblées du Pouvoir Législatif perpétuelles , fréquentes , longues sans nécessité , ne pourroient qu'être à charge au Peuple , & que produire avec le tems des inconvéniens dangereux. Mais aussi des affaires soudaines , imprévûes , urgentes , peuvent quelquefois exiger l'assistance prompte de ces sortes d'Assemblées. Si les membres du Corps Législatif différoient à s'assembler , cela pourroit causer un extrême préjudice à l'Etat : & même quelquefois les affaires qui sont sur le tapis , dans les séances de ce Corps , se trouvent si importantes & si difficiles , que le tems qui auroit été limité pour la durée de

l'Assemblée , seroit trop court pour y pourvoir & y travailler comme il faudroit , & priveroit la Société de quelque avantage considérable qu'elle auroit pû retirer d'une meure délibération. Que sauroit-on faire donc de mieux , pour empêcher que l'Etat ne soit exposé , tôt ou tard , à d'éminens périls , d'un côté ou d'autre , à cause des intervalles & des périodes de tems fixés & réglés pour les Assemblées du Pouvoir Législatif : que sauroit-on , dis-je , faire de mieux , que de remettre la chose avec confiance à la prudence de quelqu'un qui étant toujours en action , & instruit de l'état des affaires publiques , peut se servir de sa prérogative pour le bien public ? Et à qui pourroit-on se mieux confier pour cela , qu'à celui à qui on a confié , pour la même fin , le pouvoir de faire exécuter les Loix ? Ainsi , si nous supposons que l'Assemblée Législative n'a pas , par sa constitution originale , un tems fixe & arrêté , le pouvoir de la convoquer tombe naturellement entre les mains de celui qui a le Pouvoir Exécutif , non comme ayant un pou-

pouvoir arbitraire , un pouvoir qu'il ait droit d'exercer selon son plaisir , mais comme tenant son pouvoir de gens qui le lui ont remis dans l'assurance qu'il ne l'employeroit que pour le Bien Public , selon que les conjonctures & les affaires de l'Etat le demanderoient. Du reste , il n'est pas de mon sujet ici d'examiner si les périodes de tems fixes & réglés pour les Assemblées Législatives ; ou la liberté laissée à un Prince de les convoquer ; ou , peut-être , le mélange de l'un & de l'autre , sont sujets à des inconvéniens : il suffit que je montre qu'encore que le Pouvoir Exécutif ait le privilège de convoquer & de dissoudre les Conventions du Pouvoir Législatif , il ne s'ensuit point que le Pouvoir Exécutif soit supérieur au Pouvoir Législatif.

IX. Les choses de ce monde sont exposées à tant de vicissitudes , que rien ne demeure long-tems dans un même état. Les peuples , les richesses , le commerce , le pouvoir sont sujets à de grands changemens. Les plus puissantes & les plus florissantes Villes tom-

bent en ruine , & deviennent des lieux désolés , & abandonnés de tout le monde ; pendant que d'autres qui auparavant étoient déserts & affreux , deviennent des païs considérables , remplis de richesses & d'habitans. Mais les choses ne changent pas toujours de la même manière. En effet , souvent les intérêts particuliers conservant les coutumes & les privilèges , lors que les raisons qui les avoient établis , ont cessé , il est arrivé souvent aussi que dans les gouvernemens où une partie de l'Autorité Législative représente le Peuple & est choisie par le Peuple , cette représentation , dans la suite du tems , ne s'est trouvée gueres conforme aux raisons qui l'avoient établie du commencement. Il est aisé de voir combien grandes peuvent être les absurdités , dont seroit suivie l'observation exacte des coutumes , qui ne se trouvent plus avoir de proportion avec les raisons qui les ont introduites : il est aisé de voir cela , si l'on considère que le simple nom d'une fameuse Ville , dont il ne reste que quelques mazures , au milieu desquelles il n'y a qu'une étable

ble à moutons , & ne se trouve pour habitans qu'un berger ; fait envoyer à la grande Assemblée des Législateurs, autant de Députez représentatifs, que tout un Comté infiniment peuplé, puissant , & riche , y en envoie. Les étrangers demeurent tout surpris de cela ; & il n'y a personne qui ne confesse que la chose a besoin de remède. Cependant , il est très-difficile d'y remédier , à cause que la constitution de l'Autorité Législative étant l'Acte original & suprême de la Société, lequel a précédé toutes les Loix positives qui y ont été faites, & dépend entièrement du Peuple, nul pouvoir inférieur n'a droit de l'alterer. D'ailleurs , le Peuple , quand le Pouvoir Législatif est une fois établi , n'ayant point, dans cette sorte de gouvernement dont il est question, le pouvoir d'agir pendant que le Gouvernement subsiste, on ne sauroit trouver de remède à cet inconvénient.

X. Salus Populi Suprema Lex. C'est une Maxime si juste & si fondamentale, que quiconque la suit, ne peut jamais être en danger de s'égarer. C'est pour-

quoi, si le Pouvoir Exécutif, qui a le droit de convoquer l'Assemblée Législative, observant plutôt la vraie proportion de l'Assemblée représentative, que ce qui a coutume de se pratiquer lors qu'il s'agit d'en faire élire les membres, règle, non suivant la coutume, mais suivant la droite raison, le nombre de ses membres, dans tous les lieux qui ont droit d'être distinctement représentés, & qu'il communique ce droit à une partie du peuple, qui, quelque incorporée qu'elle fût, n'y avoit nulle prétention, & qu'il le lui communique à cause des avantages que la Société en peut retirer; on ne peut dire, qu'un nouveau Pouvoir Législatif ait été établi, mais bien que l'ancien a été rétabli & qu'on a remédié aux désordres que la succession des tems avoit insensiblement & inévitablement introduits. En effet, l'intérêt, aussi bien que l'intention du Peuple étant d'avoir des Députés qui le représentent d'une manière utile & avantageuse, quiconque agit conformément à cet intérêt & à cette intention, doit être censé avoir le plus d'affection

fection pour le Peuple & le plus de zèle pour le Gouvernement établi ; & ce qu'il fait, ne sauroit qu'être approuvé de tout le Corps Politique. La Prérogative n'étant autre chose qu'un pouvoir qui a été remis entre les mains du Prince, afin qu'il pourvût au Bien Public dans des cas qui dépendent de conjonctures & de circonstances imprévûes & incertaines ; des Loix fixes & inviolables ne sauroient sûrement servir de règle. Tout ce qui paroît manifestement être fait pour le bien du peuple & pour affermir le gouvernement sur ses fondemens véritables, est, & sera toujours, une Prérogative juste. Le pouvoir d'ériger de nouvelles Communautés, & par conséquent des Communautés qui ont besoin d'être représentées par des Députés, suppose nécessairement qu'avec le tems le nombre représentatif peut varier, & que ceux qui auparavant n'avoient pas droit d'en être, y peuvent ensuite avoir droit ; & qu'au contraire, par les mêmes raisons & sur les mêmes fondemens, ceux qui auparavant avoient droit d'être de ce nombre, peuvent

vent n'y en avoir plus, étant devenus trop peu considérables pour y pouvoir prétendre. Ce n'est point le changement qu'on fait dans l'état présent des choses, que la corruption ou la décadence aura, peut-être, introduit, qui altère & détruit le gouvernement, mais bien ce qui tend à faire tort au Peuple & à l'opprimer, & la distinction qu'on feroit des gens, & des différens Partis; enforte qu'il y en eût un qui fut plus mal traité que l'autre, & réduit dans une plus grande sujétion. Certes, tout ce qu'on ne peut regarder que comme avantageux à la Société & au Peuple en général, & comme fondé sur des raisons justes qui doivent avoir toujours lieu, portera toujours avec soi, lors qu'on viendra à le pratiquer, sa propre justification : & toutes les fois que le Peuple élira ses Députés, sur des règles & des raisons justes, équitables, incontestables, conformes à la forme originale du Gouvernement, il agira sans doute d'une manière sage & judicieuse, & conforme à l'intérêt & à la volonté de l'Etat, quel que soit ce-
lui.

lui qui leur aura permis ou proposé d'en user de la sorte.

CHAPITRE XIII.

De la Prérogative.

I. **L**ors que le Pouvoir Législatif, & le Pouvoir Exécutif sont en différentes mains, comme dans toutes les Monarchies modérées & dans tous les Gouvernemens bien réglés, le bien de la Société demande qu'on laisse quantité de choses à la discrétion de celui qui a le Pouvoir Exécutif. Car les Législateurs n'étant pas capables de prévoir tout, ni de pourvoir, par des Loix, à tout ce qui peut être utile & nécessaire à la Communauté; celui qui fait exécuter les Loix, étant revêtu de pouvoir, a, par les Loix communes de la Nature, le droit d'employer son pouvoir pour le bien de la Société, dans plusieurs cas, auxquels les Loix de l'Etat n'ont point pourvû, jusques à ce que le Pouvoir Législatif puisse être dûment assemblé, &
y

y pourvoir lui-même. Et certainement, il y a plusieurs cas auxquels les Législateurs ne sauroient pourvoir en aucune manière ; & ces cas-là doivent nécessairement être laissés à la discrétion de celui qui a le Pouvoir Exécutif entre les mains , pour être réglés par lui selon que le bien public & l'avantage de la Société le demandera. Cela fait que les Loix mêmes doivent , en certains cas , céder au Pouvoir Exécutif , ou plutôt à la Loi fondamentale de la Nature & du Gouvernement , qui est , qu'autant qu'il est possible , tous les membres de la Société doivent être conservés. En effet , plusieurs accidens peuvent arriver , dans lesquels une observation rigide & étroite des Loix est capable de causer bien du préjudice , comme de ne pas abatre la maison d'un homme de bien pour arrêter le ravage d'un incendie ; & un homme , en s'attachant scrupuleusement aux Loix , qui ne font point distinction des personnes ; peut faire une action qui mérite une recompense , & qui en même tems ait besoin de pardon. C'est pour-
quoi,

quoï , celui qui tient les rênes du gouvernement , doit avoir , en divers cas , le pouvoir d'adoucir la sévérité des Loix , & de pardonner quelques crimes , vû que la fin du gouvernement étant de conserver tous les membres de la Société , autant qu'il se peut , des coupables doivent être épargnés & obtenir leur pardon , lors qu'on voit manifestement qu'en leur faisant grace , on ne cause aucun préjudice aux innocens.

II. Le pouvoir d'agir avec discrétion pour le bien Public , lors que les Loix n'ont rien prescrit sur de certains cas qui se présentent , ou quand même elles auroient prescrit ce qui doit être pratiqué en ces sortes de cas , mais qu'on ne sauroit pratiquer dans de certaines conjonctures sans nuire fort à l'Etat : ce pouvoir , dis-je , est ce qu'on apelle *Prérogative*. Ce pouvoir est établi fort judicieusement. Car puis que dans quelques Gouvernemens le Pouvoir Législatif n'est pas toujours sur pied ; que même l'assemblée de ce Pouvoir est d'ordinaire trop nombreuse , & trop lente à dépêcher

cher les affaires qui demandent une prompte exécution ; & qu'il est impossible de prévoir tout , & de pourvoir , par les Loix , à tous les accidens & à toutes les nécessitez qui peuvent concerner le bien public , ou de faire des Loix qui ne soient point capables de causer du préjudice , quoiqu'on les exécute avec une rigueur inflexible dans toutes sortes d'occasions & au regard de toutes sortes de personnes : c'est pour toutes ces raisons qu'on a donné une grande liberté au Pouvoir Exécutif , & qu'on a laissé à sa discrétion & à sa prudence bien des choses dont les Loix ne disent rien.

III. Tandis que ce pouvoir est employé pour l'avantage de l'Etat , & conformément à la confiance de la Société , & aux fins du Gouvernement , c'est une Prérogative incontestable , & on n'y trouve jamais à redire. Car le Peuple n'est guères scrupuleux ou rigide sur le point de la Prérogative , pendant que ceux qui l'ont , s'en servent assez bien pour l'usage auquel elle a été destinée , c'est-à-dire , pour le

le bien public , non manifestement contre ce bien-là. Que s'il vient à s'élever quelque contestation entre le Pouvoir Exécutif & le Peuple , au sujet d'une chose traitée de Prérogative ; on peut aisément décider la question , en considérant si l'exercice de cette Prérogative tend à l'avantage ou au désavantage du Peuple.

IV. Il est aisé de concevoir que dans l'enfance , pour ainsi dire , des Gouvernemens , lors que les Etats différoient peu des familles au regard du nombre des membres , ils ne différoient non plus guères au regard du nombre des Loix. Les Gouverneurs de ces Etats , aussi-bien que les Pères de ces familles , veillant pour le bien de ceux dont la conduite leur avoit été commise ; le droit de gouverner & de conduire étoit alors presque toute la Prérogative. Comme il n'y avoit que peu de Loix établies , la plûpart des choses étoient laissées à la discrétion , à la prudence , & aux soins des Conducteurs. Mais quand l'erreur , ou la flatterie est venue à prévaloir dans l'esprit foible des Princes , & à les porter à se servir

vir de leur puissance pour des fins particulières & pour leurs propres intérêts , non pour le bien public ; le Peuple a été obligé de déterminer , par des Loix , la Prérogative , de la régler dans ces points qu'il trouvoit lui être désavantageux , & de faire des restrictions pour des cas que les Ancêtres avoient laissés , dans une extrême étendue de liberté , à la sagesse de ces Princes qui faisoient un bon usage du pouvoir indéfini qu'on leur laissoit , c'est-à-dire , un usage avantageux au Peuple.

V. Ainsi , ceux-là ont une très-mauvaise idée du gouvernement , qui disent que le Peuple a empiété sur la Prérogative , lors qu'il a entrepris de la déterminer & de la borner par des Loix positives. Car en agissant de la sorte , il n'a point arraché au Prince aucune chose qui lui apartint de droit ; il n'a fait que déclarer que ce pouvoir qui avoit été laissé indéfini entre ses mains , ou entre les mains de ses Ancêtres , afin qu'il fût exercé pour le bien public , n'étoit pas ce qu'il pensoit , lors qu'il en usoit d'une manière

re

re contraire à ce bien-là. Car la fin du gouvernement n'étant autre chose que le bien de la Communauté, tous les changemens & toutes les restrictions qui tendent à cette fin, ne sont nullement une usurpation du droit de personne; puis que personne, dans le gouvernement, n'a droit de se proposer une autre fin. Cela doit être regardé comme une usurpation, cela seulement qui est nuisible & contraire au bien public. Ceux qui parlent d'une autre manière, raisonnent comme si le Prince pouvoit avoir des intérêts distincts & séparés de ceux de la Communauté, & que le Prince ne fût pas fait pour le Peuple. C'est-là la source de presque tous les malheurs, de toutes les misères, de tous les désordres qui arrivent dans les gouvernemens des Rois. Et certes, s'il falloit que les choses allaissent comme elles vont dans ces sortes de gouvernemens, le Peuple ne seroit point une Société de Créatures raisonnables qui composassent un Corps, pour leur mutuel avantage, & qui eussent des Conducteurs établis sur elles pour considérer & procurer leur

leur bien ; mais plutôt un Troupeau de Créatures inférieures , sous la domination d'un Maître qui les feroit travailler & employeroit leur travail pour son plaisir & pour son profit particulier. Si les hommes étoient assez destitués de raison & assez abrutis , pour entrer dans une Société sous des conditions semblables , la Prérogative , entre les mains de qui que ce fût qu'elle se trouvât , pourroit être un pouvoir arbitraire & un droit de pratiquer des choses préjudiciables au Peuple.

VI. Mais puis qu'on ne peut supposer qu'une Créature raisonnable , lors qu'elle est libre , se soumette à une autre , pour son propre désavantage (quoi-que si l'on rencontre quelque bon & sage Conducteur , on ne pense peut-être pas qu'il soit nécessaire ou utile de limiter en toutes choses son pouvoir) la Prérogative ne sauroit être fondée que sur la permission que le Peuple a donnée à ceux à qui il a remis le gouvernement , de faire diverses choses , de leur propre & libre choix , quand les Loix ne prescrivent rien sur certains cas qui se

se présentent , & d'agir même quelquefois d'une manière contraire à des Loix expresses de l'Etat , si le bien Public le requiert ; & sur l'approbation que la Société est obligée de donner à cette conduite. Et véritablement , comme un bon Prince , qui a toujours devant les yeux la confiance qu'on a prise en lui , & qui a à cœur le bien de son Peuple , ne sauroit avoir une Prérogative trop grande , c'est-à-dire , un trop grand pouvoir de procurer le bien Public : aussi un Prince foible ou méchant , qui peut alléguer le pouvoir que ses Prédecesseurs ont exercé , sans la direction des Loix , comme une Prérogative qui lui appartient de droit , & dont il peut se servir , selon son plaisir , pour avancer des intérêts différens de ceux de la Société , donne sujet au Peuple de reprendre son droit , & de limiter le pouvoir d'un tel Prince , ce pouvoir qu'il a été bien-aïse d'approuver & d'accorder tacitement , tandis qu'il a été exercé en faveur du bien public.

VII. Aussi , si nous voulons jeter les yeux sur l'Histoire d'Angleterre , nous

nous trouverons què la Prérrogative a toujours crû entre les mains des plus sages & des meilleurs Princes , parce que le Peuple remarquoit que toutes leurs actions ne tendoient qu'au bien Public ; ou si , par la fragilité humaine (car les Princes sont hommes , & faits comme les autres) ils se détournent un peu de cette fin , il paroïsoit toujours qu'en général leur conduite tendoit à cette fin-là , & que leurs principales vûes avoient pour objet le bien du Peuple. Ainsi , le Peuple trouvant qu'il avoit sujet d'être satisfait de ces Princes ; toutes les fois qu'ils venoient à agir sans aucune Loi écrite , ou d'une manière contraire à des Loix formelles , il acquiesçoit à ce qu'ils faisoient , & sans se plaindre tant soit peu , il leur laissoit étendre & augmenter leur Prérogative , comme ils vouloient , jugeant droitement qu'ils ne pratiquoient rien en cela qui préjudiciât à ses Loix , puis qu'ils agissoient conformément aux fondemens & à la fin de toutes les Loix , c'est-à-dire conformément au bien public.

VIII. Certainement, ces Princes semblables à Dieu , autant qu'il étoit possible , avoient quelque droit au pouvoir arbitraire , par la raison que la Monarchie absolue est le meilleur de tous les gouvernemens , lors que les Princes participent à la sagesse , & à la bonté de ce Grand Dieu , qui gouverne , avec un pouvoir absolu , tout l'Univers. Il ne laisse pourtant pas d'être vrai que les Régnes des bons Princes ont été toujours très-dangereux & très-nuisibles aux libertez de leur Peuple. Car leurs Successeurs n'ayant pas les mêmes sentimens qu'eux , ni les mêmes vûës & les mêmes vertus , ont voulu tirer à conséquence & imiter les actions de ceux qui les avoient précédés , & se servir de la Prérogative de ces bons Princes , pour autoriser tout ce qu'il leur plaisoit faire de mal ; comme si la Prérogative accordée & permise seulement pour le bien du Peuple , étoit devenue pour eux un droit de faire , selon leur plaisir , des choses nuisibles & désavantageuses à la Société & à l'Etat. Ainsi , cela a donné occasion à des murmures

& à des mécontentemens , & a causé quelquefois des désordres publics , parce que le Peuple vouloit recouvrer son droit original , & faire arrêter & déclarer que jamais les Princes n'avoient eû une Prérogative semblable à celle que ceux qui n'avoient pas à cœur les intérêts & le bien de la Nation , s'attribuoient avec tant d'assurance. En effet , il est impossible que personne , dans une Société , ait jamais eû le droit de causer du préjudice au Peuple & de le rendre malheureux , quoiqu'il ait été possible & fort raisonnable , que le Peuple n'ait point limité la Prérogative de ces Rois ou de ces Conducteurs , qui ne passaient point les bornes que le Bien Public marquoit & prescrivait. Après tout , la Prérogative n'est rien autre chose , que *le Pouvoir de procurer le bien public , sans réglemens & sans Loix.*

IX. Le pouvoir de convoquer les Parlemens en Angleterre , & de leur marquer précisément le tems , le lieu , & la durée de leurs Assemblées , est certainement une Prérogative du Roi ; mais on ne la lui a accordée & on ne la

la lui laisse que dans l'assurance qu'il s'en servira pour le bien de la Nation, selon que le tems & la variété des conjonctures le requerra. Car étant impossible de prévoir quel lieu sera le plus propre, & quelle saison la plus utile, pour l'Assemblée, le choix en est laissé au pouvoir exécutif, entant qu'il peut agir à cet égard d'une manière avantageuse au Peuple & conforme aux fins des Parlemens.

X. On pourra proposer sur cette matière de la Prérogative, cette vicille question: Qui jugera si le pouvoir exécutif a fait un bon usage de sa Prérogative? Je répons, qu'il ne peut y avoir de Juge sur la terre entre le pouvoir exécutif, qui, avec une semblable Prérogative, est sur pied, & le pouvoir Législatif, qui dépend, au regard de sa convocation, de la volonté du pouvoir exécutif; qu'il n'y en peut avoir non plus entre le pouvoir Législatif & le Peuple: de sorte que, soit que le pouvoir exécutif, ou le pouvoir Législatif, lors qu'il a la suprême puissance entre les mains, ait dessein & entreprenne de le rendre esclave & de le dé-

truire , le Peuple n'a d'autre remède à employer en cette sorte de cas , aussi-bien que dans tous les autres , dans lesquels il n'a point de Juge sur la terre , que d'appeller au ciel. D'un côté , les Conducteurs , par de telles entreprises , exercent un pouvoir que le Peuple n'a jamais remis entre leurs mains & ne peut jamais y avoir remis , puis qu'il n'est pas possible qu'il ait jamais consenti qu'ils le gouvernassent & qu'ils dominassent sur lui à son désavantage & à son préjudice , & fissent ce qu'ils n'avoient point droit de faire ; de l'autre , le Peuple n'a point de Juge sur la terre à qui il puisse appeller contre les injustices de ses conducteurs : ainsi de tout cela résulte le droit d'appeller au Ciel , s'il s'agit de quelque chose qui soit assez importante. C'est pourquoi , bien que le Peuple , par la constitution du gouvernement , ne puisse être juge ni avoir de pouvoir supérieur , pour former des arrêts en cette rencontre : néanmoins , en vertu d'une Loi qui précède toutes les Loix positives des hommes , & qui est prédominante , il s'est réservé un droit , qui appartient générale-

ralement à tous les hommes , lors qu'il n'y a point d'apel sur la terre, savoir le droit d'examiner s'il a juste sujet d'appeller au Ciel. On ne peut même légitimement renoncer à un droit si essentiel & si considérable , par ce que personne ne peut se soumettre à un autre , en sorte qu'il lui donne la liberté de le détruire & de le rendre malheureux. Dieu & la Nature ne permettent jamais à qui que ce soit de s'abandonner tellement soi-même , que de négliger sa propre conservation; & comme nous ne sommes point en droit de nous ôter la vie , nous ne saurions par conséquent avoir droit de donner à d'autres le pouvoir de nous l'ôter. Et que personne ne s'imagine que ce droit & ce privilège des Peuples soit une source de perpétuels désordres ; car on ne s'en sert jamais que lors que les inconvéniens sont devenus si grands , que le plus grand nombre des membres de l'Etat en souffre beaucoup , & sent qu'il est absolument nécessaire d'y remédier. Les Princes sages , qui gouvernent selon les Loix & qui ont à cœur le bien Public , n'ont point à

craindre cette sorte de dangers & de désordres qu'on fait sonner si haut : il ne tient qu'aux Conducteurs de les éviter , comme des choses auxquelles effectivement ils doivent prendre garde de n'être pas exposés.

C H A P I T R E X I V .

*Du pouvoir Paternel , du pouvoir
Politique, & du pouvoir Despoti-
que , considérés ensemble.*

I. **Q**Uoi-que j'aye eû occasion auparavant de parler séparément de ces trois sortes de pouvoirs : néanmoins les grandes & fâcheuses erreurs qu'on a eûes , en dernier lieu , au sujet du Gouvernement , étant provenuës , à mon avis , de ce qu'on a confondu ces différens pouvoirs , il ne fera peut-être pas hors de propos de les considérer ici ensemble.

II. Premièrement donc , le pouvoir Paternel , ou le pouvoir des Parens n'est rien autre chose , que le pouvoir que les Pères & les Mères ont sur leurs

En-

Enfans, pour les gouverner d'une manière qui soit utile & avantageuse à ces créatures raisonnables à qui ils ont donné le jour, jusques à ce qu'elles aient acquis l'usage de la raison & soient parvenuës à un état d'intelligence, dans lequel elles puissent être supposées capables d'entendre & d'observer les Loix, soit que ces Loix soient les Loix de la Nature, ou les Loix positives de leur País. Je dis, capables de les entendre, aussi bien que tous ces autres qui vivent, comme des hommes libres, sous ces Loix. L'affection & la tendresse que Dieu a mise dans le cœur des Pères & des Mères pour leurs Enfans, fait voir d'une manière évidente, qu'il n'a pas eû intention que leur pouvoir fût un pouvoir sévère, ni leur gouvernement un gouvernement arbitraire & sans bornes ; mais bien, que ce gouvernement & ce pouvoir se terminât aux soins, à l'instruction, & à la conservation de leur lignée. Après-tout, il n'y a nul sujet, ainsi que j'ai prouvé, de penser que le pouvoir des Pères & des Mères s'étende jamais sur la vie de leurs Enfans, plus que sur la vie d'aucune au-

tre personne ; ou qu'il assujettisse des Enfans , lors qu'ils sont devenus des hommes faits , & qu'ils ont acquis l'usage de la raison , à la volonté de leurs Pères & de leurs Mères , plus que ne requiert la considération de la vie & de l'éducation qu'ils ont reçûe d'eux , & les oblige à d'autres choses qu'à ces devoirs de respect , d'honneur , de reconnaissance , de secours , de consolation , dont ils sont tenus de s'acquitter toute leur vie , tant envers leur Père , qu'envers leur Mère. Le pouvoir & le Gouvernement des Parens est donc un pouvoir & un Gouvernement naturel ; mais il ne s'étend nullement sur les droits , les fins , & la juridiction du pouvoir & du Gouvernement qu'on appelle Politique. Le pouvoir d'un Père ne regarde point ce qui appartient en propre à ses Enfans , qui ont droit seuls d'en disposer.

III. En second lieu , le pouvoir Politique est ce pouvoir que chaque homme a dans l'état de nature , & qu'on a remis entre les mains d'une Société , & cette Société à ses Conducteurs qui ont été choisis , avec cette assuran-

c c

ce & cette condition, soit expresse, ou tacite, que ce pouvoir sera employé pour le bien du Corps Politique, & pour la conservation de ce qui appartient en propre à ses membres. Or, le pouvoir que chacun a dans l'état de nature, & dont on se dépouille entre les mains d'une Société, consiste à user des moyens les plus propres, & que la Nature permet, pour conserver ce qu'on possède en propre, & pour punir ceux qui violent les Loix de la Nature; en sorte qu'on travaille le plus efficacement, & le plus raisonnablement qu'il est possible, à sa propre conservation; & à la conservation du reste des hommes. La fin donc & le grand objet de ce pouvoir, lors qu'il est entre les mains de chaque particulier, dans l'état de nature, n'étant autre chose que la conservation de tous ceux de la Société, c'est-à-dire, de tous les hommes en général; lors qu'il vient à passer & à résider entre les mains des Magistrats & des Princes, ne doit avoir d'autre fin, ni d'autre objet que la conservation des membres de la Société sur laquelle ils

sont établis ; que la conservation de leurs vies , de leurs libertés , & de leurs possessions : & par une conséquence dont la force & l'évidence ne peut que se faire sentir , ce pouvoir ne sauroit légitimement être un pouvoir absolu & arbitraire au regard de leurs vies & de leurs biens , qui doivent être conservés le mieux qu'il est possible. Tout ce à quoi le pouvoir dont il s'agit , doit être employé , c'est à faire des Loix , & à y joindre des peines , dans la vûë de la conservation du Corps Politique , à retrancher ces parties & ces membres , mais ces membres seuls qui sont si corrompus , qu'ils mettent en grand danger ce qui est sain : si l'on infligeoit des peines dans d'autres vûës , la sévérité ne seroit point légitime. Du reste , le Pouvoir Politique tire son origine de la convention , & du consentement mutuel de ceux qui se sont joints pour composer une Société.

IV. En troisième lieu , le Pouvoir Despotique est un Pouvoir Absolu & Arbitraire qu'un homme a sur un autre & dont il peut user pour lui ôter la vie , dès qu'il lui plaira : & ce pouvoir ,

voir , ni la Nature ne le donne , puis qu'elle n'a fait nulle distinction entre une personne & une autre , ni aucun accord ne peut le conférer ; car personne n'ayant un tel pouvoir sur sa propre vie , personne ne sauroit le communiquer & le donner à un autre. Il n'y a qu'un cas où l'on puisse avoir justement un pouvoir arbitraire & absolu ; c'est lors qu'on a été attaqué injustement par des gens qui se sont mis en état de guerre , & ont exposé leur vie & leurs biens au pouvoir de ceux qu'ils ont ainsi attaqués. En effet , puis que ces sortes d'agresseurs ont abandonné la Raison , que Dieu a donnée pour régler les différends ; qu'ils n'ont pas voulu employer les voyes douces & paisibles ; & qu'ils ont usé de force & de violence pour parvenir à leurs fins injustes , au regard de ce sur quoi ils n'ont nul droit : ils se sont exposés aux mêmes traitemens qu'ils avoient résolu de faire aux autres , & méritent d'être détruits , dès que l'occasion s'en présentera , par ceux qu'ils avoient dessein de détruire ; ils doivent être traités comme des créa-

L 6

tures

tures nuisibles & brutes , qui ne man-
queroient point de faire périr , si on
ne les faisoit périr elles-mêmes. Ain-
si , les prisonniers pris dans une guer-
re juste & légitime , & ceux-là seuls ,
sont sujets au Pouvoir Despotique ,
qui , comme il ne tire pas son origine
d'aucune convention , aussi n'est-il ca-
pable d'en produire aucune , mais est
l'état de guerre continué. Et certes ,
quel accord peut-on faire avec un hom-
me qui n'est pas le maître de sa propre
vie ? Que si on l'en rend une fois
le maître , le Pouvoir Despotique &
Arbitraire cesse : car celui qui est de-
venu le maître de sa personne & de
sa vie , a droit sur les moyens qui
peuvent la conserver. De sorte que
dès qu'un accord intervient , entre un
prisonnier de guerre , & celui qui l'a
en son pouvoir , l'esclavage , le pou-
voir absolu , & l'état de guerre fi-
nissent.

V. La Nature donne le premier de
ces Pouvoirs , savoir le Pouvoir des
Parens , aux Pères & aux Mères , pour
l'avantage de leurs Enfans durant la
minorité , pendant laquelle ils ne sont
point

point capables de connoître & de gouverner ce qui leur appartient en propre : & par ce qui appartient en propre , il faut entendre ici , aussi-bien que dans tous les autres endroits de cet Ouvrage , le droit de propriété qu'on a sur sa personne & sur ses biens. Un Accord volontaire donne le second , savoir le Pouvoir Politique , aux Conducteurs & aux Princes , pour l'avantage de leurs Sujets ; enforte que ces Sujets puissent posséder en sûreté ce qui leur appartient en propre. Enfin , l'Etat de guerre donne le troisiéme , c'est-à-dire , le Pouvoir Despotique , aux Souverains qui se sont rendus maîtres des personnes & des biens de ceux qui avoient eû dessein de se rendre maîtres des leurs , & qui par là ont perdu le droit qu'ils avoient auparavant à ce qui leur appartenoit en propre.

VI. Si l'on considère la différente origine , la différente étendue , & les différentes fins de ces divers Pouvoirs ; on verra clairement , que le Pouvoir des Pères & des Mères est aussi au dessus du Pouvoir des Princes & des Ma-

Magistrats, que le Pouvoir Despotique excède ce dernier ; & que la Domination Absoluë est si éloignée d'être une espèce de Société civile , qu'elle est aussi incompatible avec une Société civile , que l'Esclavage est incompatible avec des biens qui apartiennent en propre. Le Pouvoir des Parens subsiste , lors que la Minorité rend des Enfans incapables de se conduire , & de gouverner leurs biens propres ; le Pouvoir Politique , lors que les gens peuvent disposer de leurs biens propres ; & le Pouvoir Despotique , lors que les gens n'ont nuls biens propres.

CH A P I T R E X V.

Des Conquêtes.

I. **L** Es Gouvernemens n'ont pû avoir d'autre origine que celle dont nous avons parlé , ni les Sociétez Politiques n'ont été fondées sur autre chose que sur le consentement du Peuple, Cependant , comme l'Am-
bi-

bition a rempli le monde de tant de désordres & a excité tant de guerres , qui font une si grande partie de l'Histoire ; on n'a fait guères réflexion à ce consentement , & plusieurs ont pris la force des Armes pour le consentement du Peuple , & ont considéré les Conquêtes comme la source & l'origine des Gouvernemens. Mais , les Conquêtes sont aussi éloignées d'être l'origine & le fondement des Etats , que la démolition d'une maison est éloignée d'être la vraie cause de la construction d'une autre en la même place. A la vérité , la destruction de la forme d'un Etat prépare souvent la voye à une nouvelle : mais il est toujours certain , que sans le consentement du Peuple on ne peut jamais ériger aucune nouvelle forme de gouvernement.

II. Qu'un Agresseur , qui se met dans l'état de guerre avec un autre , & envahit ses droits , puisse jamais , par une injuste guerre , avoir droit sur ce qu'il aura conquis , peu de gens en demeureront aisément d'accord : on n'a garde de croire que des Voleurs &

& des Pirates ayent droit de domination sur tout ce dont ils peuvent se rendre maîtres, ou sur ce qu'on aura été contraint de leur accorder par des promesses que la violence aura extorquées. Si un voleur enfonce la porte de ma maison, & que, le poignard à la main, il me contraigne de lui faire, par écrit, donation de mes biens; y aura-t-il droit pour cela? Un injuste Conquérant, qui me soumet à lui par la force & par son épée, n'en a pas davantage. L'injure est la même, le crime est égal, soit qu'il soit commis par un homme qui porte une couronne, ou par un homme de néant. La qualité de celui qui fait tort, ou le nombre de ceux qui le suivent, ne change point le tort & l'offense; ou s'il le change, ce n'est que pour l'aggraver. Toute la différence qu'il y a, c'est que les grands Voleurs punissent les petits pour tenir les gens dans l'obéissance; & que ces grands Voleurs sont récompensés de lauriers & de triomphes, parce qu'ils sont trop puissans en ce monde
pour

pour les foibles mains de la Justice , & qu'ils sont maîtres du pouvoir nécessaire pour punir les coupables. Quel remède puis-je employer contre un voleur qui aura percé ma maison ? Appellerai-je aux Loix , pour avoir justice ? Mais peut-être qu'on ne rend point justice , ou que je suis impotent & incapable de marcher. Si Dieu m'a privé de tout moyen de chercher du remède ; il ne me reste que le parti de la patience. Mais mon fils , quand il est en état de se faire faire raison , peut avoir recours aux Loix ; lui , ou son fils peut relever appel , jusqu'à ce qu'il ait recouvré son droit. Mais ceux qui ont été conquis , ou leurs Enfans, n'ont nul Juge, ni nul Arbitre sur la terre auquel ils puissent appeller. Alors ils doivent appeller au Ciel , comme fit Jephté , & interjetter appel jusques à ce qu'ils ayent recouvré le droit de leurs Ancêtres , qui étoit d'avoir un Pouvoir Législatif établi sur eux , aux décisions duquel ils acquiesçoient , quand le plus grand nombre des personnes qui étoient revêtues de ce pouvoir , les avoit faites. Si l'on
objeete

objecte que cela est capable de causer des troubles perpétuels ; je répons , que cela n'en causera pas plus que peut faire la justice ; lors qu'elle tend les bras à tous ceux qui veulent avoir recours à elle. Celui qui trouble son voisin , sans sujet , est puni à cause de cela par la justice de la Cour devant laquelle on a comparu. Et quant à celui qui appelle au Ciel , il doit être bien assuré qu'il a droit , mais qu'il a un droit qui mérite qu'on appelle à un Tribunal qui ne sauroit être déçû , & qui certainement rendra à chacun selon le mal qu'il aura fait à ses Concitoyens , c'est-à-dire à quelque partie du Genre-Humain. Or tout cela fait voir clairement qu'un homme qui fait des conquêtes , dans une injuste guerre , ne peut avoir droit sur ce qu'il a conquis , & que les personnes qui sont tombées sous sa domination , ne lui doivent aucune soumission ni aucune obéissance.

III, Mais supposons que la Victoire favorise la cause juste , & considérons un Conquérant dans une juste guerre , pour voir quel pouvoir il acquiert , & sur qui.

Prémié-

Prémièrement , il est visible qu'il n'aquiert pas du pouvoir sur ceux qui ont été les Compagnons de ses Conquêtes. Ceux qui ont combattu pour lui , ne doivent point souffrir parce qu'il a remporté des victoires ; ils sont sans doute aussi libres , qu'ils étoient auparavant. Ils servent d'ordinaire sous cette condition , qu'ils auront part au butin & aux autres avantages dont les Victoires sont suivies : & un Peuple victorieux ne devient point , je m'assûre , esclave par des conquêtes , & n'est pas couvert de lauriers , seulement pour faire voir qu'il est destiné au sacrifice , pour le jour de triomphe de son Général. Ceux qui croient que l'épée établit des Monarchies absolûes , élèvent infiniment les Héros qui sont les fondateurs de ces sortes de Monarchies , & leur donnent des titres superbes & magnifiques. Ils ne songent point aux Officiers , ni aux Soldats qui ont combattu sous les enseignes de ces Héros , dans les batailles qu'ils ont gagnées , qui les ont assistés à subjuguier les Païs dont ils se sont rendus maîtres , & qui ont demandé part , & à la gloire , & à la possession

session de ce qui a été conquis. Quelques uns ont dit que la Monarchie Angloise est fondée sur la Conquête des Normands, & que par cette Conquête fameuse les Rois d'Angleterre ont le droit de domination absoluë. Mais, quand cela seroit aussi vrai, qu'il paroît faux par l'Histoire, & que Guillaume auroit eû droit de faire la guerre à l'Angleterre; sa domination acquise par sa Conquête n'auroit pû s'étendre que sur les Saxons & les Bretons, qui habitoient alors cette Isle. Les Normans qui vinrent avec ce Héros dans l'espérance de la conquérir, & tous ceux qui sont ensuite descendus d'eux, ont été des gens libres, & n'ont point été subjugués par la Conquête, quelque domination qu'on prétende qu'elle ait procurée. Que si moi, ou quelque autre, allègue, qu'il est homme libre, par la raison qu'il est descendu de ces Normans; il sera fort difficile de prouver le contraire: & ainsi, il est visible que les Loix qui n'ont point fait de distinction entre les personnes, n'ont établi entr'elles aucune différence au regard de la liberté & des privilèges.

IV. Mais suposant ici , ce qu'on voit arriver rarement , que les Conquérans & les Conquis ne viennent point à se joindre en Société , à composer un Corps Politique , & à vivre sous les mêmes Loix & avec la même liberté : voyons quelle sorte de pouvoir un légitime Conquérant acquiert sur ceux qu'il a subjugués , & si c'est un pouvoir purement despotique. Certainement , il a un pouvoir absolu sur la vie de ceux , qui , par une injuste guerre , ont perdu le droit qu'ils y avoient ; mais non sur la vie ou sur les biens de ceux qui n'ont point été engagés dans la guerre ; ni même sur les possessions de ceux qui y ont été actuellement engagés.

V. En second lieu donc , je dis qu'un Conquérant n'acquiert du pouvoir que sur ceux qui ont actuellement assisté les Ennemis dans une guerre injuste , & ont effectivement concouru & consenti à l'injuste violence dont on a usé envers lui. En effet ; le Peuple n'ayant point donné à ses Conducteurs le pouvoir de pratiquer rien d'injuste , par exemple , de faire une injuste guerre (hé , com-
ment ,

ment pourroit-il leur donner un pouvoir & un droit qu'il n'a point ! il ne doit pas être chargé & regardé comme coupable de la violence qu'on a employée dans une guerre injuste, qu'autant qu'il paroît l'avoir excitée ou fomentée ; il ne doit pas être censé plus coupable d'une guerre de cette nature, qu'il ne doit l'être de la violence & de l'oppression dont auroient usé ses Conducteurs envers lui-même, ou envers une partie de leurs sujets ; ne les ayant pas plus autorisés à un égard, qu'à l'autre. Les Conquerans, à la vérité, ne se mettent guères en peine de faire ces sortes de distinctions ; au contraire ils ne se plaisent qu'à confondre tout, dans la guerre, afin d'envahir & d'emporter tout : mais cela ne change ni ne diminue point le droit. Car un Conquérant n'ayant de droit & de pouvoir sur ceux qu'il a subjugués, qu'entant qu'ils ont employé la force contre lui, pour faire ou soutenir des injustices ; il peut avoir un pouvoir légitime sur ceux qui ont concouru & consenti à ces injustices & à cette violence ; mais tout le reste est innocent : & il n'a pas plus

plus de droit sur un Peuple conquis qui ne lui a fait nul tort , & qui par cette raison n'a point perdu son droit à la vie, qu'il n'en a sur aucun autre peuple , qui sans lui faire tort & sans le provoquer , aura vécu honnêtement avec lui.

VI. En troisiéme lieu , le pouvoir qu'un Conquerant acquiert sur ceux qu'il subjugue , dans une juste guerre , est entièrement Despotique. Par ce pouvoir , il a droit de disposer absolument , & comme il lui plait , de la vie de ceux qui s'étant mis dans l'état de guerre , ont perdu le droit propre qu'ils avoient sur leurs personnes : mais il n'a pas un semblable droit au regard de leurs possessions. Je ne doute point que d'abord cette doctrine ne paroisse étrange : elle est trop opposée à la pratique ordinaire , pour n'être pas regardée comme un paradoxe. Quand on parle des païs qui sont tombés sous la domination d'un Prince , on n'a gueres accoutumé d'en parler autrement que comme de païs conquis. Il semble que les Conquêtes seules portent avec elles & confèrent in-

failliblement le droit de possession ; que ce que pratique le plus fort & le plus puissant , doit - être la règle du droit ; & que parce qu'une partie de la condition triste des gens subjugués consiste à ne contester point à leurs Vainqueurs leurs prétentions , & à subir les conditions qu'ils prescrivent , l'épée à la main , ces prétentions & ces conditions deviennent par là justes & bien fondées.

VII. Quand un homme employe la force contre un autre , il se met par là en état de guerre avec lui. Or, soit qu'il commence l'injure par une force ouverte , ou que l'ayant faite doucement & par fraude , il refuse de la réparer & la soutienne par la force , c'est toute la même chose , & l'un & l'autre est guerre. En effet, qu'un homme enfonce la porte de ma maison tout ouvertement , & me jette dehors avec violence ; ou qu'après s'y être glissé sans bruit , il la garde , & m'empêche , par la force , d'y entrer ; ce n'est qu'une seule & même chose. Au reste , nous supposons ici , que ceux dont nous parlons , se trouvent dans cette sorte
d'Etat

d'Etat où l'on n'a-point de commun juge sur la terre , auquel on puisse appeler. C'est donc l'injuste usage de la violence , qui met un homme dans l'état de guerre avec un autre ; & par là, celui qui en est coupable , perd le droit qu'il avoit à la vie : car abandonnant la raison , qui est la règle établie pour terminer les différends & décider des droits de chacun , & employant la force & la violence , c'est-à-dire, la voye des bêtes , il mérite d'être détruit par celui qu'il avoit dessein de détruire , & d'être regardé & traité comme une bête féroce , qui ne cherche qu'à dévorer & à engloutir.

VIII. Mais parce que les fautes d'un Père ne sont pas les fautes de ses Enfans qui peuvent être raisonnables & paisibles , quoi-qu'il ait été brutal & injuste : un Père , par sa mauvaise conduite & par ses violences , peut perdre le droit qu'il avoit sur sa personne & sur sa propre vie ; mais ses Enfans ne doivent point être envelopés dans ses crimes , ni dans sa destruction. Ses biens , que la Nature , qui veut la conservation de tous les hommes , autant qu'el-

le est possible , a fait appartenir à ses Enfans pour les empêcher de périr, continuent toujours à leur appartenir. Car suposons qu'ils ne se soient point joints à leur Père dans une guerre injuste, soit parce qu'ils étoient trop jeunes & dans l'enfance , soit parce que par leur propre choix ils n'ont pas voulu se joindre à lui : Il est manifeste qu'ils n'ont rien pratiqué qui leur doive faire perdre le droit qu'ils ont naturellement sur les biens dont il s'agit : & un Conquérant n'a pas sujet de les leur prendre, par le simple droit de conquête, faite sur un homme qui avoit résolu & tâché de le perdre par la force ; tout le droit qu'il peut avoir sur ces biens , n'est fondé que sur les dommages qu'il a soufferts, par la guerre , pour deffendre ses droits, & dont il peut demander la réparation. Or jusqu'à quel point s'étend ce droit sur les possessions des subjugués , c'est ce que nous verrons tout-à-l'heure. Concluons seulement ici, qu'un Vainqueur , qui par ses conquêtes a droit sur la vie de ses ennemis, & peut la leur ôter, quand il lui plait , n'a point droit sur ses biens , pour en jouir & les

les posséder. Car c'est la violence brutale dont un Agresseur a usé, qui a donné à celui à qui il a fait la guerre, le droit de lui ôter la vie & de le détruire, s'il le trouve à propos, comme une créature nuisible & dangereuse : mais c'est seulement le dommage souffert, qui peut donner quelque droit sur les biens des vaincus. Je puis tuër un voleur qui se jette sur moi dans un grand chemin : je ne puis pas pourtant, ce qui semble être quelque chose de moins, lui ôter son Argent, en épargnant sa vie & le laissant aller ; si je le faisois, je commettrois sans doute un larcin. La violence de ce voleur & l'état de guerre dans lequel il s'est mis, lui ont fait perdre le droit qu'il avoit sur sa vie, mais ils n'ont point donné droit sur ses biens. De même, le droit des conquêtes s'étend seulement sur la vie de ceux qui se sont joints dans une guerre, mais non sur leurs biens, sinon autant qu'il est juste de se dédommager, & de réparer les pertes & les fraix qu'on a faits dans la guerre ; avec cette réserve & cette considération, que les droits des Femmes & des Enfans innocens soient conservés.

IX. Qu'un Conquérant aye , de son côté , tant de justice & de raison qu'on voudra ; il n'a point droit néanmoins de se saisir de plus de choses que ceux qui ont été subjugués n'ont mérité d'en perdre. Leur vie est à la merci du Vainqueur ; leur service & leurs biens sont devenus son bien propre , & il peut les employer pour réparer le dommage qui lui a été causé : mais il ne peut prendre ce qui appartient aux femmes & aux Enfans , qui ont leur droit & leur part aux biens & aux effets dont leurs maris ou leurs Pères ont joui. Par exemple , dans l'état de nature (tous les Etats sont dans l'état de nature , les uns au regard des autres) j'ai fait tort à un homme ; & ayant refusé de lui donner satisfaction , nous en sommes venus à l'état de guerre , dans lequel , quand même je ne ferois que me défendre , je dois être regardé comme l'Agresseur. Je suis vaincu & subjugué. Ma vie est certainement à la merci de mon Vainqueur , mais non ma Femme & mes Enfans , qui ne se sont point mêlés de cette guerre. Je ne puis point leur faire perdre le droit qu'ils ont sur leur vie , comme ils ne

peuvent me faire perdre celui que j'ai sur la mienne. Ma femme a sa dot, ou sa part à mes biens ; & elle ne doit pas la perdre, par ma faute. Mes enfans doivent être nourris & entretenus de mon travail & de ma subsistance. Or c'est ici le même cas. Un Conquérant a droit de demander la réparation du dommage qu'il a reçu ; & les Enfans ont droit de jouir des biens de leurs Pères , pour leur subsistance : & quant à la dot, ou à la part des femmes , soit que le travail , ou leur Contrat la leur ait procurée, ou assurée, il est visible que leurs maris ne peuvent la leur faire perdre. Que faut-il donc pratiquer en cette rencontre ? Je réponds , que la Loi fondamentale de la Nature voulant que tous , autant qu'il est possible , soient conservés , il s'ensuit que s'il n'y a pas assez de bien pour satisfaire les prétendans , c'est-à-dire , pour réparer les pertes du Vainqueur , & pour faire subsister les enfans , le Vainqueur doit relâcher de son droit & n'exiger pas une entière satisfaction , mais laisser agir le droit seul de ceux qui sont en état de périr , s'ils sont privés de ce qui leur appartient.

X. Mais supposons que les dommages & les fraix de la guerre ont été si grands pour le Vainqueur, qu'il a été entièrement ruiné, & qu'il ne lui est pas resté un fol; & que les Enfans des subjugués soient dépouillés de tous les biens de leurs Pères, & en état de périr & d'être couchés dans le tombeau: la satisfaction néanmoins qui sera dûë à ce Conquérant, ne lui donnera que rarement droit sur le Païs qu'il a conquis. Car les dommages & les fraix de la guerre montent rarement à la valeur d'une étendue considérable de païs, du moins dans les endroits de la terre qui sont possédés & où rien ne demeure désert. La perte des revenus d'un ou de deux ans (il n'arrive gueres qu'elle s'étende jusqu'à quatre ou jusqu'à cinq ans) est la perte qu'on fait d'ordinaire. Et quant à l'argent monnoyé & à d'autres semblables richesses, qui auront été consumées, ou qui auront été enlevées, elles ne sont pas des biens de la Nature, elles n'ont qu'une valeur imaginaire, la Nature ne leur a pas donné celle qu'elles ont aujourd'hui. Elles ne sont pas plus considérables en elles-

mê-

mêmes, que paroîtroient être, à des Princes de l'Europe, certaines choses de l'Amérique, que les habitans y estiment fort, ou que ne paroîssoit être, du commencement, aux Amériquains, nôtre argent monnoyé. Or les revenus de cinq années ne peuvent pas balancer la valeur de la jouissance perpétuelle d'un païs qui est habité & cultivé par tout. On en tombera surtout aisément d'accord, si l'on fait abstraction de la valeur imaginaire de l'argent monnoyé; & l'on verra que la disproportion est plus grande, que n'est celle qu'il y a entre cinq, & cinq mille. Après tout, les dommages que les hommes reçoivent les uns des autres dans l'état de nature (tous les Princes & tous les Gouvernemens sont dans l'état de nature, les uns à l'égard des autres) ne donnent jamais à un Conquérant le droit de dépouiller la postérité de ceux qu'il aura subjugués, & de la priver de la jouissance de ce qui devoit être son héritage & l'héritage de tous ses descendans jusqu'à la dernière génération. Les Conquérans, à la vérité, sont fort disposés à croire

qu'ils sont maîtres légitimes & perpétuels de tout : & telle est la condition de ceux qui sont subjugués , qu'il ne leur est pas permis de soutenir & de défendre leur droit. Il ne laisse pourtant pas d'être certain , qu'en ces rencontres les Conquérens n'ont d'autre droit que celui qu'a le plus fort sur le plus foible : celui qui est le plus fort est censé avoir droit de se saisir de tout ce qu'il lui plait.

XI. Donc, un Conquérant , même dans une juste guerre, n'a , en vertu de ses conquêtes, aucun droit de domination sur ceux qui se sont joints à lui & ont été les compagnons de ses combats & de ses victoires ; ni sur les gens d'un país subjugué , qui ne se sont pas opposés à lui ; ni sur la postérité de ceux même qui se sont opposés à lui, & lui ont fait actuellement la guerre. Ils doivent tous être exempts de toute sorte de sujettion , au regard de ce Conquérant : & si leur gouvernement précédent est dissous, ils sont en droit & doivent avoir la liberté d'en former & d'en ériger un autre , comme ils jugeront à propos.

XII.

XII. A la vérité, les Conquérans obligent, d'ordinaire, par force & l'épée à la main, ceux qu'ils ont subjugués, à subir les conditions qu'il leur plait imposer, & à se soumettre au Gouvernement qu'ils veulent établir. Mais la question est de savoir, quel droit ils ont d'en user de la sorte. Si l'on dit, que les gens subjugués se soumettent, de leur propre consentement; alors on reconnoit que leur consentement est nécessaire, afin qu'un Conquérant ait droit de les gouverner. Il ne reste qu'à considérer si des promesses extorquées, si des promesses arrachées de force & sans droit, peuvent être regardées comme un consentement; & jusqu'où elles obligent. Je dis sans crainte, qu'elles n'obligent en aucune façon, parce que nous conservons toujours nôtre droit sur ce qu'on nous arrache de force, & que ceux qui extorquent ainsi quelque chose, sont obligés de la restituer incessamment. Si un homme prend par force mon cheval, il est d'abord obligé de me le rendre; & j'ai toujours le droit de le reprendre, si je puis. Par la même raison, celui

M 5 qui

qui m'arrache de force une promesse , est tenu de me la rendre incessamment , c'est-à-dire , de m'en tenir quitte ; ou je puis la reprendre moi-même & la retracter , c'est-à-dire , qu'il m'est permis de la tenir ou de ne la tenir pas. En effet, les Loix de la Nature m'imposant des obligations , seulement par leurs réglemens & par les choses qu'elles prescrivent, ne peuvent m'obliger à rien , par la violation de leurs propres réglemens , telle qu'est l'action de ceux qui m'extorquent & m'arrachent de force quelque chose. Et il ne sert de rien de dire, que j'ai promis. Car il est aussi vrai que ma promesse , en cette occasion , ne m'engage & ne m'oblige à rien , qu'il l'est, que je ne rends point juste & légitime la violence d'un voleur, lors que je mets la main dans mon gousset & que j'en tire ma bourse , & la remets moi-même entre les mains du voleur , qui me la demande , le pistolet à la main.

XIII. De tout cela il s'ensuit que le gouvernement d'un Conquérant , établi par force sur ceux qui ont été subjugués , & auxquels il n'avoit pas droit

droit de faire la guerre, ou qui ne se sont pas joints à ceux qui ont agi & combattu dans une guerre juste qu'il leur a faite, est un Gouvernement injuste & illégitime.

XIV. Mais supposons que tous les membres d'un Corps Politique qui a été subjugué, se soient joints ensemble pour faire une guerre injuste, & que leur vie soit à la merci & en la disposition du Vainqueur.

XX. Je dis que cela ne concerne point leurs Enfans, qui sont mineurs. Car puis qu'un Père n'a point de pouvoir sur la vie & sur la liberté de ses Enfans, aucune de ses actions & de ses démarches ne les leur peut faire perdre. Ainsi, les Enfans, quelque chose qui arrive à leur Père, sont toujours des gens libres; & le pouvoir absolu d'un Conquérant ne s'étend que sur la personne de ceux qu'il a subjugués: & quoi-qu'il ait droit de les gouverner comme des esclaves, comme des gens assujettis à son pouvoir absolu & arbitraire, il n'a point un tel droit de domination sur leurs Enfans. Il ne peut avoir de pouvoir sur eux que par leur

consentement ; & son autorité ne sauroit être légitime , tandis que la force , non le choix , les oblige de se soumettre.

XVI. Chacun est né avec deux sortes de droit. Le premier droit est celui qu'il a sur sa personne , de laquelle il peut seul disposer. Le second est le droit qu'il a , avant tout autre homme , d'hériter les biens de ses frères , ou de son Père.

XVII. Par le premier de ces droits , on n'est naturellement sujet à aucun gouvernement , encore qu'on soit né dans un lieu où il y en ait un établi. Mais aussi , si l'on ne veut pas se soumettre au Gouvernement légitime sous la juridiction duquel on est né , il faut abandonner le droit qui est une dépendance de ce Gouvernement-là , & renoncer aux possessions de ses Ancêtres , si la Société où elles se trouvent , a été formée par leur consentement.

XVIII. Par le second les habitans d'un país , qui sont descendus & tirent le droit qu'ils ont sur leurs biens , de gens qui ont été subjugués : ces sortes d'habitans , qui sont soumis par force

&

& contre leur consentement libre , à un Gouvernement fâcheux , retiennent leur droit aux possessions de leurs Ancêtres , quoi-qu'ils ne consentent pas librement au Gouvernement sous lequel elles se trouvent , & dont les rudes conditions ont été imposées par force. Car le Conquérant n'ayant jamais eû de droit sur ce país dont il s'agit , le Peuple , c'est-à-dire , les descendans & les héritiers de ceux qui ont été forcés de subir le joug , ont toujourns droit de le secourir , & de se délivrer de l'Usurpation , ou de la Tyrannie , que l'Epée & la violence ont introduite ; jusques à ce que leurs Conducteurs les aient mis sous une forme de Gouvernement à laquelle ils consentent volontairement & de bon cœur : ce qu'ils ne peuvent jamais être suposés faire , jusqu'à ce qu'ils aient été mis dans l'état d'une pleine liberté ; dans lequel ils puissent choisir & le Gouvernement & les gouverneurs , ou du moins jusqu'à ce qu'ils aient des Loix stables , auxquelles ils aient , ou immédiatement , ou par ceux qui les représentent , donné leur consentement libre , & ainsi jusqu'à ce qu'ils
ayent

ayent mis en sûreté tout ce qui leur appartient en propre , en sorte que personne ne puisse jamais leur en prendre rien contre leur consentement , sans quoi ils ne sauroient , sous aucun Gouvernement , être dans l'état d'hommes libres , mais seroient plutôt de véritables esclaves , & des gens exposés aux fureurs & aux calamités de la guerre. Et qui doute que les Chrétiens de la Grèce , qui sont descendus des anciens Possesseurs de ce Païs qui est aujourd'hui sous la domination du Grand Seigneur , ne pussent justement , s'ils avoient assez de force pour cela , secouer le joug des Turcs , sous lequel ils gémissent depuis si long tems ?

XIX. Mais accordons , qu'un Conquérant , dans une juste guerre , a droit sur les biens , tout de même que sur les personnes de ceux qui sont subjugués ; il est pourtant clair que cela n'est point ; il ne s'en suivroit pas sans doute que , dans la suite de son Gouvernement , il dût avoir un pouvoir absolu. Car les descendans de ces gens-là étant tous hommes libres , s'il leur donne des biens & des possessions , afin qu'ils habi-

tent

tent & peuplent son païs , sans quoi il ne seroit de nul prix & de nulle considération , ils ont un droit de propriété sur ces possessions & sur ces biens : or la nature de la propriété consiste à posséder quelque chose , en sorte , que personne n'en puisse légitimement prendre rien , sans le cōsentement du propriétaire.

XX. Leurs personnes sont libres , par un droit naturel : & quant aux biens qui leur apartiennent en propre , qu'ils soient grands ou petits , eux seuls en peuvent disposer ; autrement ce ne seroient point des biens propres. Supposons , qu'un Conquérant donne à un homme mille arpens de terre , pour lui , & pour ses héritiers , à perpétuité ; & qu'il laisse à un autre mille arpens , à vie , moyennant la somme de 50. l. ou de 500. l. par an. L'un d'eux n'a-t-il pas droit sur mille arpens de terre , à perpétuité ; & l'autre sur autant , pendant sa vie , en ayant la rente que nous avons marquée ? De plus , celui qui tient la terre de mille arpens , n'a-t-il pas un droit de propriété sur tout ce que , durant le tems prescrit , il gagne & acquiert par son travail & son industrie ;
au

au delà de la rente qu'il est obligé de payer, quand même il auroit aquis & gagné le double de la rente ? A-t-on raison de dire qu'un Roi ou un Conquérant, après avoir accordé & stipulé ce qu'on vient de voir, peut, par son droit de Conquête, prendre toute la terre, ou une partie, aux héritiers de l'un, ou à l'autre durant sa vie, & pendant qu'il paye exactement la rente qui a été constituée ? Ou, peut-il prendre à l'un ou à l'autre, selon son plaisir, les biens ou l'argent qu'il aura aquis ou gagné sur les arpens de terre mentionnés ? S'il le peut ; alors, il faut que tous les contracts, que tous les traités, que toutes les conventions cessent dans le monde, comme des choses vaines & frivoles ; tout ce que les Grands accorderont, ne sera qu'une chimère, les promesses de ceux qui ont la suprême puissance ne seront que moquerie & qu'illusion. Et peut-il y avoir rien de plus ridicule que de dire solennellement & de la manière du monde la plus propre à donner de la confiance & à assurer une possession, *Je vous donne cela pour vous & pour les vôtres, à perpétuité, & que*

ce,

cependant il faille entendre , que celui qui parle de la sorte , a droit de reprendre , le lendemain , s'il lui plait , ce qu'il donne ?

XXI. Je ne veux point maintenant disputer, pour savoir si les Princes sont exempts d'observer les Loix de leur Païs : mais je suis sûr qu'ils sont obligés , & bien étroitement, d'observer les Loix de Dieu & de la Nature. Nul pouvoir ne sauroit jamais exempter de l'observation de ces Loix éternelles. L'obligation qu'elles imposent, est si grande & si forte, que le Tout-puissant lui-même ne peut s'en dispenser. Les accords, les traitez , les alliances, les promesses, les sermens, sont des liens indissolubles pour le Très-Haut. Hé ! ne seront-ils donc pas aussi , malgré tout ce que disent les flatteurs aux Princes du monde, des liens indissolubles ; & des choses d'une obligation indispensable pour des Potentats , qui joints tous ensemble avec tous les Peuples , ne sont , en comparaison du Grand Dieu, que comme une goutte qui tombe d'un seau, ou comme la poussière d'une balance ?

XXII. Donc , pour me recueillir ,
au

au sujet des Conquêtes : Un Conquérant , si sa cause est juste , a un droit despotique sur les personnes de tous ceux qui sont entrés en guerre contre lui , ou ont concouru à la guerre qu'on lui a faite ; & peut , par le travail & les biens des vaincus , réparer le dommage qu'il a reçu , & les fraix qu'il a faits , en sorte pourtant qu'il ne nuise point aux droits de personne. Pour ce qui regarde le reste des gens , savoir ceux qui n'ont point consenti & concouru à la guerre , & les enfans des prisonniers eux-mêmes , & pour ce qui regarde aussi les possessions des uns & des autres , il n'a nul droit sur ces personnes , ni sur ces biens ; & par conséquent il ne sauroit , par voye & vertu de conquête , avoir aucun droit de domination sur ces gens-là , ni le communiquer à sa postérité. Que s'il use de domination sur eux , & prend leurs biens , tout ce qui leur appartient , ou seulement quelque partie ; il doit être considéré comme un agresseur & comme un homme qui s'est mis en état de guerre avec eux , & n'a pas un droit meilleur & mieux fondé , que celui que *Hingar* , & *Hubba* , Danois , ont eû sur
l'An-

l'Angleterre, ou que celui de *Spartacus* qui conquît l'Italie. Aussi les Peuples subjugués de la sorte n'attendent-ils jamais qu'une occasion favorable & le secours du Ciel, pour secouer le joug. Ainsi, malgré tout le droit que le Roi d'Assyrie prétendoit avoir sur la Judée, par la voye de son Epée victorieuse, Dieu assista puissamment Ezechias, afin qu'il se délivrat de la domination du victorieux, & du superbe Empire de ce Monarque. *Et le Seigneur fut avec Ezechias, qui réussit, par tout où il alla. † Il se rebella contre le Roi des Assyriens ; & il ne fut point assujetti.* Il paroît évidemment par-là ; qu'en secouant un pouvoir que la force & la violence, non le droit & la justice ont établi, quoi-que ceux qui en usent de la sorte, soient traités de rebelles, on n'offense point Dieu : en cela, on ne fait que pratiquer ce que ce grand Dieu permet, approuve, autorise, quand même seroient intervenuës des promesses & des conventions extorquées & arrachées de force. Si on lit attentivement l'Histoire d'Achaz & d'Ezechias, on pourra voir un exemple bien juste sur ce sujet, & autorisé du Seigneur.

† II. Rois XVIII. 17.

Car

Car il est probable, que les Assyriens subjuguèrent Achaz & le déposèrent, & établirent Roi Ezéchias, du tems & durant la vie de son Père; & qu'Ezéchias fut obligé de consentir à un traité, par lequel il s'engageoit à faire hommage au Roi d'Assyrie & à lui payer tribut.

CH A P I T R E XVI.

De l'Usurpation.

I. **C**OMME une Conquête peut être appelée une Usurpation de dehors & étrangère; aussi l'Usurpation peut être nommée une Conquête domestique : avec cette différence, qu'un Usurpateur ne sauroit jamais avoir le droit de son côté; au lieu qu'un Conquérant peut l'avoir, pourvû qu'il se contienne dans les bornes que la justice lui prescrit, & qu'il ne se saisisse pas de possessions & de biens auxquels d'autres aient droit. Quand les règles de l'équité sont observées, il peut bien y avoir changement de personnes & de Conducteurs, mais non changement de forme,

me, & de Loix du Gouvernement : car si l'on étendoit son pouvoir au delà du droit & de la justice, ce seroit joindre la tyrannie à l'usurpation.

II. Dans tous les légitimes Gouvernemens, une partie considérable de la forme du Gouvernement & des privilèges naturels & essentiels des Peuples, c'est de désigner les personnes qui doivent gouverner. L'Anarchie ne consiste pas seulement à n'avoir nulle forme de Gouvernement & d'Etat, ou à avoir convenu qu'il seroit monarchique, mais à n'avoir établi aucun moyen pour désigner les personnes qui doivent être revêtues du pouvoir monarchique, ou de quelque autre. Ainsi, tous les véritables Etats ont non seulement une forme de Gouvernement établie, mais encore des Loix & réglemens pour désigner certaines personnes & les revêtir de l'autorité publique : & quiconque entre dans l'exercice d'aucune partie du pouvoir d'une Société, par d'autres voyes que celles que les Loix prescrivent, ne peut prétendre d'être obéi, quoi que la forme du Gouvernement soit toujours conservée ; puis qu'en ce

cas

cas la Personne qui gouverne -n'a pas été désignée & nommée par les Loix, & par conséquent par le Peuple. Ni un tel Usurpateur, ni aucun descendu de lui, ne sauroit avoir une domination juste & légitime, jusqu'à ce que le Peuple ait eû la liberté de donner son consentement & l'ait actuellement donné, en sorte qu'il ait approuvé & confirmé l'autorité & l'exercice du pouvoir d'un tel homme, dont, sans cela, le pouvoir sera toujours un pouvoir usurpé & illégitime.

C H A P I T R E X V I I .

De la Tyrannie.

I. **C**OMME l'Usurpation est l'exercice d'un pouvoir auquel d'autres ont droit ; la Tyrannie est l'exercice d'un pouvoir outré, auquel qui que ce soit n'a droit assurément. Ou bien, la Tyrannie est l'usage d'un pouvoir dont on est revêtu, mais qu'on exerce, non pour le bien & l'avantage de ceux qui y sont soumis, mais pour son avantage pro-

propre & particulier ; & celui-là, quelque titre qu'on lui donne , & quelques belles raisons qu'on allégué , est véritablement Tyran , qui propose , non les Loix , mais sa volonté , pour règle , & dont les ordres & les actions ne tendent pas à conserver ce qui appartient en propre à ceux qui sont sous sa domination , mais à satisfaire son ambition particulière , sa vengeance , son avarice , ou quelque autre passion déréglée.

II. Si quelqu'un croit pouvoir douter de la vérité & de la certitude de ce que j'avance , parce que celui qui le propose , est un Sujet , & un Sujet inconnu , & sur l'autorité duquel on ne voudroit pas s'appuyer ; j'espère que l'autorité d'un célèbre Roi l'engagera à en tomber d'accord. C'est du Roi JACQUES dont j'entens parler. Voici de quelle manière il parla dans le Discours qu'il fit au Parlement en 1603. *Je préférerai toujours, en faisant de bonnes Loix & des Constitutions utiles , le Bien Public & l'Avantage de tout l'Etat, à mes avantages propres & à mes intérêts particuliers ; persuadé que je suis, que l'Avantage & le Bien de l'Etat est mon plus grand avan-*

avantage & ma félicité temporelle , & que c'est en ce point qu'un Roi légitime diffère entièrement d'un Tyran. En effet, il est certain que le principal & le plus grand point de différence qu'il y a entre un Roi juste , & un Tyran & un Usurpateur , consiste en ce qu'au lieu qu'un Tyran superbe & ambitieux s'imagine que son Royaume & son Peuple sont uniquement faits pour satisfaire ses désirs & ses apétits déréglés , un Roi juste & équitable se regarde au contraire comme établi pour faire en sorte que son Peuple jouisse tranquillement de ses biens & de ce qui lui appartient en propre. Et encore , dans le discours que ce Sage Prince fit au Parlement , en 1609. il s'exprima de cette sorte. Le ROI s'oblige lui même , par un double serment , à observer les Loix fondamentales de son Royaume. L'un est un serment tacite , qu'il fait en qualité de Roi , & par la nature de sa dignité , qui l'engage , & bien étroitement , à protéger & son Peuple , & les Loix du Royaume. L'autre est un serment exprès qu'il prête , le jour de son Couronnement. De sorte que tout Roi juste , dans un Royaume fondé , est obligé d'observer la Paction qu'il a faite

faite avec son Peuple , de conformer son gouvernement aux Loix , & d'agir suivans cette Paſſion que Dieu fit avec Noé après le Déluge. Désormais , le tems de Semer , & le tems de Moissonner , le Froid , & le Chaud , l'Eté , & l'Hiver , le Jour , & la Nuit , ne cesseront point , pendant que la Terre demeurera. Un Roi donc , qui tient les rênes du Gouvernement dans un Royaume formé , cesse d'être Roi , & devient Tyran , dès qu'il cesse , dans son gouvernement , d'agir conformément aux Loix. Et un peu après , Ainsi tous les Rois qui ne sont pas tyrans ou parjures , seront bien aises de se contenir dans les limites de leurs Loix. Et ceux qui leur persuadent le contraire , sont des vipères & une peste fatale , tant au regard des Rois eux-mêmes , qu'au regard de l'Etat. Voilà la différence qu'un Savant Roi , qui avoit l'esprit droit & de vraies notions des choses , met entre un Roi , & un Tyran , laquelle consiste en ce que l'un fait des Loix les bornes de son Pouvoir , & considère le Bien Public comme la fin de son Gouvernement : l'autre suit entièrement sa volonté particulière & ses passions déréglées.

III. C'est une erreur, que de croire que ce désordre & ces défauts qui viennent d'être marqués, ne se trouvent que dans les Monarchies : les autres formes de gouvernement n'y sont pas moins sujettes. Car enfin, par tout où les Personnes qui sont élevées à la Suprême Puissance pour la conduite d'un Peuple & pour la conservation de ce qui lui appartient en propre, employent leur pouvoir pour d'autres fins, appauvrissent, foulent, assujettissent à des commandemens arbitraires & irréguliers des gens qu'ils sont obligés de traiter d'une toute autre manière ; là certainement il y a Tyrannie, soit qu'un seul homme soit revêtu du pouvoir, & agisse de la sorte, soit qu'il y en ait plusieurs. Ainsi, l'Histoire nous parle de trente Tyrans d'Athènes, aussi bien que d'un de Syracuse ; & chacun fait que la domination des Decemvirs de Rome ne valoit pas mieux, & étoit une véritable Tyrannie.

IV. Par tout où les Loix cessent & sont violées, au préjudice d'autrui, la Tyrannie commence & a lieu. Qui-conque, revêtu d'autorité, excède le pou-

pouvoir qui lui a été donné par les Loix , & employe la force qui est en sa disposition , & s'en sert pour faire , au regard de ses Sujets , des choses que les Loix ne permettent point , est sans doute un véritable Tyran : & comme il agit alors sans autorité , on peut s'opposer à lui , tout de même qu'à tout autre qui envahiroit de force le droit d'autrui. Il n'y a personne qui ne reconnoisse qu'il est permis de s'opposer de la sorte à des Magistrats subordonnés. Si un homme qui a eû commission pour se saisir de ma personne dans les ruës , entre de force dans ma maison & enfonce ma porte ; j'ai droit de m'opposer à lui comme à un voleur ; quoi - que je reconnoisse qu'il a pouvoir & a reçu ordre de m'arrêter dehors. Or , je serois ravi qu'on m'apprit pourquoi on n'en peut pas user de même au regard des Magistrats supérieurs & souverains , aussi bien qu'au regard de ceux qui leur sont inférieurs. Est - il raisonnable , je vous prie , que l'aîné d'une famille , parce qu'il a la plus grande partie des biens de son Père , ait droit par là de ravir à ses

frères leur portion ; ou qu'un homme riche qui possède tout un païs, ait droit de se saisir , lors qu'il lui plaira , de la chaumière , ou du jardin de son pauvre prochain ? Bien loin qu'un pouvoir & des richesses immenses , & infiniment plus considérables que le pouvoir & les richesses de la plus grande partie des enfans d'Adam , puissent servir d'excuse , & sur tout de fondement légitime pour justifier les rapines & l'oppression , qui consistent à endommager autrui sans autorité ; au contraire ils ne font qu'aggraver la cruauté & l'injustice. Car enfin , aller , sans autorité , au delà des bornes marquées , n'est pas un droit d'un grand , plutôt que d'un petit Officier , & ne paroît pas plus excusable dans un Roi , que dans un Commis de quartier , ou dans un Sergent : cela est même moins pardonna-
ble dans ceux qui ont été revêtus d'un grand pouvoir , parce qu'on a pris en eux plus de confiance ; qu'on a supposé que l'avantage de leur Education , les soins de leurs Gouverneurs , les lumières & l'habileté de leurs Conseillers , leur donneroient plus d'intelligence & de

de capacité ; & qu'ayant reçu une beaucoup plus grande part que n'ont fait le reste de leurs frères , ils feroient mieux en état de faire du bien.

V. Quoi donc , on peut s'opposer aux commandemens & aux ordres d'un Prince ? On peut lui résister toutes les fois qu'on se croira maltraité , & qu'on s'imaginera qu'il n'a pas droit de faire ce qu'il fait ? Hé ! s'il étoit permis d'en user de la sorte , toutes les Sociétés seroient bien-tôt renversées & détruites ; & au lieu de voir quelque gouvernement & quelque ordre , on ne verroit qu'anarchie & que confusion.

VI. Je répons , qu'on ne doit opposer la force qu'à la force injuste & illégitime , & à la violence ; que quiconque résiste dans quelque autre cas , s'attire une juste condamnation , tant de la part de Dieu , que de la part des hommes ; & qu'il ne s'ensuit point que toutes les fois qu'on s'oposera aux entreprises d'un Souverain , il en doive provenir des malheurs & de la confusion.

VII. Car , premièrement , comme dans quelques pays la Personne du Prin-

ce , par les Loix , est sacrée ; il n'y a jamais à craindre pour elle aucune plainte , ni aucune violence , quelque chose qu'il commande ou qu'il fasse , & elle n'est sujette à nulle censure , ni à nulle condamnation. On peut seulement former des oppositions contre des actes illégitimes & illicites de quelque Officier inférieur , ou de quelque autre qui aura été commis par le Prince : on peut , dis - je , en user de la sorte , & le Prince ne doit pas trouver mauvais qu'on le fasse , à moins qu'il n'ait dessein , en se mettant actuellement en état de guerre avec son Peuple , de dissoudre le gouvernement , & ne l'oblige d'avoir recours à cette défense qui appartient à tous ceux qui sont dans l'état de nature. Or ce qui peut en arriver , qui est-ce qui est capable de le dire ? Un Royaume voisin a fourni au monde , il y a long-tems , un fameux exemple sur ce sujet. Dans tous les autres cas la Personne sacrée du Prince exempte de toutes sortes d'inconvéniens , & tandis que le gouvernement subsiste , il n'a à craindre aucune violence ni aucun mal ; & cer-
tai-

tainement il ne sauroit y avoir une constitution & une pratique plus sage. Car le mal que peut faire un Prince, par sa seule personne & par sa force particulière, ne sauroit, selon l'apparence, arriver souvent, ni s'étendre fort loin & renverser les Loix, ou opprimer le Corps du Peuple; à moins qu'un Prince ne fût extrêmement foible, ou extrêmement méchant. Et pour ce qui regarde quelques malheurs particuliers qui peuvent arriver, lors qu'un Prince têtue & facheux est monté sur le trône, ils sont fort réparés & compensés par la paix publique & la sûreté du gouvernement, quand la Personne du principal Magistrat est à couvert de tout danger: étant beaucoup plus avantageux & plus salutaire à tout le Corps, que quelques particuliers soient quelquefois en danger de souffrir, que si le Chef de la République étoit exposé aisément, & sur le moindre sujet.

VIII. En second lieu, le privilège dont nous parlons, ne regarde que la Personne du Roi, & n'empêche point qu'on ne puisse se plaindre de ceux qui

usent d'une force injuste , s'oposer à eux & leur résister , quoi qu'ils disent avoir reçu de lui leur Commission. Certainement , si quelqu'un a reçu ordre du Roi d'arrêter un homme, il ne s'enfuit point qu'il ait droit d'enfoncer la porte de sa maison pour se saisir de lui ; ni d'exécuter sa commission dans de certains jours , ni dans de certains lieux , bien que cette exception - là ne soit pas mentionnée dans la commission : il suffit que les Loix la fassent , pour qu'on soit obligé de s'y conformer exactement ; & rien ne peut excuser ceux qui vont au-delà des bornes qu'elles ont marquées. En effet , le Roi tenant des Loix toute son autorité , ne peut autoriser aucun acte qui soit contraire à ces Loix , ni justifier , par sa commission , ceux qui les violent. La commission ou l'ordre d'un Magistrat qui entreprend au delà du pouvoir qui lui a été commis , n'est pas plus considérable que celle d'un particulier. La seule différence qui se trouve entre l'une & l'autre , consiste en ce que le Magistrat a quelque autorité , a une autorité d'une certaine

éten-

étendue, & pour certaines fins, & qu'un particulier n'en a point du tout. Après tout, ce n'est point la commission, mais l'autorité qui donne droit d'agir; & il ne sauroit y avoir d'autorité contre les Loix. Du reste, nonobstant cette résistance qu'on peut faire dans le cas proposé, la Personne, & l'Autorité du Roi sont toujours toutes deux en sûreté & à couvert; & par ce moyen, ni celui qui gouverne, ni le gouvernement ne sont exposés à des dangers.

IX. En troisième lieu, supposons un gouvernement où la personne du principal Magistrat ne soit pas sacrée de la manière que nous venons de dire. Il ne s'ensuit pas, que quoi qu'on puisse légitimement résister à l'exercice illégitime du pouvoir de ce Magistrat, on doive, sur le moindre sujet, mettre sa personne en danger, & brouiller le gouvernement. Car lors que la partie offensée peut, en appelant aux Loix, être rétablie, & faire réparer le dommage qu'elle a reçu, il n'y a rien alors qui puisse servir de prétexte à la force, laquelle on n'a droit d'em-

ployer que quand on est empêché d'appeler aux Loix ; & rien ne doit être regardé comme une violence & une hostilité , que ce qui ne permet pas un tel appel. C'est cela précisément qui met dans l'état de guerre celui qui empêche d'appeler aux Loix ; & c'est aussi ce qui rend justes & légitimes les actions de ceux qui lui résistent. Un homme l'épée à la main , me demande la bourse , en un grand chemin , dans le tems que je n'ai peut-être pas un sol dans mon gousset. Je puis sans doute légitimement tuer un tel homme. Je remets entre les mains d'un autre 100. l. afin qu'il me les garde tandis que je mets pied à terre. Quand ensuite je les lui redemande, il refuse de me les rendre, & met l'épée à la main pour défendre par la force ce dont il est en possession , & que je tâche de recouvrer. Le préjudice que ce dernier me cause , est cent fois , ou , peut-être , mille fois plus grand que celui que le premier a eû dessein de me causer , savoir ce voleur que j'ai tué avant qu'il m'eût fait aucun mal réel. Cependant , je
puis

puis avec justice tuër l'un , & je ne saurois légitimement blesser l'autre. La raison de cela est palpable : c'est que l'un usant d'une violence qui menace ma vie & je ne puis avoir le tems d'appeller aux Loix pour la mettre en sûreté ; & quand la vie m'auroit été ôtée , il seroit trop tard pour recourir aux Loix , lesquelles ne sauroient me rendre ce que j'aurois perdu & ranimer mon cadavre. Ce seroit une perte irréparable , que les Loix de la Nature m'ont donné droit de prévenir en détruisant celui qui s'est mis avec moi dans un état de guerre , & qui me menace de destruction. Mais dans l'autre cas , ma vie n'étant pas en danger , je puis appeler aux Loix & recevoir satisfaction au sujet de mes 100 l.

X. En quatrième lieu , si un Magistrat apuyoit de son pouvoir des actes illicites , & qu'il se servit de son autorité pour rendre inutile le remède permis & ordonné par les Loix ; il ne faudroit pourtant point user du droit qu'on a de résister , il ne faudroit point , dis-je , au regard même

d'actes manifestes de tyrannie, user de ce droit soudainement, & troubler le gouvernement pour des sujets de peu d'importance. Car si ce dont il est question, ne regarde que quelques particuliers, bien qu'ils ayent droit de se défendre & de tâcher de recouvrer par force ce qui, par une force injuste, leur a été ravi, néanmoins le droit qu'ils ont de pratiquer cela ne doit pas facilement les engager dans une contestation, dans laquelle ils ne pourroient que périr : étant aussi impossible à une personne, ou à peu de personnes de troubler & renverser le Gouvernement, lors que le Corps du peuple ne se croit pas intéressé, qu'il l'est à un fou & à un homme furieux, ou à un homme opiniâtre & mal-content, de renverser un Etat bien affermi ; le Peuple est aussi peu disposé à suivre les uns, que les autres.

XI. Mais si le procédé injuste du Prince ou du Magistrat s'est étendu jusqu'au plus grand nombre des membres de la Société, & a attaqué le Corps du Peuple ; ou si l'injustice & l'o-

L'opression n'est tombée que sur peu de personnes, mais au regard de certaines choses qui sont de la dernière conséquence, en sorte que tous soient persuadés en leur conscience que leurs Loix, leurs biens, leurs Libertez, leurs Vies sont en danger, & peut-être même leur Religion : je ne saurois dire que ces sortes de gens ne doivent pas résister à une force si illicite dont on use contre eux. C'est un inconvénient, je l'avouë, qui regarde tous les Gouvernemens, dans lesquels les Conducteurs sont devenus généralement suspects à leur Peuple, & il ne sauroit y avoir d'état plus dangereux pour ceux qui tiennent les rênes du Gouvernement, mais où ils soient moins à plaindre, à cause qu'il étoit si facile d'éviter un tel état : car il est impossible qu'un Prince, ou un Magistrat, s'il n'a en vûë que le bien de son Peuple & la conservation de ses Sujets & de leurs Loix, ne le fasse connoître & sentir; tout de même qu'il est impossible qu'un Père de famille ne fasse remarquer à ses enfans, par sa conduite, qu'il les aime & prend soin d'eux.

XII. Que si tout le monde observe, Que les prétextes qu'on allègue pour justifier une conduite, sont entièrement oposés aux actions & aux démarches de ceux qui les allèguent ; Qu'on employe tout ce que l'adresse, l'artifice, & la subtilité ont de plus fort, pour éluder les Loix ; Qu'on se sert du crédit & de l'avantage de la Prérrogative (la Prérrogative est un pouvoir arbitraire au regard de certaines choses laissées à la disposition du Prince, pour faire du bien, non du mal au Peuple,) Qu'on se sert, dis-je, du crédit & de l'avantage de la Prérrogative, d'une manière contraire à la fin pour laquelle elle a été accordée ; Qu'on choisit des Ministres & des Magistrats subordonnés, qui soient propres à conduire les choses à un point funeste & infiniment nuisible à la Nation ; & qu'ils sont en faveur plus ou moins, à proportion des soins qu'ils prennent & du zèle qu'ils témoignent, à l'égard de cette fin que le Prince se propose ; Que déjà le Pouvoir Arbitraire a produit des effets très-facheux ; Qu'on

fa-

favorise sous main une Religion que les Loix proscrivent ; qu'on est tout prêt à l'introduire & à l'établir solennellement par tout ; que ceux qui travaillent à cela sont apuyez , autant qu'il est possible ; qu'on exalte cette Religion , & qu'on la propose comme la meilleure ; qu'une longue suite d'actions montre que toutes les délibérations du Conseil tendent là : qui est-ce alors qui peut s'empêcher d'être convaincu en son esprit que la Nation est exposée à de grands périls ; & qu'on doit penser tout de bon à sa sûreté & à son salut ? En cette occasion on est aussi bien fondé , que seroient des gens qui se trouvant dans un Vaisseau , croiroient que le Capitaine a dessein de les mener à Alger , parce qu'ils remarqueroient qu'il en tiendrait toujours la route , quoi-que les vents contraires , le besoin que son vaisseau auroit d'être radoubé , le défaut d'hommes , & la disette de provisions le contraignissent souvent de changer de route , pour quelque tems ; & que dès que les vents , l'eau , & les autres choses le lui permettroient , il

re-

repr prendroit sa première route , & feroit voile vers cette malheureuse terre où régné l'esclavage.

C H A P I T R E XVIII.

De la Dissolution des Gouvernemens.

I. **S**I l'on veut parler , avec quelque clarté , de la Dissolution des Gouvernemens , il faut , avant toutes choses , distinguer entre la Dissolution de la Société , & la Dissolution du Gouvernement. Ce qui fait une Communauté , & qui tire les gens de la liberté de l'état de nature , afin qu'ils composent une Société Politique , c'est le consentement que chacun donne pour s'incorporer , pour agir avec les autres comme un seul & même corps , & pour former un Etat distinct & séparé. La voye ordinaire , qui est presque la seule voye par laquelle cette union se dissout , c'est l'invasion d'une Force étrangère qui subjugué ceux qui se trouvent

vent unis en Société. Car en cette rencontre, ces gens unis n'étant pas capables de se défendre, de se soutenir, de demeurer un Corps entier & indépendant, l'union de ce Corps doit nécessairement cesser, & chacun est contraint de retourner dans l'état où il étoit auparavant, de reprendre la liberté qu'il avoit, & de songer désormais & pourvoir à sa sûreté particulière, comme il juge à propos, en entrant dans quelque autre Société. Quand une Société est dissoute, il est certain que le Gouvernement de cette Société ne sauroit subsister davantage. Ainsi, l'Epée d'un Conquerant détruit souvent, renverse, confond toutes choses, & par elle le Gouvernement & la Société sont mis en pièces, parce que ceux qui sont subjugués, sont privés de la protection de cette Société dont ils dépendoient, & qui étoit destinée à les conserver & à les défendre contre la violence. Tout le monde n'est que trop instruit sur cette matière, & l'on est trop éloigné d'approuver une telle voye de dissoudre les Gouvernemens, pour qu'il soit
né-

nécessaire de s'y étendre. Certainement, il ne manque pas d'argumens & de preuves, pour faire voir que lors que la Société est dissoute, le Gouvernement ne sauroit subsister; cela étant aussi impossible, qu'il l'est que la structure d'une maison subsiste, après que les matériaux dont elle avoit été construite, on été séparés les uns des autres, & mis en désordre par un tourbillon, ou ont été mêlés & confondus les uns avec les autres en un monceau par un tremblement de terre.

II. Outre ce renversement causé par les gens de dehors, les Gouvernemens peuvent être dissous par des désordres arrivés au dedans.

III. Premièrement, cette dissolution peut arriver lors que la Puissance Législative est altérée. Car la Société Civile est un état de paix parmi ceux qui en sont membres; on en a entièrement exclus l'état de guerre; on a pourvû par l'établissement de la Puissance Législative à tous les désordres intérieurs, à tous les différends & à tous les procez qui pourroient s'élever

ver entre ceux qui composent une même Communauté. Il a été arrêté, par le moyen du Pouvoir Législatif, que les membres de l'Etat seroient unis, & composeroient un même Corps, & vivroient dans la possession paisible de ce qui leur appartient. La Puissance Législative est donc l'ame du Corps Politique; c'est d'elle que tous les membres de l'Etat tirent tout ce qui leur est nécessaire pour leur conservation, pour leur union, & pour leur bonheur. Tellement que quand le Pouvoir Législatif est ruiné, ou dissous, la dissolution, la mort de tout le Corps Politique s'ensuit. En effet, l'essence & l'union d'une Société consistant à n'avoir qu'une même volonté & qu'un même esprit; le Pouvoir Législatif a été établi par le plus grand nombre, pour être l'interprète & comme le gardien de cette volonté & de cet esprit. L'établissement du Pouvoir Législatif est le premier & fondamental acte de la Société, par lequel on a pourvû à la continuation de l'union de tous les membres, sous la direction

tion de certaines personnes , & des Loix faites par ces personnes que le Peuple a revêtuës d'autorité, mais de cette autorité sans laquelle qui que ce soit n'a droit de faire des Loix & de les proposer à observer. Quand un homme , ou plusieurs entreprennent de faire des Loix , quoi qu'ils n'ayent reçu du Peuple aucune commission pour cela , ils font des Loix sans autorité , des Loix par conséquent auxquelles le Peuple n'est point tenu d'obéir : au contraire une semblable entreprise rompt tous les liens de la sujettion & de la dépendance , s'il y en avoit auparavant , & fait qu'on est en droit d'établir une nouvelle Puissance Législative , comme on trouve à propos , & qu'on peut , avec une liberté entière , résister à ceux qui sans autorité , veulent imposer un joug fâcheux , & assujettir à des choses contraires aux Loix & à l'avantage de l'Etat. Chacun est maître sans doute & peut disposer de sa volonté particulière , lors que ceux qui , par le désir & le consentement de la Société , ont été établis pour être les inter-

terprètes, & les gardiens de la Volonté Publique, n'ont pas la liberté d'agir comme ils souhaiteroient & conformément à leur commission ; & que d'autres usurpent leur autorité & se portent à faire des Loix & des réglemens, sans en avoir reçu le pouvoir.

IV. Voilà comme les choses arrivent d'ordinaire dans les Etats, quand ceux qui ont été revêtus d'autorité, abusent de leur Pouvoir. Du reste, il est mal aisé de considérer ces sortes de cas comme il faut & sans se méprendre, à moins qu'on n'ait une idée distincte de la forme du Gouvernement dont il est question. Supposons donc un Etat où 1. une seule Personne ait toujours le Pouvoir Suprême & le droit héréditaire de faire exécuter les Loix, & de convoquer & de dissoudre, en certains tems, l'Assemblée qui a l'Autorité Législative : 2. où il y ait de la Noblesse à qui sa naissance donne droit d'assister à cette Assemblée & d'en être membre : 3, où il y ait des gens assemblés qui représentent le Peuple, pour un certain tems.

V. Cela

V. Cela étant supposé, il est évident, premièrement, que lors que cette seule personne, ou ce Prince dont il vient d'être fait mention, met sa volonté arbitraire en la place des Loix, qui sont la volonté de la Société, déclarée par le Pouvoir Législatif, le Pouvoir Législatif est changé. Car cette Assemblée dont les Réglemens & les Loix doivent être exécutés, étant véritablement le Pouvoir Législatif, si l'on substitue & apuye d'autres Loix & d'autres Réglemens que ceux qui ont été faits par ce Pouvoir Législatif que la Société a établi, il est manifeste que le Pouvoir Législatif est changé. Quiconque introduit de nouvelles Loix, n'ayant point reçu de pouvoir pour cela, par la constitution fondamentale de la Société, ou qu'il renverse les Loix anciennes, il méprise & renverse en même tems le pouvoir par lequel elles avoient été faites, & substitue une nouvelle Puissance Législative.

VI. En second lieu, lors que le Prince empêche que les membres du Corps Législatif ne s'assemblent dans le tems qu'il faut, ou que l'assemblée
Légis-

Législative n'agisse avec liberté, & conformément aux fins pour lesquelles elle a été établie : le Pouvoir Législatif est altéré. Car afin que le Pouvoir Législatif soit en entier, il ne suffit pas qu'il y ait un certain nombre d'hommes convoqués & assemblés ; il faut de plus, que ces personnes assemblées aient la liberté & le loisir d'examiner & de finir ce qui concerne le bien de l'Etat : autrement, si on les empêche d'exercer dûment leur Pouvoir, il est très vrai que le Pouvoir Législatif est altéré. Et certes, ce n'est point un nom qui constituë un Gouvernement, mais bien l'usage & l'exercice de ces pouvoirs qui y ont été établis : de sorte que celui qui ôte la liberté, ou ne permet pas que l'Assemblée Législative agisse dans le tems qu'il faudroit, détruit effectivement l'Autorité Législative, & met fin au Gouvernement.

VII. En troisième lieu, lors que le Prince, par son pouvoir arbitraire, & sans le consentement du Peuple & contre les intérêts de l'Etat, change ceux qui élisent les membres de l'Assemblée Législative, ou la manière de procéder
à

à cette élection , le Pouvoir Législatif est aussi changé. En effet, si le Prince fait choisir d'autres que ceux qui sont autorisés par la Société, ou si l'on procède à l'élection d'une manière différente de celle que la Société a prescrite, certainement ceux qui sont élus & assemblés de la sorte, ne sont point cette Assemblée Législative qui a été désignée & établie par le Peuple.

VIII. En quatrième lieu, lors que le Peuple est livré & assujetti à une puissance étrangère, soit par le Prince, soit par l'Assemblée Législative, le Pouvoir Législatif est assurément changé, & le Gouvernement est dissous. Car la fin pour laquelle le Peuple est entré en Société, étant de composer une Société entière, libre, indépendante, gouvernée par ses propres Loix; rien de tout cela ne subsiste, dès que ce Peuple est livré à un autre pouvoir, à un pouvoir étranger.

IX. Or, il est évident que dans un état constitué de la manière que nous avons dit, la dissolution du Gouvernement, dans les cas que nous venons de marquer, doit être imputée au Prince.

Car

Car le Prince ayant à sa disposition les Forces, les Trésors, & les Charges de l'Etat, & se persuadant lui-même, ou se laissant persuader par ses flatteurs, qu'un Souverain ne doit être sujet à aucun examen, & qu'il n'est permis à personne, quelques spécieuses raisons qu'il puisse alléguer, de trouver à redire à sa conduite ; lui seul est capable de donner lieu à ces sortes de changemens dont il a été parlé, & de les produire sous le prétexte d'une autorité légitime, & par le moyen de ce pouvoir qu'il a entre les mains, & avec lequel il peut épouvanter, ou accabler ceux qui s'oposent à lui, & les détruire comme des factieux, des séditeux, & des ennemis du Gouvernement ; pour ce qui regarde les autres parties de l'Autorité Législative, & le Peuple, il n'y a pas grand chose à craindre d'eux, puis qu'ils ne sauroient entreprendre de changer la Puissance Législative, sans une rebellion visible, ouverte, & éclatante. D'ailleurs, le Prince ayant le pouvoir de dissoudre les autres parties de la Puissance Législative, & de rendre par là ceux qui sont membres de l'Assemblée

blée des Législateurs, des personnes privées ; ils ne sauroient jamais , en s'opposant à lui, ou sans son secours & son aprobation , altérer , par des Loix , le Pouvoir Législatif ; le consentement du Prince étant nécessaire , afin que les décrets & les Actes de leur Assemblée soient valables. Après tout , autant que les autres parties du Pouvoir Législatif contribuent , de quelque façon , aux changemens qu'on veut introduire dans le Gouvernement établi , & favorisent le dessein de ceux qui entreprennent de faire ces changemens-là , autant participent-ils à leur injustice , & se rendent-ils coupables du plus grand crime que des gens puissent commettre contre d'autres.

X. Il y a encore une voye par laquelle le Gouvernement que nous avons posé , peut se dissoudre , c'est celle qui paroît manifestement lors que celui qui a le pouvoir Suprême & Exécutif , néglige , ou abandonne son Emploi , en sorte que les Loix déjà faites ne puissent plus être mises en exécution. C'est visiblement reduire tout à l'anarchie & dissoudre le Gouvernement. Car enfin , les Loix ne sont pas faites pour elles-

mêmes , elles n'ont été faites que pour être exécutées , & être les liens de la Société , qui continssent chaque partie dans sa place & dans sa fonction. Tellement que dès que tout cela vient à cesser , le Gouvernement cesse aussi en même tems , & le Peuple devient une multitude confuse , sans ordre & sans liaison. Quand la justice n'est plus administrée , que par conséquent les droits de chacun ne sont plus en sûreté , & qu'il ne reste aucun pouvoir dans la Communauté , qui ait soin des forces de l'Etat , ou qui en soit en état de pourvoir aux besoins du Peuple ; certes alors il ne reste plus de Gouvernement. Si les Loix ne peuvent être exécutées , c'est tout de même que s'il n'y en avoit point : & un Gouvernement sans Loix est , à mon avis , un Mystère dans la Politique , inconcevable à l'esprit de l'homme , & incompatible avec la Société humaine.

XI. Dans ces cas , & dans d'autres semblables , lors que le Gouvernement est dissous , le Peuple est dans la liberté & dans le droit de pourvoir à ses besoins , en érigeant une nouvelle Auto-

rité Législative , par le changement des personnes, ou de la forme ; ou des personnes & de la forme tout ensemble , selon que la Société le jugera nécessaire pour sa sûreté & pour son avantage. En effet, il n'est point juste que la Société, par la faute d'autrui , perde le droit original qu'elle a de se conserver : or elle ne sauroit se conserver que par le moyen du Pouvoir Législatif établi , & par une libre & juste exécution des Loix faites par ce pouvoir. Et dire , que le Peuple doit songer à sa conservation , & ériger une nouvelle Puissance Législative , lors que par opression , ou par artifice , ou parce qu'il est livré à une Puissance étrangère , son ancienne Puissance Législative est perduë & subjuguée, c'est tout de même que si on disoit que le Peuple doit attendre sa délivrance & son rétablissement, lorsqu'il est trop tard pour y aspirer , & que le mal est sans remède ; & l'on parleroit comme feroient des gens qui conseilleroient à d'autres de se laisser rendre esclaves , & de penser ensuite à leur liberté , & qui , dans le tems que des esclaves seroient chargés de chaînes , exhor-

horteroient ces malheureux à agir comme des hommes libres. Certainement , des discours de cette nature sont plutôt une moquerie , qu'une consolation ; & l'on ne fera jamais à couvert de la Tyrannie , s'il n'y a d'autre moyen de s'en délivrer , que lors qu'on lui est entièrement assujetti. C'est pourquoi , on a droit , non seulement de se délivrer de la Tyrannie ; mais encore de la prévenir.

NII. Ainsi , les Gouvernemens peuvent se dissoudre par une seconde voye, savoir quand le Pouvoir Législatif, ou le Prince, l'un d'eux , agit d'une manière contraire à la confiance qu'on avoit prise en lui , & au pouvoir qu'on lui avoit commis. Le Pouvoir Législatif agit au delà de l'autorité qui lui a été commise , & d'une manière contraire à la confiance qu'on a prise en lui ; premièrement , lors que ceux qui sont revêtus de ce pouvoir , tâchent d'envahir les biens des Sujets , & de se rendre maîtres & arbitres absolus de quelque partie considérable des choses qui appartiennent en propre à la Communauté , des Vies , des Libertés , & des Richesses du Peuple.

XIII. La raison pour laquelle on entre dans une Société Politique, c'est de conserver ses biens propres ; & la fin pour laquelle on choisit & revêt de l'Autorité Législative certaines personnes, c'est d'avoir des Loix & des réglemens qui protègent & conservent ce qui appartient en propre à toute la Société, & qui limitent le pouvoir & tempèrent la domination de chaque membre de l'Etat. Car puis qu'on ne sauroit jamais supposer que la volonté de la Société soit, que la Puissance Législative ait le pouvoir de détruire ce que chacun a eu dessein de mettre en sûreté & à couvert, en entrant dans une Société, & ce pour quoi le Peuple s'est soumis aux Législateurs qu'il a créés lui-même ; quand les Législateurs s'efforcent de ravir & de détruire les choses qui appartiennent en propre au Peuple, ou de le réduire dans l'esclavage, sous un pouvoir arbitraire, ils se mettent dans l'état de guerre avec le Peuple, qui dès lors est absous & exempt de toute sorte d'obéissance à leur égard, & a droit de recourir à ce commun refuge que Dieu a destiné pour
tous

tous les hommes , contre la force & la violence.

XIV. Toutes les fois donc que la Puissance Législative violera cette règle fondamentale de la Société , & soit par ambition , ou par crainte , ou par folie , ou par dérèglement & par corruption , tâchera de se mettre , ou de mettre d'autres en possession d'un pouvoir absolu sur les vies , sur les libertés , & sur les biens du Peuple ; par cette brèche qu'elle fera à son crédit & à la confiance qu'on avoit prise en lui , elle perdra entièrement le pouvoir que le Peuple lui avoit remis pour des fins directement opposées à celles qu'elles s'est proposée , & il est dévolu au Peuple , qui a droit de reprendre sa liberté originale , & par l'établissement d'une nouvelle Autorité Législative , telle qu'il jugera à propos , de pourvoir à sa propre conservation & à sa propre sûreté , qui est la fin qu'on se propose quand on forme une Société Politique. Or , ce que j'ai dit en général touchant le Pouvoir Législatif , regarde aussi la personne de celui qui est revêtu du Pouvoir Exécutif , & qui ayant deux avantages très-

considérables , l'un , d'avoir sa part de l'Autorité Législative , l'autre , de faire souverainement exécuter les Loix , se rend doublement & extrêmement coupable , lors qu'il entreprend de substituer aux Loix de la Société , sa volonté arbitraire. Il agit aussi d'une manière contraire à son crédit , à sa commission & à la confiance publique , quand il employe les forces , les trésors , & les charges de la Société pour corrompre les membres de l'Assemblée Représentative , & les gagner en faveur de ses vûës & de ses intérêts particuliers quand il agit par avance & sous main envers ceux qui doivent élire les membres de cette Assemblée , & qu'il leur prescrit d'élire ceux qu'il a rendus par ses sollicitations , par ses menaces , par ses promesses , favorables à ses desseins , & qui lui ont promis déjà d'opiner de la manière qu'il lui plairoit. Certes , disposer les choses de la sorte , qu'est-ce , je vous prie , si ce n'est dresser un nouveau modèle d'élection , & par-là renverser de fond en comble le Gouvernement , & empoisonner la Source de la sûreté & de la féli-

félicité publique? Après tout, le Peuple s'étant réservé le Privilège d'élire ceux qui doivent le représenter, comme un rempart qui met à couvert les biens propres des Sujets, il ne sauroit avoir eû d'autre but que de faire en sorte que les membres de l'Assemblée Législative fussent élus librement, & qu'étant élus librement, ils pussent agir aussi & opiner librement, examiner bien toutes choses, & délibérer mûrement, & d'une manière conforme aux besoins de l'Etat & au bien public. Mais ceux qui donnent leurs suffrages, avant qu'ils aient entendu opiner & raisonner les autres, & aient pesé les raisons de tous, ne sont point capables sans doute d'un examen & d'une délibération de cette sorte. Or quand celui qui a le Pouvoir Exécutif, dispose comme on vient de dire, l'Assemblée des Législateurs, certainement il fait une terrible brèche à son crédit & à son autorité, & sa conduite ne sauroit être envisagée que comme une pleine déclaration d'un dessein formé pour renverser le Gouvernement. A quoi si l'on ajoute les recompenses & les pu-

nitions employées visiblement pour la même fin, & tout ce que l'artifice & l'adresse ont de plus puissant, mis en usage pour corrompre les Loix, & les détruire, & perdre tous ceux qui s'opposent au dessein funeste qui a été formé, & ne veulent point trahir leur patrie & vendre, à beaux deniers comptant, ses libertés; on ne fera point en peine de savoir ce qu'il est expédient & juste de pratiquer en cette rencontre. Il est aisé de comprendre quel pouvoir ceux-là doivent avoir dans la Société, qui se servent de leur autorité pour des fins tout-à-fait opposées à sa première Institution: & il n'y a personne qui ne voye qu'une personne qui a une fois entrepris & pratiqué les choses que nous venons de voir, ne doit pas jouir longtemps de son crédit & de son autorité.

XV. A cela on objectera, peut-être, que le Peuple étant ignorant, & toujours peu content de sa condition, ce seroit exposer l'Etat à une ruine certaine, que de faire dépendre la forme du Gouvernement & l'autorité suprême, de l'opinion inconstante, & de l'humeur incertaine du Peuple, & que les Gouver-

ver-

vernemens ne subsisteroient pas long-tems sans doute , s'il lui étoit permis , dès qu'il croiroit avoir été offensé, d'établir une nouvelle Puissance Législative. Je répons au contraire , qu'il est très-difficile de porter le Peuple à changer la forme de gouvernement à laquelle il est accoutumé ; & que s'il y avoit dans cette forme quelques défauts originaux , ou qui auroient été introduits par le tems , ou par la corruption & les dérèglemens du vice, il ne seroit pas aussi aisé qu'on pourroit croire, de l'engager à vouloir remédier à ces défauts & à ces désordres , quand même tout le monde verroit que l'occasion seroit propre & favorable. L'aversion que le Peuple a pour ces sortes de changemens, & le peu de disposition qu'il a naturellement à abandonner ses anciennes constitutions , ont assez paru dans les diverses révolutions qui sont arrivées en Angleterre , & dans ce Siècle & dans les précédens. Malgré toutes les entreprises injustes des uns , & les mécontentemens justes des autres , & après quelques brouilleries , l'Angleterre a toujours conservé la même forme de
Gou-

Gouvernement, & a voulu que le Pouvoir Suprême fût exercé par le Roi, & par le Parlement, selon l'ancienne coutume. Et ce qu'il y a de bien remarquable encore, c'est que, quoi que les Rois aient souvent donné de grands sujets de mécontentement & de plainte, on n'a jamais pû porter le Peuple à abolir pour toujours la Royauté, ni à transporter la Couronne à une autre famille.

XVI. Mais du moins, dira-t-on, cette Hypothèse est toute propre à produire des rebellions fréquentes. Je réponds, premièrement, que cette Hypothèse n'est pas plus propre à cela, qu'une autre. En effet, lors qu'un Peuple a été rendu misérable, & se voit exposé aux effets funestes du Pouvoir Arbitraire, il est aussi disposé à se soulever, dès que l'occasion se présentera, que puisse être un autre qui vit sous certaines Loix, qu'il ne veut pas souffrir qu'on viole. Qu'on élève les Rois autant que l'on voudra; qu'on leur donne tous les titres magnifiques & pompeux qu'on a coutume de leur donner, qu'on dise mille belles choses de leurs Personnes Sacrées; qu'on parle d'eux
com-

comme d'Hommes Divins , descendus du Ciel & dépendans de Dieu seul : un Peuple généralement maltraité & réduit dans la servitude, n'a garde de laisser passer une occasion dans laquelle il peut se délivrer de ses misères , & secouër le pesant joug qu'on lui a imposé avec tant d'injustice. Il fait plus ; il désire , il recherche des moyens qui puissent mettre fin à ses maux : & comme les choses humaines sont sujettes à une grande inconstance , les affaires ne tardent guères à tourner de sorte , qu'on puisse se délivrer de l'esclavage. Il n'est pas nécessaire d'avoir vécu long-tems , pour avoir vû des exemples de ce que je dis : ce tems-ci en fournit de considérables ; & il ne faut être guères versé dans l'Histoire , si l'on n'en peut produire de semblables au regard de toutes les sortes de Gouvernement qui ont été dans le monde.

XVII. En second lieu , je répons , que les révolutions dont il s'agit , n'arrivent pas dans un Etat pour de légères fautes commises dans l'administration des Affaires Publiques. Le Peuple en supporte même de très-grandes, il tolère

lère certaines Loix injustes & fâcheuses, il souffre généralement tout ce que la fragilité humaine fait pratiquer de mauvais à des Princes qui d'ailleurs n'ont pas de mauvais desseins. Mais si une longue suite d'abus, de prévarications, & d'artifices, qui tendent à une même fin, donnent à entendre manifestement à un Peuple & lui font sentir qu'on a formé des desseins funestes contre lui, & qu'il est exposé aux plus grands dangers; ha! alors il ne faut point s'étonner s'il se souleve & s'il s'efforce de remettre les rênes du Gouvernement entre des mains qui puissent le mettre en sûreté, conformément à ces fins pour lesquelles le Gouvernement a été établi, & sans lesquelles, quelques beaux noms qu'on donne à des Sociétés Politiques, & quelques considérables que paroissent être leurs forces, bien loin d'être préférables à d'autres qui sont gouvernées selon ces fins, elles ne valent pas l'état de nature, ou une pure anarchie; les inconvéniens se trouvant aussi grands des deux côtés, mais le remède à ces inconvéniens étant beaucoup plus facile à trouver dans l'état de nature, ou dans l'anarchie.

XVIII. En troisième lieu , je réponds que le pouvoir que le Peuple a de pourvoir de nouveau à sa sûreté , en établissant une nouvelle Puissance Législative , quand ses Législateurs ont administré le Gouvernement d'une manière contraire à leurs engagements & à leurs obligations indispensables , & ont envahi ce qui lui appartenait en propre ; est le plus fort rempart qu'on puisse opposer à la Rebellion , & le meilleur moyen dont on soit capable de se servir pour la prévenir & y remédier. En effet , la rébellion étant une action par laquelle on s'oppose , non aux personnes , mais à l'autorité qui est fondée uniquement sur les constitutions & les Loix du Gouvernement ; tous ceux , quels qu'ils soient , qui par force enfreignent ces Loix , & justifient par force la violation de ces Loix inviolables , sont véritablement & proprement des rebelles. Car enfin , lors que des gens sont entrés dans une Société Politique , ils en ont exclu la violence , & y ont établi des Loix pour la conservation des choses qui leur appartenait en propre , pour leur paix & leur union entre eux

tr'eux : de sorte que ceux qui viennent ensuite à employer la force pour s'opposer aux Loix, sont *rebellare*, c'est-à-dire, qu'ils introduisent l'état de guerre, & méritent proprement le nom de rebelles. Or parce que les Princes qui sont revêtus d'un grand pouvoir, qui se voyent une autorité suprême, qui ont entre leurs mains les forces de l'Etat, & qui sont environnés de flatteurs, sont fort disposés à croire qu'ils ont droit de violer les Loix, & s'exposent par là à de grandes infortunes ; le véritable moyen de prévenir toutes sortes d'inconvéniens & de malheurs, c'est de leur bien représenter l'injustice qu'il y a à violer les Loix de la Société, & de leur faire bien voir les dangers terribles auxquels ils s'exposent par une conduite opposée à la conduite que ces Loix exigent.

XIX. Dans ces sortes de cas, dont nous venons de parler, dans l'un desquels la Puissance Législative est changée, & dans l'autre les Législateurs agissent d'une manière contraire à la fin pour laquelle ils ont été établis, ceux qui se trouvent coupables, sont coupables

coupables de rebellion. Et certes si quel-
qu'un détruit par la force la Puissance
Législative d'une Société, & renverse
les Loix faites par cette Puissance qui a
reçu autorité pour cela, il détruit en
même tems l'Arbitrage auquel cha-
cun avoit consenti, afin que tous les
différends pussent être terminés à l'a-
miable, & il introduit l'état de guer-
re. Ceux qui abolissent, ou changent
la Puissance Législative, ravissent &
usurpent ce Pouvoir décisif que person-
ne ne sauroit avoir que par la volonté
& le consentement du Peuple; & par ce
moyen ils détruisent & foulent aux
pieds l'Autorité que le Peuple a éta-
blie, & que qui que ce soit d'autre n'est
en droit d'établir : & introduisant un
Pouvoir que le Peuple n'a point auto-
risé, ils introduisent actuellement l'é-
tat de guerre, c'est-à-dire, un état de
force sans autorité. Ainsi, détruisant la
Puissance Législative établie par la So-
ciété, & aux décisions de laquelle le
Peuple acquiesçoit & s'attachoit com-
me à ses propres décisions, & comme à ce
qui tenoit unis & en bon état tous les
membres du Corps Politique, ils rom-
pent

licites contr'eux , qu'ils s'en prennent à leurs libertés, qu'ils leurs ravissent ce qui leur appartient en propre , qu'ils pratiquent des choses contraires à la confiance qu'on avoit prise en leurs personnes, & à la nature de l'autorité dont on les avoit revêtus : si, dis-je, ces Messieurs entendent que cette doctrine ne peut que donner occasion à des guerres civiles , & à des brouilleries intestines, qu'elle ne tend qu'à détruire la paix dans le monde , & que par conséquent elle ne doit pas être approuvée & soufferte ; ils peuvent dire avec autant de sujet , & sur le même fondement , que les honnêtes gens ne doivent pas s'opposer aux Voleurs & aux Pirates, parce que cela pourroit donner occasion à des désordres & à l'effusion du sang. S'il arrive des malheurs & des désastres en ces rencontres , on n'en doit point imputer la faute à ceux qui ne font que défendre leur droit , mais bien à ceux qui envahissent ce qui appartient à leur prochain. Si les personnes sages & vertueuses lâchoient & accorderoient tranquillement toutes choses , pour l'amour de la paix, à ceux qui voudroient
leur

leur faire violence , hélas ! quelle sorte de paix il y auroit dans le monde ! quelle sorte de paix seroit celle-là , qui consisteroit uniquement dans la violence & dans la rapine , & qu'il ne seroit à propos de maintenir que pour l'avantage des Voleurs & de ceux qui se plaisent à opprimer ! Cette paix qu'il y auroit entre les Grands , & les Petits , entre les Puissans , & les Foibles , seroit semblable à celle qu'on prétendrait y avoir entre des Loups , & des Agneaux , lors que les Agneaux se laisseroient déchirer & dévorer paisiblement par les Loups. Ou , si l'on aime mieux , considérons la Caverne de Poliphème comme un modèle parfait d'une paix semblable. Le Gouvernement auquel Ulysse & ses Compagnons s'y trouvoient soumis , étoit le plus agréable du monde ; ils n'y avoient autre chose à faire , qu'à souffrir avec quiétude qu'on les dévorat ! Et qui doute qu'Ulysse , qui étoit un Personnage si prudent , ne prêchat alors l'obéissance passive , & n'exhortât à une soumission entière , en représentant à ses Compagnons combien la paix est importante & nécessaire aux hommes ,

&

& leur faisant voir les inconvéniens qui pourroient arriver, s'ils entreprennoient de résister à Polyphème, qui les avoit en son pouvoir?

XXI. Le bien public, & l'avantage de la Société étant la véritable fin du Gouvernement ; je demande , s'il est plus expédient que le Peuple soit exposé sans cesse à la volonté sans bornes de la tyrannie , ou que ceux qui tiennent les rênes du Gouvernement , trouvent de l'opposition & de la résistance , quand ils abusent excessivement de leur pouvoir , & ne s'en servent que pour la destruction , non pour la conservation des choses qui appartiennent en propre au peuple.

XXII. Et que personne ne dise , qu'il peut arriver de tout cela de terribles malheurs , dès qu'il montera dans la tête chaude & dans l'esprit impétueux de certaines gens , de changer le Gouvernement de l'Etat. Car ces sortes de gens peuvent se soulever toutes les fois qu'il leur plaira ; mais pour l'ordinaire ce ne sera qu'à leur propre ruine & à leur propre destruction. En effet , jusqu'à ce que la calamité

mité & l'oppression soit devenuë générale, & que les méchans desseins & les entreprises illicites des Conducteurs soient devenus fort visibles & fort palpables au plus grand nombre des membres de l'Etat, le Peuple, qui naturellement est plus disposé à souffrir, qu'à résister, ne donnera pas avec facilité dans un soulèvement. Les injustices exercées & l'oppression dont on use envers quelques particuliers, ne le touchent pas beaucoup. Mais s'il est généralement persuadé & convaincu par des raisons évidentes, qu'il y a un dessein formé contre ses Libertés, & que toutes les démarches, toutes les actions, tous les mouvemens de son Prince, ou de son Magistrat, l'obligent de croire que tout tend à l'exécution d'un dessein si funeste; ah! qui est-ce qui peut blâmer ce Peuple, s'il est dans une telle croyance & dans une telle persuasion? Pourquoi un Prince, ou un Magistrat donne-t-il lieu à des soupçons si bien fondés, ou plutôt, pourquoi persuade-t-il, par toute sa conduite, des choses de cette nature? Les Peuples sont-ils à blâmer de ce qu'ils

qu'ils ont les sentimens des créatures raisonnables , de ce qu'ils font les réflexions que des créatures de cet ordre doivent faire, de ce qu'ils ne conçoivent pas les choses autrement qu'ils ne trouvent & ne sentent qu'elles sont ? Ceux-là ne méritent-ils pas plutôt d'être b'âmés , qui pratiquent des choses qui font naître des mécontentemens fondés sur de si justes raisons ? J'avouë que l'orgueil , l'ambition , & l'esprit inquiet de certaines gens ont causé souvent de grands désordres dans les Etats , & que les factions ont été fatales à des Royaumes & à des Sociétés Politiques. Mais si ces désordres , si ces désastres sont venus de la légèreté & de l'esprit turbulent des Peuples , & du désir de se défaire de l'autorité légitime de leurs Conducteurs ; ou s'ils ont procédé des efforts injustes qu'ont faits les Conducteurs & les Princes pour aquerir & exercer un Pouvoir Arbitraire sur leurs Peuples ; si l'opression, ou la désobéissance en a été l'origine : c'est ce que je laisse à décider à l'Histoire. Ce que je puis assurer , c'est que quiconque ,
soit

soit Prince, ou Sujet, envahit les droits de son Prince, ou de son Peuple, & donne lieu au renversement de la forme d'un Gouvernement juste, se rend coupable d'un des plus grands crimes qu'on puisse commettre, & est responsable de tous les malheurs, de tout le sang répandu, de toutes les rapines, de tous les désordres qui détruisent un Gouvernement & désolent un país. Certes, tous ceux qui sont coupables d'un crime si énorme, d'un crime d'une si terrible conséquence, doivent être regardés comme des ennemis du Genre-Humain, comme une peste fatale aux Etats, & être traités de la manière qu'ils méritent.

XXIII. Qu'on doive résister à des Sujets, ou à des Etrangers qui entreprennent de se saisir, par la force, de ce qui appartient en propre à un Peuple, c'est de quoi tout le monde demeure d'accord; mais, qu'il soit permis de pratiquer le même au regard des Magistrats & des Princes qui font de semblables entreprises, c'est ce qu'on a nié dans ces derniers tems: comme si ceux à qui les Loix ont donné de plus

plus grands privilèges qu'aux autres , avoient reçu par là le pouvoir d'enfraindre ces Loix , desquelles il avoient reçu un rang & des biens plus considérables que ceux de leurs frères ; au lieu que leur mauvaise conduite est plus blamable , & leurs fautes deviennent plus grandes , soit parce qu'ils sont ingrats des avantages que les Loix leur ont accordés , soit parce qu'ils abusent de la confiance que leurs frères avoient prise en eux.

XXIV. Quiconque employe la force sans droit , comme font tous ceux qui dans une Société emploient la force & la violence sans la permission des Loix , se met en état de guerre avec ceux contre qui il l'emploie ; & dans cet état , tous les liens , tous les engagements précédens sont rompus , tout autre droit cesse , hors le droit de se défendre , & de résister à un Agresseur. Cela est si évident , que Barclay lui même , qui est un si grand défenseur du pouvoir sacré des Rois , est contraint de confesser , que les Peuples , dans ces sortes de cas , peuvent légitimement résister à leurs Rois : il ne fait point de difficulté d'en tomber

d'accord dans ce chapitre même, où il prétend montrer que les Loix Divines sont contraires à toute sorte de rébellion. Il paroît donc manifestement, par sa propre doctrine, que puis que dans de certains cas on a droit de résister & de s'opposer à un Prince, toute résistance n'est pas rébellion. Voici les paroles de Barclai.* *Quod si quis dicat, Ergone populus tyrannicæ crudelitati & furori jugulum semper præbebit? Ergone multitudo civitates suas fame, ferro, & flammâ vastari, seque, conjuges, & liberos fortunæ ludibrio & tyranni libidini exponi, inque omnia vitæ pericula, omnesque misérias & molestias à Rege deduci patientur? Num illis quod animantium est à natura tributum, denegari debet, ut sc. vim vi repellant, seseque ab injuriâ tueantur? Huic breviter responsum sit, Populo universo negari defensionem, quæ juris naturalis est, neque ultionem quæ præter naturam est adversus Regem concedi debere. Quapropter si Rex non in singulares tantum personas aliquot privatum odium exerceat, sed corpus etiam Reipublicæ, cujus ipse caput est, i. e., totum populum, vel*
in-

* Contra Monarchom. l. 3. c. 8.

insignem aliquam ejus partem immani & intolerandâ sævitiâ seu tyrannide divexet; populo quidem hoc casu resistendi ac tuendi se ab injuriâ potestas competit, sed tuendi se tantum, non enim in principem invadendi: & restituendæ injuriæ illatæ, non recedendi à debitâ reverentiâ propter acceptam injuriam. Præsentem denique impetum propulsandi, non vim præteritam ulciscendi jus habet. Horum enim alterum à naturâ est, ut vitam scilicet corpusque tueamur. Alterum vero contra naturam, ut inferior de superiori supplicium sumat. Quod itaque populus malum, antequam factum sit, impedire potest, ne fiat, id postquam factum est, in Regem Authorem sceleris vindicare non potest. Populus igitur hoc amplius quam privatus quispiam habet, quod huic, vel ipsis adversariis judicibus, excepto Buchanano, nullum nisi in patienti remedium superest: cum ille si intolerabilis tyrannis est (modicum enim ferre omnino debet) resistere cum reverentiâ possit.

„ Que si quelqu'un dit, Faudra-t-il
 „ donc que le Peuple soit toujours ex-
 „ posé à la cruauté & à la fureur de la
 „ tyrannie ? Les gens seront-ils obli-

„gés de voir tranquillement la faim ,
„le fer , & le feu ravager leurs vil-
„les , de se voir eux-mêmes , de voir
„leurs femmes , leurs enfans assu-
„jetés aux caprices de la fortune , &
„aux passions d'un Tyran , & de
„souffrir que leur Roi les précipite
„dans toutes sortes de misères & de
„calamités ? Leur refuserons-nous ce
„que la Nature a accordé à toutes
„les espèces d'animaux , savoir de
„repousser la force par la force , &
„de se défendre contre les injures
„& la violence ; Je réponds en deux
„mots ; Que les Loix de la Nature
„permettent de se défendre soi-même :
„qu'il est certain que tout un Peuple
„a droit de se défendre , même con-
„tre son Roi ; mais qu'il ne faut point
„se venger de son Roi , une telle ven-
„geance étant contraire aux mêmes
„Loix de la Nature. Ainsi , lors qu'un
„Roi ne maltraite pas simplement
„quelques particuliers , mais exerce
„une cruauté & une tyrannie extrê-
„me & insupportable contre tout le
„Corps de l'Etat , dont il est le Chef ,
„c'est-à-dire , contre tout le Peuple ,
„ou

„ ou du moins contre une partie con-
„ sidérable de ses Sujets : en ce cas , le
„ Peuple a droit de résister & de se dé-
„ fendre, mais de se défendre seule-
„ ment, non d'attaquer son Prince; &
„ il lui est permis de demander la répa-
„ ration du dommage qui lui a été cau-
„ sé , & de se plaindre du tort qui lui
„ est fait, mais non de se départir, à
„ cause des injustices qui ont été exer-
„ cées contre lui, du respect qui est dû
„ à son Roi. Enfin, il a droit de re-
„ pousser une violence présente, non
„ de tirer vengeance d'une violence
„ passée. La Nature a donné le pou-
„ voir de faire l'un, pour la défense
„ de nôtre vie & de nôtre corps;
„ mais elle ne permet point l'autre,
„ elle ne permet point sans doute à
„ un inférieur de punir son supérieur.
„ Avant que le mal soit arrivé, le
„ Peuple est en droit d'employer les
„ moyens qui sont capables d'empê-
„ cher qu'il n'arrive; mais lors qu'il
„ est arrivé, il ne peut pas punir le
„ Prince qui est l'auteur de l'injustice &
„ de l'attentat. Voici donc en quoi
„ consiste le privilège des peuples, &

„la différence qu'il y a entr'eux ;
 „sur ce sujet , & des particuliers ;
 „c'est qu'il ne reste à des particuliers ,
 „de l'aveu même des Adversaires , (si
 „l'on excepte Buchanan ,) qu'il ne leur
 „reste , dis-je , pour remède , que la
 „patience : au lieu que les Peuples ,
 „si la tyrannie est insupportable (car
 „on est obligé de souffrir patiemment
 „les maux médiocres) peuvent résis-
 „ter , sans faire rien de contraire
 „à ce respect qui est dû à des Sou-
 „verains.

XXV. C'est ainsi qu'un grand partisan du pouvoir Monarchique approuve la résistance & la croit juste. Il est vrai qu'il propose deux restrictions sur ce sujet , qui ne sont nullement raisonnables. La première est , qu'il faut résister avec respect & avec révérence. La seconde , que ce doit être sans vengeance & sans punition ; & la raison qu'il en donne , c'est qu'un *inférieur n'a pas droit de punir un supérieur*. Premièrement , comment peut-on résister à la force & à la violence , sans donner des coups ? Ou comment peut-on donner des coups avec respect ?

pect ? J'avouë que cela me passe. Un homme , qui étant vivement attaqué , n'oposeroit qu'un bouclier pour sa défense , & se contenteroit de recevoir respectueusement , avec ce bouclier , les coups qu'on lui porteroit , ou qui se tiendrait dans une posture encore plus respectueuse , sans avoir à la main une épée , capable d'abbatre & de domter la fierté , l'air assuré , & la force de son Assaillant , ne feroit pas sans doute une longue résistance , & ne manqueroit pas d'éprouver bientôt que sa défense n'auroit servi qu'à lui attirer de plus grands malheurs & de plus dangereuses blessures. Ce seroit sans doute user d'un moyen bien ridicule de résister dans un combat , *ubi tu pulsas , ego vapulabo tantum* , comme dit Juvenal : & le succès du combat ne sauroit être autre que celui que ce Poëte décrit dans ces vers.

— *Libertas pauperis hæc est :*

Pulsatus rogat , & pugnâ concisus ,
adorat ,

Ut liceat paucis cum dentibus inde re-
verti.

Certainement, la résistance imaginaire dont il s'agit, ne manqueroit jamais d'être suivie d'un événement semblable. C'est pourquoi, celui qui est en droit de résister, est sans doute aussi en droit de porter des coups. En cette rencontre, il a dû être permis à Barclay, & le doit être a tout autre homme, de porter des coups, de donner de grands coups de sabre sur la tête, ou de faire des balafres au visage de son Agresseur, avec toute la révérence, avec tout le respect imaginable. J'avouë qu'un homme qui sçait si bien concilier les coups & la révérence, mérite, selon mon sentiment, pour ses peines & pour son adresse, d'être bien frotté, d'une manière extrêmement civile & respectueuse, dès que l'occasion se présentera. Pour ce qui regarde la seconde restriction fondée sur ce principe, *Un inférieur n'a pas droit de punir un supérieur*; je dis que le principe en général est vrai, & qu'un inférieur n'a point droit de punir son supérieur, tandis qu'il est son supérieur. Mais opposer la force à la force, étant une action de
l'état

l'état de guerre , qui rend les Parties égales entre elles , & casse & abolit toutes les relations précédentes , toutes les obligations & tous les droits de respect , de révérence , & de supériorité ; toute l'inégalité & la différence qui reste , c'est que celui qui s'oppose à un Agresseur injuste , a cette supériorité & cet avantage sur lui , qu'il a droit , lors qu'il vient à avoir le dessus , de le punir , soit à cause de la rupture de la paix , ou à cause des malheurs qui sont provenus de l'état de guerre. Barclay , dans un autre endroit , s'accorde mieux avec lui-même , & raisonne plus juste , lors qu'il nie qu'il soit légitime , en aucun cas , de résister à un Roi. Il pose pourtant deux cas , dans lequel un Roi peut perdre son droit à la Royauté. Voici comme il parle sur ce sujet.

Quid ergo , nulli-ne casus incidere possunt quibus populo sese erigere atque in Regem impotentius dominantem arma capere & invadere jure suo suâque auctoritate liceat ? Nulli certe quamdiu Rex manet. Semper enim ex divinis id obstat , Regem honorificato ; & qui potestati

resistit, Dei ordinationi resistit: * Non alia igitur in eum populo potestas est quam si id committat propter quod ipso jure rex esse desinat. Tunc enim se ipse principatu exuit atque in privatis constituit liber: hoc modo populus & superior afficitur, reverso ad eum sc. jure illo quod ante regem inauguratum in interregno habuit. At sunt paucorum generum commissa ejusmodi quæ hunc effectum pariunt; At ego cum plurima animo perlustrem, duo tantum invenio, duos inquam, casus, quibus rex ipso facto ex Rege non regem se facit & omni honore & dignitate regali atque in subditos potestate destituit; quorum etiam meminit Winzerus. Horum unus est, si regnum disperdat, quemadmodum de Nerone fertur, quod is nempe Senatum Populumque Romanum, atque adeo Urbem ipsam ferro flammaque vastare, ac novas sibi sedes quærere decrevisset. Et de Caligula, quod palam denunciavit se neque civem neque principem Senatui amplius fore, inque animo habuerit, interempto utriusque Ordinis Electissimo quoque, Alexandriam commigrare, ac ut populum uno ictu interimeret, unam ei

* Contra Monarchom. l. 3. c. 16.

ei cervicem optavit. Talia cum rex aliquis meditatur & molitur serio, omnem regnandi curam & animum illico abjicit, ac proinde imperium in subditos amittit, ut dominus servi pro derelicto habiti, dominium.

Alter casus est, Si rex in alicujus clientelam se contulit, ac regnum quod liberum à majoribus & populo traditum accepit, alienæ ditioni mancipavit. Nam tunc quamvis fortè non eâ mente id agit, populo plane ut incommodet: tamen quia quod præcipuum est regiae dignitatis, amisit, ut summus scilicet in regno secundum Deum sit, & solo Deo inferior, atque populum etiam totum ignorantem vel invitum, cujus libertatem sartam & rectam conservare debuit, in alterius gentis ditionem & potestatem dedit; hâc velut quadam regni abalienatione effecit, ut nec quod ipse in regno imperium habuit retineat, nec in eum cui collatum voluit, juris quicquam transferat, atque ita eo facto liberum jam & suæ potestatis populum relinquit, cujus rei exemplum unum annales Scotici suppeditant.

„ Quoi donc, ne peut-il se trouver
 „ aucun cas, dans lequel le Peuple ait

„ droit de se soulever , de prendre les
 „ armes contre son Roi , & de le dé-
 „ trôner , lors qu'il exerce une domi-
 „ nation violente & tyrannique ? Cer-
 „ tainement , il ne sauroit y en avoir
 „ aucun , tandis qu'un Roi demeure
 „ Roi. La parole divine nous enseigne
 „ assez cette vérité , quand elle dit ,
 „ *Honore le Roi. Celui qui résiste à la*
 „ *Puissance , résiste à l'ordonnance de*
 „ *Dieu.* Le Peuple donc ne sauroit
 „ avoir nul pouvoir sur son Roi , à
 „ moins que ce Souverain ne pratiquât
 „ des choses qui lui fissent perdre le
 „ droit & la qualité de Roi. Car alors
 „ il se dépouille lui-même de sa digni-
 „ té , & de ses privilèges , & devient
 „ un homme privé ; & par le même
 „ moyen le Peuple lui devient supé-
 „ rieur, le droit & l'autorité qu'il avoit
 „ pendant l'Interrègne , avant le cou-
 „ ronnement de son Prince , étant re-
 „ tournés à lui. Mais véritablement il
 „ n'arrive guères qu'un Prince pratique
 „ des choses de cette nature ; & que
 „ par conséquent lui & le Peuple en
 „ viennent à ce point dont il est
 „ question. Quand je médite attentive-
 „ ment

„ ment sur cette matière , je ne con-
„ çois que deux cas , où un Roi cesse
„ d'être Roi & se dépouille de toute
„ la dignité Royale , & de tout le pou-
„ voir qu'il avoit sur ses Sujets. *Win-*
„ *zerus* fait mention de ces deux for-
„ tes de cas. L'un arrive, lors qu'un
„ Prince a dessein & s'efforce de ren-
„ verser le Gouvernement, à l'exem-
„ ple de Neron , qui avoit résolu de
„ perdre le Senat , & le Peuple Ro-
„ main , & de reduire en cendres &
„ dans la dernière désolation la Ville
„ de Rome , par le fer & par le feu , &
„ d'aller ensuite établir ailleurs sa de-
„ meure ; & à l'exemple encore de
„ Caligula , qui déclara ouvertement
„ sans façon , qu'il voudroit qu'il n'y
„ eut plus , ni Peuple, ni Sénat ; qui
„ avoit pris la résolution de faire périr
„ tout ce qu'il y avoit de Personnages
„ illustres & vertueux de l'un & de
„ l'autre Ordre , & de se retirer , après
„ cette belle Expédition , à Alexan-
„ drie ; & qui, pour tout dire , se porta
„ à cet excès de cruauté & de fureur ,
„ que de désirer que le Peuple Romain
„ n'eut qu'une tête , afin qu'il pût
„ per-

„ perdre & détruire tout ce Peuple ;
 „ d'un seul coup. Certes , quand un
 „ Roi médite & veut entreprendre
 „ sérieusement des choses de cette na-
 „ ture , il abandonne dès lors tout le
 „ soin de l'Etat , & perd par consé-
 „ quent le droit de domination qu'il
 „ avoit sur ses Sujets : tout de même
 „ qu'un Maître cesse d'avoir droit de
 „ domination sur son esclave, dès qu'il
 „ l'abandonne.

„ L'autre cas arrive , quand un Roi
 „ se met sous la protection de quel-
 „ qu'un , & remet entre ses mains le
 „ Royaume indépendant qu'il avoit
 „ reçu de ses Ancêtres , & du Peuple.
 „ Car bien qu'il ne fasse pas cela, peut-
 „ être , dans l'intention de préjudi-
 „ cier au Peuple : néanmoins parce
 „ qu'il se défait de ce qu'il y a de prin-
 „ cipal & de plus considérable dans
 „ son Royaume , savoir d'y être Sou-
 „ verain , de n'être soumis & infé-
 „ rieur qu'à Dieu seul , & qu'il assujet-
 „ tit de force & à la domination & au
 „ pouvoir d'une nation étrangère , ce
 „ pauvre Peuple dont il étoit obligé
 „ si étroitement de maintenir & de dé-
 fen-

5, fendre la liberté, il perd, en alié-
,, nant ainsi son Royaume, ce qui lui
,, appartenoit auparavant, & ne con-
,, fère & ne communique nul droit,
,, pour cela, à celui à qui il remet ses
,, Etats : & par ce moyen il laisse le
,, Peuple libre & dans le pouvoir de
,, faire ce qu'il jugera à propos. Les
,, monumens de l'Histoire d'Ecosse nous
,, fournissent, sur ce sujet, un exem-
,, ple bien mémorable.,

XXVI. *Barclay*, le grand défenseur de la Monarchie Absoluë, est contraint de reconnoître, qu'en ces cas il est permis de résister à un Roi, & qu'alors un Roi cesse d'être Roi. Cela signifie, en deux mots, pour ne pas multiplier les cas, que toutes les fois qu'un Roi agit sans avoir reçu d'autorité pour ce qu'il entreprend, il cesse d'être Roi, & devient comme un autre homme à qui aucune autorité n'a été conférée. Je puis dire que les deux cas que *Barclay* allègue, diffèrent peu de ceux dont j'ai fait mention ci-dessus, & que j'ai dit qui dissolvoient les Gouvernemens. Il faut pourtant remarquer qu'il a omis le principe d'où cette doc-

doctrine découle, & qui est, qu'un Roi abuse étrangement de la confiance qu'on avoit mise en lui, & de l'autorité qu'on lui avoit remise, lors qu'il ne conserve pas la forme du Gouvernement dont on étoit convenu, & qu'il ne tend pas à la fin du Gouvernement même, laquelle n'est autre que le bien public & la conservation de ce qui appartient en propre. Quand un Roi s'est détroné lui-même, & s'est mis dans l'état de guerre avec son Peuple; qu'est-ce qui peut empêcher le Peuple de poursuivre un homme qui n'est point Roi, comme il seroit en droit de poursuivre tout autre homme qui se seroit mis en état de guerre avec lui? Que *Barclay* & ceux qui sont de son Opinion, nous satisfassent sur ce point. *Bilson*, Evêque d'Angleterre, très-ardent pour le Pouvoir & la Prérogative des Princes, reconnoit, si je ne me trompe, dans son *Traité de la Soumission Chrétienne*, que les Princes peuvent perdre leur autorité & le droit qu'ils ont de se faire obéir de leurs Sujets. Que s'il étoit nécessaire d'un grand nombre de témoignages & d'au-

d'autorités pour persuader une doctrine si bien fondée, si raisonnable, & si convaincante d'elle-même, je pourrois renvoyer mon Lecteur à *Bracton*, à *Fortescue*, à l'Auteur du *Mirror*, & à d'autres Ecrivains qu'on ne peut soupçonner d'ignorer la nature & la forme du Gouvernement d'Angleterre, ou d'en être les ennemis. Mais je pense que *Hooker* seul peut suffire à ceux qui suivent les sentimens touchant la Politique Ecclésiastique, & qui pourtant, je ne sçai par quelle fatalité, se portent à nier & à rejeter les principes sur lesquels il l'a fondée. Je ne veux pas les accuser d'être des instrumens de certains habiles ouvriers qui avoient formé de terribles desseins. Mais je suis sûr que leur Politique Civile est si nouvelle, si dangereuse, & si fatale aux Princes, & aux Peuples, qu'on n'auroit osé, dans les Siècles précédens, la proposer & la soutenir. C'est pourquoi il faut espérer que ceux qui se trouvent délivrés des impositions des Egyptiens, auront en horreur la mémoire de ces flatteurs, de ces ames basses & serviles, qui, parce que cela
fer-

fervoit à leur fortune & à leur avancement , ne reconnoissoient pour Gouvernement légitime , que la Tyrannie absoluë , & vouloient rendre tout le monde esclave.

XXVII. On ne manquera point sans doute de proposer ici cette question si commune , Qui jugera si le Prince , ou la Puissance Législative passe l'étenduë de son pouvoir & de son autorité ? Des gens mal intentionnés & séditieux se peuvent glisser parmi le peuple , & lui faire accroire que ceux qui gouvernent , pratiquent des choses pour lesquelles ils n'ont reçu nulle autorité , quoi-qu'ils fassent un bon usage de leur Prérogative. Je répons , que c'est le Peuple qui doit juger de cela. En effet , qui est-ce qui pourra mieux juger si l'on s'aquite bien d'une commission, que celui qui l'a donnée, & qui par la même autorité par laquelle il a donné cette commission , peut désapprouver ce qu'aura fait la personne qui l'a reçûë & ne se servir plus d'elle, lorsqu'elle ne se conforme pas à ce qui lui a été prescrit. S'il n'y a rien de si raisonnable & de si juste dans les cas parti-

ti-

ticuliers des hommes privés; pourquoi ne sera-t-il pas permis d'en user de même, au regard d'une chose aussi importante, qu'est le salut & la félicité d'un million de personnes, & lors qu'il s'agit de prévenir les malheurs les plus dangereux & les plus épouvantables, mais des malheurs d'autant plus à craindre, qu'il est presque impossible d'y remédier, quand ils sont arrivés une fois?

XXVIII. Du reste, par cette demande, Qui en jugera? On ne doit point entendre, qu'il ne peut y avoir nul juge. Car quand il ne s'en trouve aucun sur la terre pour terminer les différends qui sont entre les hommes, il y a toujours un Juge au Ciel. Certainement, Dieu seul est juge, de droit. Mais cela n'empêche pas que chaque homme ne puisse juger par soi-même, dans le cas dont il s'agit ici, aussi bien que dans tous les autres, & décider si un autre homme s'est mis dans l'état de guerre avec lui, & s'il a droit d'appeler au Souverain Juge, comme fit Jephthé.

XXIX. S'il s'élève quelque différend entre un Prince, & quelques-uns
du

du Peuple , sur un point sur lequel les Loix ne se prescrivent rien , ou qui se trouve douteux, mais où il s'agit de choses de grande conséquence ; je suis fort porté à croire que dans un cas de cette nature , le différend doit être décidé par le Corps du Peuple. Car dans des causes qui sont remises à l'autorité & à la discrétion sage du Prince , & dans lesquelles il est dispensé d'agir conjointement avec l'Assemblée ordinaire des Législateurs , si quelques-uns pensent avoir reçu quelque préjudice considérable , & croient que le Prince agit d'une manière contraire à leur avantage , & va au-delà de l'étendue de son pouvoir ; Qui est plus propre à en juger que le Corps du Peuple , qui , du commencement , lui a conféré l'autorité dont il est revêtu , & qui par conséquent fait quelles bornes il a mises au pouvoir de celui entre les mains duquel il a remis les rênes du Gouvernement ? Que si un Prince, ou tout autre qui aura l'administration du Gouvernement de l'Etat , refuse ce moyen de terminer les différends : alors, il ne reste qu'à appeler au Ciel. La violence qui est

est exercée entre des personnes qui n'ont nul Juge Souverain, & établi sur la terre, ou celle qui ne permet point qu'on appelle sur la terre à aucun Juge, étant proprement un état de guerre, le seul parti qu'il y a à prendre, en cette rencontre, c'est d'appeller au Ciel; & la partie offensée peut juger pour elle-même, lors qu'elle croit qu'il est à propos d'appeller au Ciel.

XXX. Donc, pour conclure, le pouvoir que chaque particulier remet à la Société dans laquelle il entre, ne peut jamais retourner aux particuliers pendant que la Société subsiste; mais réside toujours dans la Communauté; parce que sans cela il ne sauroit y avoir de Communauté ni d'Etat, ce qui pourtant seroit tout-à-fait contraire à la convention originale. C'est pourquoi, quand le Peuple a placé le pouvoir législatif dans une Assemblée, & a arrêté que ce pouvoir continueroit à être exercé par l'Assemblée, & par ses Successeurs, auxquels elle auroit elle-même soin de pourvoir, le pouvoir législatif ne peut jamais retourner au Peuple, pendant que le Gouvernement subsiste :
parce

parce qu'ayant établi une Puissance Législative pour toujours , il lui a remis tout le Pouvoir Politique ; & ainsi il ne doit point le reprendre. Mais s'il a prescrit certaines limites à la durée de la Puissance Législative , & a voulu que le Pouvoir Suprême residat dans une seule Personne, ou dans une Assemblée , pour un certain tems seulement ; ou bien , si ceux qui sont constitués en autorité , ont , par leur mauvaise conduite, perdu leur droit & leur pouvoir : quand les Conducteurs ont perdu ainsi leur pouvoir & leur droit ; ou que le tems déterminé a fini ; le Pouvoir Suprême retourne à la Société , & le Peuple a droit d'agir en qualité de Souverain , & d'exercer l'autorité législative , ou bien d'ériger une nouvelle forme de Gouvernement , & de remettre la Suprême Puissance , dont il se trouve alors entièrement & pleinement revêtu , entre de nouvelles mains , comme il juge à propos.

F I N.

TABLE



TABLE

D E S

CHAPITRES.

C HAPITRE I. <i>De l'Etat de Nature.</i>	pag. 1
CHAP. II. <i>De l'Etat de Guerre.</i>	19
CHAP. III. <i>De l'Esclavage.</i>	28
CHAP. IV. <i>De la Propriété des choses.</i>	32
CHAP. V. <i>Du Pouvoir Paternel.</i>	70
CHAP. VI. <i>De la Société Politique ou Civile.</i>	107
CHAP. VII. <i>Du Commencement des Sociétés Politiques.</i>	136
CHAP. VIII. <i>Des Fins de la Société & du Gouvernement Politique.</i>	178
CHAP. IX. <i>Des Formes des Sociétés.</i>	187

Table des Chapitres.

CHAP. X. <i>De l'Etendue du Pouvoir Législatif.</i>	189
CHAP. XI. <i>Du Pouvoir Législatif, Exécutif, & Confédératif d'un Etat.</i>	206
CHAP. XII. <i>De la Subordination des Pouvoirs de l'Etat.</i>	212
CHAP. XIII. <i>De la Prérogative.</i>	231
CHAP. XIV. <i>Du Pouvoir Paternel, du Pouvoir Politique, & du Pou- voir Despotique, considérés ensem- ble.</i>	245
CHAP. XV. <i>Des Conquêtes.</i>	254
CHAP. XVI. <i>De l'Urpation.</i>	284
CHAP. XVII. <i>De la Tyrannie.</i>	286
CHAP. XVIII. <i>De la Dissolution des Gouvernemens.</i>	304

Fin de la Table.



24 100



